

MEMOIRES

"a la rencontre d'une ville pour la vie"

**L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES
VERS L'HABITAT II**

Quito - Equateur

Novembre 1995

**PROGRAMME DE GESTION URBAINE PGU-LAC
HABITAT II GLOBAL NGO SECRETARIAT
GROUPE FORHUM
CENTRE DE RECHERCHES CIUDAD**

MEMOIRES

"a la rencontre d'une ville pour la vie"

**L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES
VERS L'HABITAT II**

Quito - Equateur

Novembre 1995

Première édition: CIUDAD - 1996

Copyright: CIUDAD

Tirage: 1000 exemplaires

Initiatives COALITION INTERNATIONALE DE L'HABITAT (HIC), PROGRAMME DE GESTION URBAINE (PGU-LAC), HABITAT II GLOBAL NGO SECRETARIAT Y GROUPE FORHUM.

Collaboration Locale Ministerio de Desarrollo Urbano y Vivienda, I. Municipio Metropolitano de Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, Colegio de Arquitectos del Ecuador, Facultad de Arquitectura y Diseño (PUCE) y Facultad de Arquitectura y Urbanismo (Universidad Central).

Coordination Centre de Recherches CIUDAD

Cette publication a été possible grâce à l'appui du Programa "Mujer y Hábitat" du CNUAH (HABITAT) et de Homeless International-HI.

395m Centre de Recherches CIUDAD,
coordination.
Memoires "A la rencontre d'une ville
pour la vie". CIUDAD, Quito, 1996,
160p.
/HABITAT / AMERIQUE LATINE.



index

Présentation	5
SECTION I MEMOIRES	7
1. "à la rencontre d'une ville pour la vie": une perspective de travail régional vers Habitat II	9
2. introduction par Enrique Ortiz Flores	15
SECTION II DECLARATIONS	23
1. déclaration: "à la rencontre d'une ville pour la vie"	25
2. résolution sur l'inclusion du principe "droit au logement" Dans le chapitre de principes de l'agenda de l'habitat II	29
3. résolution sur l'inclusion du concept "Production Sociale de Logement" et de leurs implications pratiques dans l'agenda Habitat II	31
4. appel latino-américain vers habitat II "pour le droit à habiter dans une ville pour la vie"	35
5. profil d'une campagne d'action latino-américaine vers Habitat II	37
6. à la rencontre d'une ville pour la vie et l'échange d'information	39
7. quelque chose de grave se passe entre nous	41
8. proposition de fucvam au plénier	45
9. pacte de Guadalajara pour un habitat juste, démocratique et soutenable.	47

SECTION III DESCRIPTION DES ATELIERS **55**

1.	participation et coordination du mouvement de la population équatorienne	57
2.	la jeunesse et la ville	63
3.	les droits humains et le développement soutenable dans les villes	65
4.	l'art public dans la ville de Quito: politiques et expériences	69
5.	Equateur vers l'Habitat II	73
6.	participation des citoyens, pouvoir local et concertation	75
7.	la santé dans la gestion locale de l'habitat urbain	79
8.	gestion de l'habitat urbain: prévention et atténuation des désastres	85
9.	rencontre régionale: stratégies d'attention aux groupes urbains les plus pauvres	89
10.	les gouvernements locaux à partir d'une perspective de genre	95
11.	les villes et la question ethnique	101
12.	la gestion démocratique de la ville en Amérique Latine	107
13.	réseau du sol urbain	109
14.	réseau: femme et habitat	111

SECTION IV ANNEXES **113**

1.	Participants	
	• Liste des participants étrangers	115
	• Liste des participants équatoriens	121
	• Institutions et Organisations représentées	133
	• Auspice des entreprises privées	139
2.	Exposition des expériences	141
3.	Programme générale de la rencontre	155

présentation

Ces **Mémoires** sur “à la rencontre d’une ville pour la vie” présentent le résultat des délibérations et des conclusions, aussi bien des ateliers que des propositions collectives des participants.

Il s’agit d’un document de travail plutôt qu’un résultat achevé. Avec celui-ci, on cherche à stimuler l’édition, continuation du débat sur des thèmes variés et complexes, reliés aux problèmes des villes d’Amérique Latine et des Caraïbes.

Ce travail est un des produits résultant de la riche et chaude journée engendrée dans le cadre de la rencontre, comme un échantillon du potentiel d’une région pour confronter les défis que la lutte présente pour obtenir un habitat de qualité pour les hommes et les femmes de nos villes.

Il serait très long et difficile de remercier toutes les personnes et les institutions qui ont fait possible la réalisation de cet événement régional. Ceux qui ont participé ou ceux qui ont connu de près le processus savent les difficultés et l’énergie qui a été mise pour faire de cette rencontre une effective “**minga** pour la vie”.

Diego Carrión
Novembre 1995

section I

introduction

“à la rencontre d’une ville pour la vie”: une expérience de travail régional vers l’Habitat II

Diego Carrión

L'événement "A LA RENCONTRE D'UNE VILLE POUR LA VIE. Forum de l'Amérique Latine et les Caraïbes vers l'Habitat II" s'est réalisé à Quito, Equateur, du 13 au 18 novembre 1995, comme une contribution régionale substantive au processus de la Conférence Habitat II, qui aura lieu à Istanbul en 1996.

Cette initiative est née de la nécessité de récupérer, systématiser, réfléchir, répandre et échanger un amoncellement d'expériences développées en Amérique Latine et aux Caraïbes durant les deux dernières décades sur les formes de comment affronter les problèmes de l'habitat urbain.

1 ANTECEDENTS

- La première Conférence Mondiale d'Habitat a eu lieu à Vancouver (Canada) en 1976. La ville d'Istanbul (Turquie) sera le siège de la Conférence Habitat II en 1996. Maintenant, vers la fin du millénaire, dans une région qui s'urbanise rapidement, chaque fois, il est plus nécessaire de réfléchir et chercher des alternatives pour affronter les défis d'améliorer la qualité de vie dans les villes. Pendant ces presque vingt ans, en Amérique Latine et aux Caraïbes, on a réalisé divers espaces, d'innombrables expériences dédiées à s'occuper de l'habitat et de l'environnement urbain.
- Après cela, on a convoqué le forum de l'Amérique Latine et les Caraïbes "A la rencontre d'une Ville pour la Vie" pour présenter à la communauté internationale un échantillon de ce qu'on a fait et ce qu'on fait dans la région en matière d'amélioration de la qualité de vie pour les habitants des villes. Cet effort est une contribution substantielle au processus et à la propre réalisation de la Conférence Habitat II.

- Le processus de l'événement "**A la Rencontre d'une Ville pour la Vie**" a engagé nombreux groupes et personnes préoccupés des problèmes de l'habitat urbain et, à cette occasion, ils ont montré leurs travaux, échangé des expériences, débattu sur des thèmes d'intérêt et créé une conscience citadine sur l'importance de se préoccuper du thème de l'habitat urbain.
- On a habilité un espace de rencontre où un nombre significatif de groupes et d'institutions ont participé et intervenu positivement par rapport à l'habitat, à l'esprit d'augmenter et multiplier les initiatives, en s'embarquant dans un processus en mouvement. A ce respect, l'initiative a cherché d'être une action qui convoque, facilite et stimule la rencontre de diverses institutions et des groupes publics et privés.

2 CARACTERE DE L'EVENEMENT

- **Une expérience régionale.** La rencontre de Quito -et tout le processus- a eu un caractère régional et elle s'est réalisée en considérant la participation de nombreuses expériences. On a fait une ample convocation pour la participation de diverses initiatives reliées à l'habitat urbain qui existent en Amérique Latine et aux Caraïbes dans le but de les incorporer aux activités prévues à la rencontre.
- **Une expérience de travail en réseau.** Par sa propre nature, la rencontre était un expérience de réseau. Il s'agit de mettre en pratique les nombreuses articulations et les contacts des institutions et les groupes associés aux diverses réseaux régionaux. On a accru ces contacts et relations, et on espère bien avoir coopéré à fortifier les réseaux et les mécanismes permanents d'échange et de consultation d'information spécialisée.
- **Valeur démonstrative.** L'évènement -dans sa conception et développement- a eu un caractère démonstratif. On a récupéré des idées, des leçons et des expériences qui peuvent être connues et assimilées par les divers groupes de la région et hors d'elle. On est parti du fait certain qu'en Amérique Latine et aux Caraïbes, il y a de nombreuses expériences qui ont eu peu de diffusion, mais elles méritent d'être connues pour démontrer la créativité, le génie, la capacité technique, les impacts et les effets positifs et la sensibilité sociale avec lesquels elles étaient développées.
- **Valeur comme une expérience d'apprentissage.** La rencontre a été conçue comme un processus d'apprentissage collectif. Partager des expériences, débattre sur leur validité et leurs contenus, connaître les propres acteurs des processus, c'était une occasion incomparable pour le développement de capacités, pour la formation des cadres engagés dans ce type de projets.
- **Impact au niveau régional du dialogue.** Puisqu'il s'agit d'un processus avec de nombreuses activités, la rencontre était une contribution significative à la consolidation de formes plus soutenues de dialogue et d'échange entre des institutions et des personnes engagées dans les problèmes de l'habitat urbain.
- **Une initiative massive.** Par le caractère ample et massif des activités, on a touché un grand nombre de personnes et des institutions reliées aux problèmes de l'habitat urbain. Les schémas de convocation, rencontre et diffusion ont

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

garanti que la récupération et diffusion de l'amoncellement d'expériences qui existe dans la région, arrivent aux divers groupes et personnes aussi bien dans l'Amérique Latine et les Caraïbes que dans le reste du monde.

- **Emphase spéciale.** On a accordé attention spéciale aux problèmes de l'ambiance urbaine, aux initiatives participatives des citoyens, aux propositions innovatrices, à l'intégration de critères de soutenabilité, à l'utilisation de technologies et de méthodologies pertinentes au milieu, à la confirmation d'identités locales, en considérant un point de vue de genre et en identifiant les articulations avec les nécessités et les aspirations de groupes sociaux concrets.

3 OBJECTIFS

Durant la rencontre, on a formulé comme objectifs:

- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les villes de la région en créant un espace qui permette des échanges, qui répand des connaissances applicables et qui stimule la réalisation d'actions de gestion par rapport à l'habitat urbain.
- Systématiser un ensemble d'expériences et d'initiatives locales par rapport aux politiques, méthodologies, actions, travaux et modalités d'attention aux problèmes de l'habitat urbain qui existent en Amérique Latine et aux Caraïbes.
- Répandre le travail et la connaissance accumulés par des municipalités, des organismes gouvernementaux, des organismes internationaux, des organismes non-gouvernementaux (ONG's), des organisations de base, des initiatives privées en matière de gestion, et des actions en matière d'habitat urbain en Amérique Latine et aux Caraïbes.
- Promouvoir les échanges locaux-locaux et locaux-régionaux d'expériences et d'initiatives de gestion et action par rapport à l'habitat urbain en Amérique Latine et aux Caraïbes.
- Contribuer, depuis l'Amérique Latine et les Caraïbes, avec ses expériences à la Conférence Habitat II.
- Fortifier les institutions et les groupes qui travaillent sur l'habitat et le développement local. Une manière d'acquérir cet objectif est de permettre et de faciliter un débat et une ample confrontation, à partir de la diffusion d'initiatives qui existent dans la région.
- Permettre l'accès à l'information relative à la technologie, aux méthodologies, aux affaires légales, etc; tout cela permettra aux institutions de les intégrer critiqueusement à leurs propres actions, et de cette façon améliorer leur travail.
- Nourrir et/ou fortifier le flux d'information et d'échange. Un système qui permettra d'acquérir cela, sera le courrier électronique.
- Améliorer les options d'intervention sur les actions reliées à l'habitat urbain, en offrant accès aux solutions appliquées aux contextes similaires.

4 LA RENCONTRE

"A la Rencontre d'une ville pour la vie" a eu comme idée centrale, l'exposition d'expériences et la réalisation d'ateliers thématiques; de plus, on a réalisé diverses activités parallèles.

- L'**Exposition d'expériences** -dont le format a été donné par des indications de présentation pré-déterminée- a eu la présentation, approximativement, de 300 affiches avec des travaux reliés à l'habitat urbain, réalisés dans la région pendant les deux dernières décades par le gouvernement national, les municipalités, les organismes non-gouvernementaux, les organisations communales, les groupes religieux, les entreprises privées, les organismes des Nations Unies, les organismes de coopération bilatérale, et les organismes de coopération non gouvernementale ¹
- Les **ateliers techniques et académiques** sur divers thèmes reliés aux problèmes de l'habitat urbain ont été organisés par des institutions, des réseaux et/ou des personnes intéressées dans le débat sur des thèmes spécifiques ²

En plus, et comme partie de l'ensemble des activités de l'évènement, ont eu lieu les **rencontres** entre les acteurs importants du développement des villes: des autorités gouvernementales; maires et des autorités du gouvernement local; des journalistes; des jeunes; des femmes; des chefs de communautés; des étudiants universitaires; des professionnels. On a fait **des expositions** de vidéos documentaires, films, photographies, art urbain, caricatures, technologie, matériels, et publications. Aussi on a eu **des activités d'animation** comme théâtre, cinéma, musique et danse.

Activités postérieures à la Rencontre

D'entre les divers compromis, on a décidé de promouvoir la réalisation d'activités semblables dans différentes villes de la région sous la coordination des bureaux locaux. L'intention de ces activités c'est de répandre les bénéfices des contributions, des résultats et des panneaux préparés à la rencontre à Quito, et de cette façon, étendre ses champs d'action et d'impact. A cet égard, l'exposition devant parcourir diverses villes d'Amérique Latine et finalement être présentée à Istamboul.

Comme partie de ces compromis, **CIUDAD** préparera un catalogue d'affiches présentées à l'exposition, et de plus, la réalisation d'un document de mémoires qui accueillera les résolutions et les conclusions principales des ateliers.

1 Voir le détail de travaux présentés à la Section Annexe.

2 Voir le Programme de la Rencontre à la Section Annexe.

5 PARTICIPANTS

Environ 700 personnes³ ont participé aux ateliers et aux activités de l'événement.

6 ASPECTS ORGANISATIFS DE LA RENCONTRE

La Rencontre a été organisée par la Convocation de la Coalition Internationale de l'Habitat, le Programme de Gestion Urbaine (PGU - LAC), Habitat II Global NGO Secrétariat et les Centres Associés au Programme Forhum, au niveau international; aussi bien, avec la participation de la Municipalité Métropolitaine de Quito, le Ministère de Développement Urbain et de l'habitat, la Maison de la Culture Equatorienne, l'École d'Architectes d'Equateur - Noyau Pichincha-, la Faculté d'Architecture et de Dessin de l'Université Catholique et la Faculté d'Architecture et Urbanisme de l'Université Centrale d'Equateur, au niveau national.⁴

Le Centre de Recherche **CIUDAD** à Quito, Equateur, était responsable de la Coordination Générale de la Rencontre.

Parce qu'il s'agit d'un événement d'une grande envergure, on a décidé les formes de cooparticipation et de patronariat d'un groupe significatif d'institutions, d'organisations et de réseaux internationaux, régionaux et locaux. (Voir les Annexes)

8 LE FINANCEMENT

La rencontre s'est réalisée dans un esprit d'austérité et de décentralisation. Tout cela a été possible, entre autres choses, grâce à la cooparticipation de toutes les personnes dans une "minga" collective de nombreuses institutions et personnes qui ont contribué à financer les diverses dépenses d'un événement de cette importance avec leurs ressources et leurs capacités.

3 Voir list de participants à la section Annexe.

4 La Coalition Internationale de l'Habitat (IHC) est une organisation de caractère mondial qui rejoint ONG's reliées aux problèmes de l'Habitat. Le Programme FORHUM associe CEHAP (Colombie), CERES (Bolivie); CIDAP (Pérou) et CIUDAD (Equateur). Le Secrétariat Global de ONG's pour Habitat II est une entité dessinée par UNCHS - Habitat pour coordiner les événements et la participation des ONG's dans la Conférence Habitat II.

Introduction par Enrique Ortiz Flores ^{5,6}

"A la Rencontre d'une Ville pour la Vie", nom suggestif de l'évènement qui aujourd'hui nous convoque et qui donne un sens et un propos profond au processus qu'on a commencé à San Salvador, janvier 1994, pour unir les voix et les efforts des organisations sociales et non-gouvernementales dans ce processus, duquel on cherche la transcendance, et qui prépare la Seconde Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, Habitat II.

Pour introduire l'évènement, j'ai voulu reprendre les réflexions qui ont motivé deux faits dont j'ai été, témoin.

Le dernier jour de septembre de cette année, j'ai eu l'opportunité d'assister à un acte politique de grand contenu symbolique, qui finissait une phase importante de la lutte d'un village mexicaine pour interdire la construction d'un court de golf sur son territoire.

Promue par des investisseurs étrangers et leurs associés mexicains, avec l'appui économique et l'autorisation du gouvernement de l'état de Morelos et la bénédiction de l'évêque, la gestion pour installer un court de golf à la périphérie du village de Tepoztlán n'attendait que l'autorisation du président de la municipalité pour réaliser l'échange de l'utilisation du sol. L'autorisation était signée par lui sans convoquer le conseil municipal et sans consulter le peuple.

L'opposition locale au projet a accru immédiatement. Des vieillards et des jeunes, des femmes et des hommes de l'endroit et des voisins, qui partagent la beauté du lieu et la chaleur des gens, se sont unis pour lutter contre l'imminent développement du projet.

Ils ont pris la présidence municipale et ils ont créé des stations de surveillance pour contrôler les accès au village et interdire l'entrée de machines et de ceux qui puissent avoir l'intention de réprimer leur protestation.

Ils ont obtenu la démission du Président Municipal de sa charge, et en utilisant des ressources légales, ils ont obtenu que le Ministère Fédéral de Protection de l'Environnement arrête temporairement les œuvres parce qu'il manquait des études sur l'impact sur l'environnement.

5 Secrétaire Exécutif de la Coalition Internationale de l'Habitat (IHC).

6 Une version antérieure de ce texte a été lue en anglais le 12 octobre de 1995 à l'évènement "Vers la Ville de la Solidarité et la Citoyenneté", réalisé par l'UNESCO. Et été publié par l'UNESCO et par l'IIED-AL.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

La majeure partie des bureaux de communication a manipulé le fait comme une attitude de quelques tapageurs professionnels d'un parti d'opposition, puisqu'ils ont demandé la révision immédiate de la décision du procureur écologique pour pouvoir concrétiser immédiatement un investissement de 400 millions de dollars "qui engendrait une activité économique et qui donnerait du travail à un village d'affamés."

La réalité était différente, puisqu'on a démontré qu'à l'unanimité, les habitants du village étaient contre la réalisation du projet. Cela a provoqué diverses manifestations de solidarité autour de la lutte populaire, mais rien n'a convaincu le gouvernement de la nécessité de suspendre définitivement la construction du court de golf.

Le peuple sans autorité municipale a décidé de prendre entre ses mains, l'intégration d'un conseil municipal temporaire et il a organisé, des élections sans recourir aux bureaux électoraux, ni ceux des partis. Déjà, en route vers l'autodétermination et devant l'incompréhension du gouvernement, le peuple a décidé constituer la mairie libre et populaire, en évoquant les principes fondamentaux de la Constitution.

Le gouvernement s'est dépêché de déclarer l'illégalité de la mairie qui était constituée par le peuple, mais ce peuple a décidé fermement de donner possession de la charge aux nouvelles autorités dans un acte massif qui a eu lieu sur la place principale du village.

Cet événement, dont j'ai eu la chance d'assister, l'autorité morale du peuple, en accord avec une vieille tradition indigène, a octroyé le bâton de commandement à la tête de la nouvelle mairie. Tout était fait par un personnage mythique couvert par une grande aigrette de plumes rouges qui représentait l'homme air, lequel est descendu de l'imposante colline de Tepozteco qui domine le vallon où le village se trouve.

L'homme air, avant de remettre le bâton, a parlé de l'importance de gouverner en obéissant au peuple, de l'écouter, de ne pas prendre des décisions qui affectent sa vie, de respecter le paysage, la nature et les traditions culturelles qui donnent la vie à la société locale; de s'occuper de tout cela pour garantir que le peuple soit toujours le soutien matériel et spirituel des générations futures.

Au moment de remettre le bâton, l'homme air a prononcé ces mots: "prends ce bâton de commandement qui n'est pas le symbole de grandeur, puissance ou orgueil; moi, je te dis, c'est un symbole de paix, justice et humilité ...rends des hommages à mon nom et Tepoztlan n'aura point d'ouragans, mais un vent doux qui fera sentir ma présence comme s'il était un baume..."

Le nouveau président municipal, aussi, en robes symboliques, casaque en cuir, et un grand chapeau, à la façon de Zapata, a reçu le bâton et il a promis de prendre les décisions avec le peuple en réunion ouverte, et de continuer la lutte pour la suspension définitive du projet. Un peuple toujours présent, entre des odeurs de copal et des sons de tambour et teponaztle, en vivant le présent fermement, poussait unanimement le cri "Pas de Court de Golf!" pour assurer la décision d'éloigner le cauchemar des 400 millions de dollars pour jamais.

Quelques jours auparavant, Kobe, ville japonaise affectée par un tremblement de terre de grande intensité, vivait une autre expérience.

Le tremblement de terre, qui a affecté la région Grand Hanshin le 17 janvier 1995, au Japon, a détruit plus de 100.000 maisons et a fait du mal à quelques autres. Les survivants se sont installés dans des campements et dans des refuges habilités dans les bâtiments publics. Rapidement, le gouvernement a commencé la démolition et nettoyage des décombres, la réhabilitation de l'infrastructure urbaine et portuaire, la réactivation du potentiel productif et la construction de demeures provisoires. En ce qui concerne les maisons, on a travaillé rapidement, aussi rapidement des 300.000 personnes qui ont perdu leurs maisons le 17 janvier, vers la fin de septembre il ne restait que 3000 personnes aux campements et centres d'attente.

Mais, malgré l'efficacité gouvernementale, les nouvelles de Kobe parlaient de situations de violation des droits de l'homme des sinistrés en ce qui concerne les conditions d'habitation. La Coalition Internationale Habitat, en coopération avec diverses organisations japonaises, a envoyé une mission pour vérifier les faits.

On a visité des campements, des centres d'attente, des unités de maisons provisoires et on a parlé aux sinistrés, aux volontaires, aux professionnels, et aux fonctionnaires publics. Tous les sinistrés, auxquels on a parlé, ont porté plainte de ne pas avoir été écoutés quand ils avaient demandé une habitation provisoire qui était placée dans le quartier où ils vivaient naguère. Les sinistrés n'avaient pas perdu seulement leurs familles et vu la destruction de leurs maisons, mais ils avaient perdu leur communauté, leurs relations sociales, et pour la majeure partie, les liens avec leurs activités économiques.

Les vieillards et les invalides étaient les seuls qui ont eu la chance de rester dans les unités provisoires placées centralement, mais ils étaient obligés de rester dans des bâtiments à deux étages pré-fabriqués. Aussi, ils avaient été déracinés de leurs lieux, de leurs relations et, ce qui est plus grave, de la solidarité. Tous ceux avec lesquels on avait parlé, se sentaient seuls.

Beaucoup d'entre eux étaient morts de tristesse et de solitude. Le reste de sinistrés ont été pressionés de diverses façons pour accepter l'habitation provisoire que le gouvernement offrait dans des lieux très éloignés. La plupart des sinistrés voudraient retourner dans leur quartier mais, bien que le gouvernement ait l'idée de bâtir 77.000 demeures permanentes, entre 1995 et 1997, ils n'ont aucune garantie de pouvoir accéder à elles et, du moins, retourner au cœur de la communauté où ils vivaient.

Plusieurs personnes, qui étaient propriétaires de leur demeure, ont trouvé le problème de ne pas pouvoir obtenir l'autorisation pour la reconstruction, seulement par le fait que leurs propriétés se trouvaient, dans les zones considérées: plan de restructuration urbaine. Kobe profite de l'opportunité du tremblement de terre pour accomplir un vieux plan qui implique la construction d'avenues, le développement de mega-projets urbains promûs par de grands investisseurs, la construction de nouveaux espaces verts et la construction d'habitations collectives.

En général, les gens acceptent avec résignation, mais aussi avec colère et désespoir, ce que le gouvernement leur offre. Pourtant, on a pu connaître quelques groupes qu'avec détermination, cherchent à défendre leur place dans la ville, leur dignité et leurs droits. Un de ces groupes s'était installé dans le parc de leur quartier, et grâce à la solidarité externe, il comptait des habitations et des installations provisoires dignes et bien organisées. C'était le seul lieu, où j'ai pu écouter un rire et voir des fleurs et des plantes aux portes des maisons provisoires.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

C'est ce groupe qui est pressionné pour accepter d'aller dans des habitations provisoires lointaines avec l'argument que c'est illégal l'occupation du parc. Tous ceux qui s'opposent à déménager, pour des motifs différents, sont accusés d'être égoïstes et on dit qu'ils ont renoncé à leurs droits. Quelques uns ont été amenés aux "centres d'attente" où ils partagent des dortoirs collectifs divisés par des paravents en carton d'à peine un mètre de hauteur.

Les autorités ont dit connaître et comprendre les souffrances et les plaintes des sinistrés, mais elles ont remarqué qu'elles ne pouvaient pas les écouter tous et que sa responsabilité était de travailler pour leur profit, en appliquant rigoureusement le plan de reconstruction.

Le plan de Restauration de la Ville de Kobe propose les objectifs suivants: sécurité, créer une communauté où les gens puissent vivre, travailler, se récréer et se rejoindre avec un sens de sécurité; vitalité, créer une communauté pleine de créativité et vitalité; attraction, créer une communauté avec attractions propres; travail coopératif, pour créer une communauté.

Personne ne peut s'opposer à ces objectifs, et à la persistente insistance, tout au long du plan, de restauration de la communauté, de stimuler sa créativité et de le faire avec la garantie d'une sécurité pour tous. Le problème commence parce que tout est parti de la conception volontariste de planificateurs et de ceux qui prennent des décisions. Ceux-ci paraissent être influencés par leur conception de ville, par la nécessité d'articuler Kobe pour la concurrence internationale entre les villes, et pour ouvrir des opportunités d'investissement qui garantissent son insertion dans la globalisation économique.

La voix profonde du Japon communautaire, du citoyen commun, ses rêves et sa riche perception urbaine ont été ignorés.

Qu'est ce qui est en jeu dans ces deux expériences? Ça paraît être, en ce moment historique, la confrontation entre deux projets de ville, la ville de la compétitivité globalisé et la ville des lieux et des gens; la ville de l'argent et la ville pour la vie.

Dans ce que l'on appelle "Nouveau Ordre Économique International", les grandes villes ont le rôle de points nodaux de l'économie globale. C'est ici que l'on trouve la concentration du pouvoir, le contrôle sur les nouvelles technologies et la capacité de répandre de nouveaux symboles.

Grâce à l'avancement des communications et à l'informatique, on peut se connecter rapidement avec d'autres centres mondiaux, desquels on peut contrôler ou informer, ou desquels on peut recevoir des informations et décisions. Cela nous a permis établir une connexion immédiate avec d'autres villes d'importance régionale qui, subordonément, ont des fonctions similaires.

Le pouvoir s'exerce à travers ces flux informatiques, tout cela représente un changement profond du rôle que les villes avaient naguère. L'espace des flux, Manuel Castells nous le dit, régit déjà l'espace des lieux. Le sens d'enracinement, la liaison historique, la culture et la vie en communauté prévalent encore dans l'espace des lieux.

Dans la ville globalisée, l'information a substitué la communication humaine. Les hommes et les femmes gagnés par ce modèle paraissent se mêler avec le langage chiffré et la façon d'opérer des ordinateurs et ils paraissent laisser en arrière la gratuité de la communication humaine qui s'établit entre les gens pour le simple plaisir d'être ensemble.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

Mais on est encore très loin, heureusement, d'appartenir à ce monde abstrait et lointain des flux et des systèmes.

Un autre monde subsiste, un monde qui joint les lieux et les gens avec la ville, le quartier et la communauté.

Le cas de Tepoztlan est l'exemple de cet autre monde, réel, concret et vital, des gens qui réaffirment leur localisation comme centre radical d'où elles s'unissent au monde. Gustavo Esteva écrivait: "une perception 'globale' qui ne peut pas s'exprimer en termes locaux manque de réalité, c'est une simple spéculation, idéologie".

La lutte des sinistrés de Kobe pour retourner dans leurs quartiers avec leurs gens montre aussi la forte présence que l'identité et l'appartenance à un lieu déterminé ont dans une ville globalisée.

Le sentiment de communauté subsiste fortement; il joint les groupes sociaux et le milieu ambiant à travers la riche et diverse expression des cultures. Donc la lutte des tepoztecas est née pour défendre leur territoire. Cette défense implique, réaliser leur droit à décider sur les ressources existantes, à partir de leur culture et de leur histoire.

Dans le domaine urbain, principalement dans les pays non-industrialisés, on a développé diverses expériences qui rattachent le contrôle territorial à la gestion sociale. Nouveaux quartiers où l'ensemble d'activités qui définit le processus d'établissement dans la ville sont coordonnés et développés sous le contrôle direct des organisations populaires de base: la sélection du lieu; la mobilisation de ressources pour la construction des habitations; l'introduction et gestion des services et des équipes; le développement, la consolidation et l'amélioration ambiante des quartiers. Ces groupes n'opèrent pas seulement à la gestion physique urbaine mais, souvent, ils réalisent des activités productives et organisent les provisions, la santé, les problèmes comme, l'éducation, la récréation, le sport. Aux étapes plus évoluées, ils promeuvent la créativité artistique et se défendent politiquement et répandent leur expérience.

Il s'agit donc de l'avancement de nouvelles pratiques communitaires urbaines, la semence d'une ville plus libre, démocratique, pluraliste, créative et diverse en réponse à celle qui a été conçue par l'esprit systématisateur des technocrates et les forces du libre marché.

On ne peut pas nier qu'on vit dans un monde de plus en plus communiqué et interdépendent; et cela ouvre un énorme potentiel à la personne humaine pour la construction d'une ville plus riche en opportunités de toute sorte. Mais, il est impossible d'accepter que ce monde de tous, puisse être bâti avec l'autoritarisme, l'imposition, la concentration du pouvoir dans les mains de quelques uns, l'humiliation des cultures et du temps de vie communale. Cela serait un projet d'hommes gris, pour évoquer ici Momo, le beau livre de Michael Ende.

L'universel a sa racine et nourriture dans des lieux et des hommes concrets, à leur floraison plurielle et diverse et au respect profond des différences. Dans un monde de tous, tous doivent avoir la chance de s'exprimer, d'être écoutés et de participer activement et responsablement aux décisions qui les affectent. La diversité culturelle, même la bio-diversité, constituent la richesse de notre planète. Aucun projet fondé sur l'homogénéisation et le réductionnisme ouvrira un chemin pour tous. L'égalitarisme et l'universalisme qu'on cite pour promouvoir le projet globalisateur des puissants finissent toujours par aplatir et coloniser les plus faibles et tous qui ceux ont le courage d'exprimer une proposition différente.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

Humaniser la ville, c'est plus que construire de grandes rues avec des arbres, ponts, parcs et lieux publics; il est plus important de disposer d'habitations pour tous et d'équiper la ville avec bonnes installations, bâtiments publiques et transport rapide.

Humaniser la ville, c'est surtout ouvrir des espaces pour exercer la liberté, la créativité, et la joie des habitants. C'est garantir qu'ils soient les propriétaires de la ville, qu'ils l'imaginent, la vivent, la transforment. C'est permettre au citoyen être le centre des choses et des décisions. C'est faire une ville qui travaille pour le service des êtres humains et de la vie; c'est-à-dire, retirer l'économie comme centre de notre éthique et de nos conceptions urbaines actuelles.

Humaniser la ville, c'est démocratiser, au sens le plus ample du terme. C'est faciliter l'accès de tous aux services que la société produit. C'est créer des conditions qui donnent des privilèges à ceux qui n'ont rien, aux enfants, aux femmes et aux groupes les plus vulnérables de la société comme les vieux et les invalides. Aussi, c'est fortifier la démocratie représentative et grandir les espaces et les possibilités d'exercer une démocratie directe.

Comme une synthèse, humaniser la ville, c'est bâtir une citoyenneté avec droits effectifs pour ses habitants et le possible accomplissement de ses responsabilités.

Le traité que les organisations sociales et non-gouvernementales ont souscrit pendant le Forum Global Rio 92, intitulé "Pour villes et villages justes, démocratiques et soutenables", on exprime, comme un principe fondamental, le droit à la citoyenneté: c'est-à-dire, "la participation des habitants des villes et villages à la conduite de leurs destins. Cela contient le droit à la terre, aux moyens de subsistance, à l'habitat, la santé, l'éducation, le transport public, l'alimentation, le travail, le repos, l'information. Aussi, cela contient la liberté d'organisation, le respect des minorités et à la pluralité ethnique, sexuelle et culturelle; le respect les immigrants et la reconnaissance de leur citoyenneté; la préservation de l'héritage historique et culturelle, et la jouissance d'un espace culturellement riche et divers, sans distinction de genre, nation, langue et croyance."

Ce petit texte exprime synthétiquement l'ample champ d'inter-relations qu'il faut bâtir entre les libertés fondamentales et les droits de l'homme, dans sa conception la plus vaste, pour humaniser nos villes.

Pour cette raison, quand quelques pays, au processus préparatoire d'Habitat II, se sont opposés à traiter le droit à l'habitat comme principe fondamental de la conférence, il est nécessaire d'en appeler au sens commun le plus profond et original où la conférence se base. C'est le droit original que toutes les personnes ont, comme le reste des espèces de notre planète, de posséder une habitation. C'est un droit inaliénable qui s'unit étroitement avec le droit à la vie, aussi aux aspects spirituels comme matériels.

C'est à partir de ce droit, qui va au delà de toute législation ou programme gouvernemental, qu'il est possible d'articuler les autres droits et libertés que nous propose le texte du Traité souscrit dans le Forum Global de Rio de Janeiro pour l'exercice plein de notre citoyenneté et l'humanisation de notre ville. Le droit universel et inaliénable a un lieu où vivre en paix et avec dignité; la liberté de choisir ce lieu et comment l'habiter; le droit civil à s'organiser pour le rendre effectif; le droit politique à participer dans l'orientation des stratégies, politiques et instruments que l'État établit pour le logement et le développement

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

urbain: ces droits nous approchent par une autre voie au propre droit au logement qu'on prétend nier. On ne doit pas oublier que, malgré les visions intéressées et les fondamentalismes idéologiques de tout coin, il existe une profonde interdépendance et indivisibilité dans l'ensemble des droits humains et qu'en eux se base notre citoyenneté et notre possibilité de racheter et de construire une ville pour la vie.

Je veux conclure ces réflexions comme j'ai commencé, en appelant au sentiment commun que des cultures assez lointaines, comme la japonaise et la mexicaine, expriment sur le signifié que, le lieu qu'un individu a choisi pour vivre comme racine et union avec le monde.

Au moment d'écouter la tristesse d'une ancienne japonaise d'être déracinée de sa communauté, je me suis rappelé d'une phrase dite il y a 10 ans par une ancienne mexicaine sinistrée dans les séismes qui ont affecté la ville de México. J'emportais le document et je l'ai lu, en diverses opportunités devant les bureaucrates, les journalistes et les gens. Le témoignage s'est popularisé immédiatement et aujourd'hui circule traduit en japonais comme le poème de Madame María.

"Non, d'aucune manière, je n'accepterais qu'ils m'envaient sur une autre route. Je ne m'en irais ni qu'ils me promettent les perles de la vierge, savez-vous pourquoi? Parce qu'ici j'ai vécu dès que j'étais petite, tous me connaissent, ils savent plus au moins ma situation, j'habite seule parce que mes enfants sont ruinés et je suis malade. Le moment où le ciel se joint avec la terre, les gens m'aident beaucoup. Ils m'apportent de la nourriture, ils me disent comment prendre le médicament et s'occupent de moi parce qu'ils savent qui je suis: Madame María. Dans un autre endroit, je ne suis rien ou il se peut que même moins".

section II

declarations

déclaration

a la rencontre d'une ville pour la vie

- 1) Des hommes, des femmes, des enfants et des personnes du troisième âge des diverses races, croyances religieuses et convictions politiques d'Amérique Latine et des Caraïbes, et dans le reste des Continents, développent de multiples actions pour faire des établissements humains, les villes, nos villes, centres de vie.

La plupart des logements nouveaux pour des secteurs de bas revenus produits en Amérique Latine et les Caraïbes ont été faits par la population. Ce sont développés des systèmes populaires de production et d'entretien de la vie, de l'activité économique, de la solidarité et de la culture.

- 2) Comme toute activité humaine, construire des villes et des établissements humains pour la vie, c'est un devoir qui a des éléments de souffrance et d'échecs, mais aussi de joie et de succès comme le mettent en évidence plusieurs expériences dans le monde, dont un petit modèle s'est réuni ces jours-ci à Quito.

Aujourd'hui nous nous appuyons sur ces joies et succès pour rénover notre confiance en un futur d'équité et justice, de respect des différences auquel tous nous aspirons.

- 3) Nous voulons juger le présent à partir de ce futur, pour faire ressortir, aujourd'hui et ici, les opportunités que nous avons, ainsi qu'alerter sur les menaces que nous confrontons.

- 4) Pour les grandes majorités, le logement et l'habitat appropriés sont un droit violé de multiples façons, par exemple:

- dans la difficulté de: accès au sol, compter sur équipements publics et sociaux, de l'eau sûre et adéquate, systèmes d'élimination de déchets, de voirie et de transport; disposer d'édifices qui offrent des conditions d'habitabilité, dans un environnement soutenable.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Dans la détérioration des conditions d'accès au crédit ou dans l'utilisation de fonds publiques destinés aux logements et non appliqués à tels fins.
- Dans la résistance de quelques pays à régler de manière positive -et même à retirer de la normalité- la reconnaissance explicite de ce droit à l'encontre des accords internationaux souscrits tout au long de ces années, par exemple, les accords de Vancouver.

Ces conditions s'expriment à travers d'une basse qualité de vie, d'un précaire état de santé dans la population, de la vulnérabilité des établissements face aux phénomènes naturels et d'autres, d'obstructions multiples pour l'attention de leurs besoins, en stimulant l'individualisme et la fragmentation sociale.

Contre ces violations et restrictions réelles, causes de mort précoce, se lèvent des millions de personnes en situation de pauvreté, pour réaliser des actions qui revendiquent dans la vie quotidienne la reconnaissance de son droit à la ville, au logement et à l'habitat.

- 5) Les villes et villages ruraux ont augmenté rapidement dans notre continent; habiter dans ceux-ci a été et c'est une conquête quotidienne pour leurs habitants.

Des millions d'hommes et en spécial de femmes de notre continent affrontent cette conquête avec succès, en combinant en cela leur effort personnel, leur solidarité d'action associative, leur organisation et pression sur les pouvoirs publics et privés qui leur opposaient résistance. En plusieurs opportunités, ils ont compté sur l'appui de groupes techniques pour faire de nos villes des lieux habitables.

Ces actions sociales se sont concrétisées dans quelques cas en droits conquis et institutions; elles se sont transformées aussi en tradition, en forme culturelle, socialement acceptées et valides.

L'auto-production de l'habitat constitue ainsi, dans chaque pays, un solide système populaire, mais non un système national car il ne compte pas sur l'appui des règles et de procédures appropriées, systèmes de financement et d'assistance technique.

- 6) La participation reconnue aujourd'hui comme un facteur de succès, c'est un des noms qui se donne à cette pratique de gestion et production sociale de l'habitat et du logement; pratique sociale qui a produit des logements, services, culture, enfin, ville, plus que aucune autre action ou politique publique ou privée.

Acceptant et valorisant ce que la gestion sociale de l'habitat a fait et continu à faire, nous voyons avec préoccupation l'usage distorsionné qu'on prétend donner à la participation, pour faire retomber dans l'action sociale en faveur de la population plus pauvre toute la responsabilité et les coûts dans la solution des problèmes de l'habitat, exonérant de cette façon à l'État et à d'autres agents, de sa nécessaire contribution à l'attention des besoins des plus pauvres.

La participation qu'on requiert, c'est celle qui donne aux affectés par les problèmes de logement et d'habitat une ingérence concrète dans toutes les phases et niveaux des processus de prise de décisions.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

Dans ces conditions, la participation sociale est une force intégratrice et créative qui permet la construction de villes et de sociétés démocratiques et justes. Les politiques publiques et les cadres institutionnels doivent contribuer à engendrer ces conditions, comme partie de réels et effectifs processus de décentralisation qui donnent des nouvelles caractéristiques, des rôles et des ressources aux gouvernements locaux.

Malgré les restrictions objectives à la participation, se développent des expériences importantes au niveau social et municipal, comme résultat desquelles surgissent des nouvelles formes de société locale qui demandent et constituent, à la fois, formes de gestion basées sur le dialogue et la concertation.

- 7) Dans le nouveau contexte international, l'attention aux besoins de ville, logement et habitat, s'étend aux sociétés nationales, involucrant à l'ensemble de sociétés et états de la planète.

C'est responsabilité des gouvernements et des organisations multilatérales et bilatérales de coopération, de contribuer de manière active aux plans techniques, économiques, politiques, institutionnels, et culturels à l'organisation d'un grand effort mondial pour le déracinement de ces formes de pauvreté.

Dans cette même direction, nous pensons que c'est très important que la société civile et les états développent des systèmes de surveillance et poursuite qui permettent de garantir l'accomplissement, de la part de chacun des pays, des politiques, plans et programmes dirigés à confronter ces problèmes.

Dans ce sens, nous demandons à nos gouvernements, des positions conséquentes et des compromis concrets qui confrontent effectivement la satisfaction du droit à la parole, de telle façon que le système populaire soit adopté par les gouvernements comme base pour la création des systèmes nationaux pour produire l'habitat, ce qui implique de donner aux efforts populaires la force de la loi et les instruments d'application, l'apportation technique et professionnelle, l'assignation des fonds publics et l'appui des agents du marché.

- 8) Au moment de rendre publique cette déclaration, nous voulons renouveler notre compromis pour faire de nos établissements humains et de nos villes des espaces pour la vie pleine, travaillant à partir des gens, avec les gens et pour les gens.

En concordance avec ce compromis général, nous nous comprometons à poursuivre dans les mois prochains des actives campagnes à l'intérieur de nos pays, régions, villes, quartiers pour affirmer le droit de tous au logement et à l'habitat digne. Pour appuyer ces actions et contribuer à rendre visible les actions en faveur du droit au logement et à l'habitat, nous proposons de travailler, en utilisant divers moyens de communication et d'échange de communication -entre elles les réseaux électroniques et des moyens importants.

Nous faisons un appel aux peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes pour conquérir le "**droit à vivre dans une ville pour la vie**", que nous proposons comme consigne commune d'action.

résolution sur l'inclusion du principe "droit au logement" dans le chapitre des principes de l'agenda de l'habitat II

Les soussignés, participants de l'événement "A la rencontre d'une ville pour la vie, Amérique Latine et les Caraïbes vers l'habitat II".

Nous insistons sur la reconnaissance du "Droit au Logement" contenu dans l'agenda Habitat. La reconnaissance de ce droit a comme fondement et antécédent une série importante de déclarations et conventions internationales, d'entre lesquelles se détachent:

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme 1948
- Le Pacte International sur Droits Economiques, Sociaux et Culturels.
- Le Plan d'Action de la Conférence Habitat, Vancouver 1976
- Stratégie Mondiale de Logement jusqu'à l'année 2000
- Brouillons initiaux du Plan Global d'Action de l'Habitat II discutés dans la Prep-Com I à Genève en 1994. Par initiative de quelques gouvernements présents dans la Prep-Com et des ONG's on a modifié le concept d'attention des besoins de la population en matière de logement pour que le Droit au Logement soit reconnu explicitement comme un principe.
- D'autres documents de différents organismes du système de Nations Unies en particulier de la Commission des Droits de l'Homme.

Particulièrement, ce qui nous préoccupe dans la dernière version de l'Agenda Habitat (le 13 octobre de 1995) c'est qu'a été supprimé la formulation explicite de la reconnaissance du Droit au Logement. Ce qui apparaît maintenant c'est une mention avec terminologie ambiguë et diffuse, entre guillemets, dans un paragraphe de l'introduction au chapitre B du Logement Approprié pour Tous".

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

Nous devons manifester notre insatisfaction et déconcerter pour cette lamentable stagnation d'un processus d'une importance transcendente pour pourvoir d'un cadre et un système de référence basés sur une claire reconnaissance des Droits et Obligations comme doit être la base de toute société démocratique.

Nous croyons que les réserves et négations de quelques gouvernements pour accepter et reconnaître comme principe le Droit au Logement dans l'Agenda de l'Habitat II, se doivent à une interprétation équivoque du point de vue conceptuel et au signifié contemporain du Droit au Logement.

Il convient d'éclairer que sous notre optique, la reconnaissance du Droit au Logement n'implique, ni signifie que nous attendons passivement que les états pourvoyent d'un logement chacun des habitants. Jamais ils l'avaient fait, ni ne le feront, ni peuvent le faire.

Nous croyons oui, que dans le développement de l'obligation redistributive qui correspond à tout État, les gouvernements doivent assumer des actions et compromis beaucoup plus pro-actifs pour orienter, organiser et intervenir, avec les instruments qui sont son privilège et dans quelques cas son monopole, dans les facteurs déterminants qui facilitent la production et l'accès au logement; dans notre cas, la production sociale.

Nous considérons comme facteurs déterminants: le sol, le financement, l'assistance technique et la capacitation. Nous considérons comme instruments publiques les suivants: l'état d'être chef et la coordination des fonctions de planification, l'initiative pour la formulation des lois et règlements, le pouvoir et la possibilité de réduire les formalités, le pouvoir d'orienter les politiques macro-économiques pour stimuler l'épargne et le crédit, le pouvoir de créer des stimulants fiscaux, etc.

Sont plusieurs les possibilités que les états et leurs gouvernements ont dans le monde contemporain pour garantir le Droit au Logement, et des possibilités infinies, si on articule créativement les actions publiques avec les initiatives et actions de la société civile.

En conséquence, nous insistons avec une emphase rénovatrice et demandons que sur le texte de l'Agenda Habitat II on inclue, dans le chapitre des Principes, celui du Droit au Logement. Nous suggérons en plus, s'il y a des gouvernements intéressés, qu'on puisse former une Commission spéciale mixte qui rédacte les contenus et les propos spécifiques de manière qu'on arrive à un commun accord dans la Conférence pour cette initiative.

résolution sur l'inclusion du concept "production sociale de logement" et de leurs implications pratiques dans l'agenda Habitat II

Les soussignés, participants de "A la rencontre d'une ville pour la vie, Amérique Latine et les Caraïbes vers Habitat II".

Nous approuvons positivement que dans la dernière version de l'Agenda Habitat (le 13 octobre 1995) on reconnaisse déjà dans le paragraphe 48 que les gouvernements "doivent encourager et appuyer ceux qui, dans la plupart des pays en voies de développement, agissent en forme individuelle ou collective comme les principaux producteurs de logement.

Nous approuvons positivement aussi l'inclusion, dans l'incise 59 (e) (i-v), des mesures que nous considérons fondamentales pour stimuler particulièrement la participation des organisations communautaires et non-gouvernementales.

Non obstant, nous préoccupe que d'importantes reconnaissances ne se trouvent pas appropriément dans le chapitre B-3 qui se réfère à la façon d'opérer "les systèmes de provision de logement". Telle limitation, peut se devoir à des questions conceptuelles, dont nous considérons fondamental de clarifier pour soutenir notre proposition.

Dans les pays en voies de développement, tel que le reconnaît le paragraphe 48, la plupart des logements, et particulièrement ceux, des secteurs avec peu de ressources économiques, sont produits par leurs propres habitants en forme individuelle ou collective. Il est fondamental donc qu'on reconnaisse également que la majorité des familles dans nos pays participe directement dans la production de son logement, et qu'ils ne se limitent pas à être des consommateurs ou de simples demandants.

Dans nos pays, nous reconnaissons ces formes de production comme production sociale pour les distinguer de la production des logements sociaux que réalisent les promoteurs publics et privés.

La production sociale de logement répond à une logique économique productrice et distributive propre qui la distingue de la production qui se réalise pour la commercialisation avec esprit de lucre dans le marché habitational.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

La production sociale se réalise sous diverses modalités tant individuelles que collectives (coopératives, associations, aide mutuelle), grâce à des processus qui ne cherchent pas à être lucratifs mais la satisfaction des besoins habitationnels de ceux qui la produisent.

Tant la production privée que la production sociale constituent des marchés qui, même s'ils sont différents, s'articulent et complètent de très diverses manières.

Même s'il paraît que les concepts sont implicites dans le littéral B numéral 3a du brouillon de l'agenda Habitat qui se réfère à "Faciliter l'opération des marchés", nous croyons indispensable d'insister sur la reconnaissance explicite du concept "production sociale de logement" pour qu'à la fois, on établisse des mesures spécifiques pour faciliter et stimuler son opération efficace; nous considérons fondamental que l'Agenda Habitat I contienne des recommandations précises qui orientent la formulation des politiques, procédures et instruments qui stimulent l'effort que quotidiennement réalise des millions de familles dans le monde pour résoudre ses manques habitationnelles.

Nous PROPOSONS:

- 1) que dans la version finale de l'Agenda Habitat qu'on discute à New York, s'inclue un paragraphe spécifique qui reconnaisse et recommande des mesures appropriées pour la meilleure opération de la Production Sociale de Logement. Tel paragraphe pourrait s'inclure à la suite du B 3 (a)
- 2) Changer le titre du chapitre B3 par celui de "SYSTEMES DE PRODUCTION ET ACCES AUX COÛTS ET SERVICES HABITATIONS
- 3) Le point B3 (b) que proposons avec le concept de Production Sociale de Logement, ramasserait ce qui est déjà inclu dans l'incise 59 (e) sous la rédaction suivante:
 - b. Faciliter la production sociale de logement.
 - 5.5 Dans la plupart des pays en développement la population en forme individuelle ou collective agit comme la principale productrice de logement. En conséquence, c'est la responsabilité des gouvernements, d'appuyer les efforts qu'elle réalise et encourager la concertation des actions qui augmentent son articulation avec les autres acteurs publics non gouvernementaux et privés qui interviennent dans cette charge.

DES ACTIONS

- 5.6 Texte situé avant, dans l'incise 59 (e)

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

Pour stimuler et appuyer la participation des organisations communautaires et "non" gouvernementales (ONG's) dans la production de logement, les gouvernements, à tous les niveaux, incluant les utilités locales, devront:

- a) Réviser et ajuster les cadres légaux et réglementaires, dans le but de reconnaître et stimuler les diverses formes d'organisation que la population se donne pour la production et gestion du sol, logements et services;
- b) Développer et opérer des systèmes financiers qui reconnaissent aux organisations sociales comme sujets de crédit, octroient des crédits et des garanties collectives et introduisent des procédures financières adaptées aux besoins de la production sociale et dans ses diverses modalités, à travers lesquelles la population engendre ses revenus et épargnes;
- c) Développer et mettre en place des mesures complémentaires pour supérer les limitations économiques et opératives des organisations sociales, incluant l'appui fiscal, divers programmes éducatifs et de capacitation, assistance technique, l'appui financier à l'innovation et expérimentation technologique;
- d) Appuyer le développement institutionnel et la capitalisation des expériences des organisations non gouvernementales (ONG's) et des organisations sociales pour contribuer à ce qu'ils se constituent en membres efficaces et compétents dans le développement des plans nationaux de logement;
- e) Encourager les institutions qui accordent des emprunts à reconnaître que les organisations sociales peuvent agir comme des garants des femmes chefs de famille; et
- f) (nouveau pas inclu dans l'incise 59 (e) de l'actuel texte) ouvrir des espaces permanents et institutionnalisés de concertation et participation des divers acteurs qui interviennent dans la production habitationnelle, afin de formuler de façon plus adéquate les politiques, procédés, instruments et programmes et de garantir une poursuite grandement participative et transparente de ceux-ci.

appel latino-américain vers habitat II “pour le droit à habiter dans une ville pour la vie”

Aux habitants, hommes et femmes, de l'Amérique Latine et des Caraïbes, aux organisations sociales et civiles de la région, aux peuples du continent:

Très vite se réalisera la Conférence des Nations Unies, Habitat II à Istanbul; se discutera la réalité des établissements humains dans le monde et on parlera des dilemmes que représentent la carence de logement pour de millions de personnes (un cinquième de l'humanité) et le conflit du manque de soutenabilité de l'environnement qu'engendrent les établissements humains dans les villes du monde.

Vingt ans après de la réunion de Vancouver les gouvernements de nos pays devront évaluer les politiques développées dès lors et, une fois de plus, comme en 1987 "Année Internationale de ceux qui n'ont pas de toit" ils reconnaîtront qu'il y a une grave situation et prendront des engagements dont le temps dira s'ils furent pertinents et effectifs.

Cependant il y a une dimension de la réalité qu'aujourd'hui autant qu'hier on prétend occulter; que le manque d'un lieu digne pour habiter, est la négation d'un droit fondamental et que chaque fois qu'une action gouvernementale priorise le marché ou allègue de priorités politiques pour différer ou obstarualiser le logement populaire, il viole le droit cité ci-dessus.

Moins encore, on reconnaîtra qu'en face de la ville du capital et de la spéculation, ce sont les habitants avec leur propre effort et leurs propres ressources qui ont construit une autre ville (celle qui a comme recherche principale une vie digne et juste pour tous), confrontant les labyrinthes bureaucratiques et autoritaires.

Dans les zones rurales et urbaines du continent, tout au long des dernières décades nous sommes les gens, les hommes et les femmes principalement qui avons rendu effectif le Droit à habiter, et avec cette lutte, organisée ou non, nous sommes en train de lutter pour des établissements humains où se respecte la participation et la décision des habitants, contribuant de cette façon à la réclamation du continent à la Justice et à la Démocratie pour nos peuples.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

Confronter les défis des politiques effectives de sol et de logement qui respectent et fortifient l'action sociale dans la construction de l'habitat, c'est une exigence qui engage nos sociétés ensemble.

Nous ne pouvons pas accepter que dans les pays de la région on parle de respect et de protection des Droits l'homme, si des millions de familles n'ont pas un lieu digne pour vivre, nous ne devons pas laisser seulement à quelques secteurs l'effort de défendre un droit qui est un devoir et une priorité de toutes les nations ensemble.

Dans Habitat II, les représentants de mouvements sociaux, d'organismes civils et académiques assistants à la Rencontre d'une ville pour la vie célébrée à Quito - Equateur du 10 au 18 novembre 1995, nous convoquons les peuples d'Amérique Latine et les Caraïbes à déployer des efforts conjoints et pluriels pour réclamer le Droit à habiter dans une ville pour la vie, entreprenant les lignes suivantes d'action:

- Montrer à l'opinion publique internationale et de nos pays, les réclamations, les propositions et les expériences populaires en faveur du droit au logement.
- Demander aux gouvernements de chaque pays des positions congruentes avec la conférence d'Istanbul et des compromis concrets qui donnent effectivement la satisfaction au droit à habiter.
- Fortifier les efforts de coordination entre les mouvements et organisations sociales et les organismes non gouvernementaux pour effectuer diverses actions pour le Droit à habiter dans des villes justes, démocratiques et soutenables préalablement et postérieurement à Istanbul.
- Rendre visible dans nos pays et à Istanbul la grande richesse des initiatives, des propositions et des résultats qu'ont obtenu les habitants d' Amérique Latine et des Caraïbes.
- Fortifier les actions de communication et d'information pour donner un plus grad impact et se solidariser aux actions qui se réalisent.
- User comme thème commun dans nos activités antérieures à Istanbul la phrase: **"Pour le Droit à habiter dans une ville pour la vie"**.
- Nous partons de l'inspiration que nous donne la perception claire de ce que dans la diversité, à partir des plus difficiles conditions économiques et politiques, tout un peuple dans ses efforts quotidiens dans toute l'Amérique Latine et les Caraïbes a su créer, dans les villes et villages, un espace de dignité et de justice. Notre compromis, c'est à partir des gens, avec les gens et pour les gens.

Quito, Equateur, le 18 novembre 1995

5

profil d'une campagne d'action latino-américainne vers l'Habitat II

1. Il est nécessaire d'avoir à l'esprit qu'une tâche importante pour faire impact à l'Habitat II, est de provoquer l'acceptation de l'opinion publique et puis de commencer une action de communication définie vers nos sociétés.
2. Une manière de hâter la communication: sera l'utilisation des ressources électroniques propres et la fortification d'espaces qui vont produire un flux ouvert et flexible pour connaître les actions et propositions qui sont faites et, de plus, qu'on puisse les faire arriver plus loin des organisations génératrices.
3. C'est urgent de répandre les documents et les matériaux de réflexion existants et les propositions fondamentales mais qui sont peu connus. Pour cette raison, tout effort pour les répandre et les faire connaître fortifiera leur impact.
4. Il faudra aider ceux qui ont gagné des espaces pour la rédaction de documents résolutifs avec une information agile sur ce qui se passe dans nos pays.
5. On doit se faire l'écho des actions qui vont se réaliser les mois suivants dans chaque pays et dans tous les domaines possibles.
6. Il faudra désigner les responsables des réseaux qui vont faire la Campagne de Communication, en 1996, et qui aideront pendant les activités et les demandes, et qui travailleront à travers des canaux existants ou créés.

a la rencontre d'une ville pour la vie et l'échange d'information

Les participants de "A la Rencontre d'une Ville pour la Vie", en reconnaissant que les réseaux de communication par ordinateur constituent un outil pour avancer dans la démocratisation de l'information et la communication en Amérique Latine, et pour consolider les processus de coordination et d'échange, ont proposé de stimuler des initiatives qui facilitent l'accès à cette ressource. Particulièrement, celles qui promeuvent:

- L'échange d'information et la coordination entre les divers réseaux, spécialement le processus vers Habitat II.
- La fortification des processus de démocratie locale et de participation populaire, en contribuant à augmenter l'accès à l'information, à rompre l'isolement et à fortifier la capacité de pression sur les espaces globaux.

A ce propos, on accepte la proposition de l'Association pour les Progrès des Communications (APC), d'un réseau électronique mondiale engagé dans les processus sociaux, pour aider ce processus. On reconnaît qu'il y a beaucoup d'espaces électroniques pour bien développer ces initiatives.

7

quelque chose de grave se passe entre nous. **gustavo riofrío**

Dans les dernières années nous avons obtenu une grande expérience et capacité dans le processus collectif de produire l'habitat approprié pour et avec les habitants de base.

Mais, à la fois, nous sommes en train de perdre la capacité de nous indigner en face du fait que rien de sérieux à été fait par les gouvernements entre l'Habitat I et l'Habitat II, et, en face du fait qu'on veut reculer la considération de l'importance de ce que les peuples ont fait et qu'ils sont capables de faire pour résoudre les problèmes d'habitat.

La déclaration considérera de manière appropriée les mécanismes et méthodes que notre expérience a montré, qui doivent être présents pour que les peuples et les gouvernements résolvent les problèmes de l'habitat populaire. Beaucoup de ces propositions, nous le savons avec antériorité, ne seront pas écoutées. Aux bonnes intentions d'Habitat I, succède le cynisme d'Habitat II.

Je veux lire ces notes, dont l'esprit devrait, devra apparaître dans une préambule de la Déclaration qui se prépare, pour que je me sente solidaire avec elle.

- La majorité du logement nouveau pour des familles de bas revenus, produite dans les villes d'Amérique Latine et des Caraïbes dans les dernières années a été faite par les peuples.
 - Dans toutes les villes et périphéries se sont développés des systèmes populaires de production de sol urbain et de logement.
 - Se sont développés des systèmes populaires de production et maintien de la vie, de l'activité économique, de la solidarité et de la culture.
- Ces systèmes populaires ont été ceux qui arrivent plus et mieux aux gens. Là où elles sont, en grande majorité, les gouvernements de manière effective n'y sont pas arrivés. Les grandes entreprises privées n'y sont pas parvenues.
- Les résultats des efforts populaires, bien qu'ils aient l'efficacité et l'impact en leur faveur, et qu'ils garantissent le droit de citoyenneté aux immenses majorités qui voulaient se marginer du droit à la ville, ont de grandes et de graves limitations.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

- C'est beaucoup d'effort déployé pour peu de résultats. Ceux qui ont inventé et qui inventent les villes populaires et la vie, sont maintenant frappés et fatigués.
- Leur rôle, on le reconnaît dans les déclarations que l'on fait les jours de fête ou bien dans ces pratiques qui utilisent les efforts d'hommes et de femmes pour se désintéresser de ses responsabilités sociales.
- L'Habitat I a consacré l'importance de la participation des peuples pour résoudre les immenses problèmes de l'habitat. Cela a permis d'animer les populations dans leur processus d'auto-production de l'habitat. Mais les accords d'Habitat I n'a pas donné au peuple plus d'outils que ceux qu'on a pu conquérir par la lutte et au milieu de l'incompréhension. Ceci est injuste et ne doit pas se répéter.
- L'auto-production de l'Habitat constitue dans chaque pays un système populaire solide. Mais ces systèmes **populaires** de production de vie ne sont pas des systèmes **nationaux**. Ils ne comptent pas sur l'appui de:
 - Normes et méthodes appropriées pour elles (tandis que des formes minoritaires de production de logement ont à leur disposition toute la sophistication de normes qui s'adaptent à leurs requêtes)
 - Systèmes de financement pour ceux qui ont démontré la capacité de mobilisation des ressources (qu'ils existent seulement pour les classes hautes)
 - Techniques et professionnels qui savent travailler avec ceux qui prennent les initiatives pour résoudre ses problèmes habitationnels.
- Pour résoudre de manière efficace les immenses problèmes de nos villes, nous devons refuser d'un coup, les systèmes qui tout au long des dernières 20 années ont montré un impact limité.
- Le système populaire doit être adopté par les gouvernements comme la base pour la création de systèmes à niveau national pour produire l'Habitat.
- Transformer les systèmes populaires en systèmes nationaux suppose que l'on ajoutera aux efforts populaires.
 - La force de la loi et les instruments pour l'appliquer (l'appui à la police, des juges et les ministres)
 - La connaissance et la science des professionnels, leurs compromis pour vivre de leur profession en construisant des villes à l'échelle humaine.
 - Le support de l'argent du marché, investissant pour les majorités, risquant pour obtenir son juste gain.
- Plusieurs mécanismes d'intervention ont été déjà essayés dans la pratique et peuvent être reproduits et généralisés.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Dans tous ces mécanismes et systèmes, la gestion des processus avec les populations a montré, être la clé pour la mobilisation des ressources privées des familles, celles qui, goutte à goutte constituent l'immense investissement populaire qui sauté à la vue de ceux qui ne sont pas aveugles.
- Ce qu'il faut faire maintenant, c'est prendre une grande décision: changer la base sur laquelle nous agissons pour résoudre les problèmes de l'Habitat.
- Abandonner les systèmes qui ne fonctionnent pas et prendre comme base ceux qui opèrent efficacement; cela garantira que le **DROIT AU LOGEMENT** ne soit pas une phrase démagogique, répétée par ceux qui ne savent pas comment agir, et que l'expression des bons sentiments se nourrisse des expériences de millions de familles qui habitent dans notre ville.

Si nous agissons sérieusement et de façon convaincante, à partir d'aujourd'hui, nous pouvons affirmer avec sécurité que nous avons des raisons d'espérer.

proposition de fucvan (uruguay) au plénier

Devant l'imminente approbation législative du Plan Quinquenal de Demeure 1995-1999 de la République Orientale de l'Uruguay, les organisations participantes manifestent leur profonde préoccupation pour la virtuelle exclusion du coopérativisme d'aide mutuelle dans l'assignation de ressources publiques.

Nous exhortons les autorités gouvernementales et les parlementaires de l'Uruguay de reconsidérer la participation du coopérativisme dans la politique habitationnelle du pays, pour permettre le développement du système de production qui est l'alternative la plus efficace de production de l'habitat populaire urbain à une échelle nationale dans un sens intégral, parce qu'il a produit des milliers d'habitations de bonne qualité et un réseau de services sociaux auto-promus.

Aussi, nous demandons que les ONG et les organisations communautaires participantes à l'événement "A la rencontre d'une Ville pour la Vie" envoient des messages d'appui au mouvement coopératif à:

Dr. Hugo Batalla
Vice-président de la République
Palacio Legislativo
Montevideo, Uruguay

M. Juan Chiruchi
Ministre de Demeure, Ordonnement Territorial et Environnement
MVOTMA
Montevideo, Uruguay

le pacte de guadalajara pour un habitat juste, démocratique et soutenable

Nous, membres d'organisations sociales, de coopératives, et de groupes de solliciteurs de logement, de la Coalition Habitat Mexique, d'Organisations Non-Gouvernementales (ONGs) consacrées à la promotion, d'Associations de Professionnels, Autorités Municipales et de personnes individuelles, toutes compromises dans l'amélioration des conditions habitationnelles des majorités apauvries du Mexique, nous nous sommes engagés, à la fin du Congrès National LA GESTION SOCIALE DE L'HABITAT, à travailler et à diriger nos efforts à l'établissement d'un habitat juste, démocratique et soutenable avec, pour base, les principes suivants.

PRINCIPES

Toute personne, sans distinction d'âge, de sexe, de condition sociale, de croyances ou de préférences politiques a le droit à :

- Premier:** un habitat sain et soutenable, un logement sûr et approprié pour vivre en paix et avec dignité.
- Deuxième:** que les villes, quartiers et villages soient démocratiques et soutenables, comprenant l'accès équitable de tous à: la terre, le logement, l'eau, l'assainissement, la santé, l'alimentation, l'éducation, le travail, le transport public, les loisirs, et l'information.
- Troisième:** que les politiques et les programmes qui concernent l'habitat respectent les minorités et la pluralité ethnique, sexuelle et culturelle pour qu'on puisse favoriser la jouissance d'un habitat culturellement diversifié sans distinctions de genre, nationalité, race, langue, croyances, idéologies et options politiques.
- Quatrième:** participer dans les processus d'élaboration et/ou modification des lois et règlements, ainsi que dans la formulation, la conduite et le contrôle des processus de planification et gestion de l'habitat pour garantir que l'utilisation des ressources et la réalisation des projets et des investissements soient à leur bénéfice.

Cinquième: d'accéder aux ressources publiques, sans discrimination d'aucune nature et sans conditionnements corporatifs ou de clientèle, qui leur permette de rendre effectif le droit à un logement et à un habitat dignes de forme individuelle ou collective.

Sixième: s'organiser librement; avoir la reconnaissance légale; mobiliser des ressources matérielles, solidaires et d'appui mutuelle disponibles; recevoir des conseils pour contrôler les processus de production et l'amélioration de son habitation et des personnes adéquates; accéder à l'information et à la capacitation nécessaire pour participer à l'exécution d'un plan et l'exécution de ces processus.

De la même façon, nous proposons que pour effectuer les principes antérieurs, on doit appliquer ce qui suit:

LES GRANDS AXES DES POLITIQUES PUBLIQUES POUR UN HABITAT JUSTE, DEMOCRATIQUE ET SOUTENABLE

1. La production sociale organisée de logement doit acquérir la reconnaissance des divers niveaux de gouvernements et d'institutions publiques comme une forme privilégiée de génération d'un habitat sain, soutenable et potentiellement productif.
2. C'est la responsabilité du gouvernement mexicain et des pouvoirs législatifs, au niveau fédéral et local, d'augmenter et de créer les instruments légaux, financiers, administratifs et de développement qui constituent un système permanent d'appui spécifique à cette forme de production de l'Habitat, canalisant vers elle, de façon prioritaire, les ressources disponibles quant aux crédits, au sol apte pour le logement, aux matériaux et technologies appropriés; aussi, le gouvernement doit contrôler l'application des dits instruments.
3. Les politiques et programmes dirigés aux secteurs sociaux qui confrontent des problèmes, des absences habitationnelles et de services sociaux fondamentaux doivent déraciner les pratiques corporatives et de clientèle, respectant leur autonomie et leurs capacités socio-organisatives.
4. L'opération de tous les organismes et programmes attachés au développement et à l'amélioration de l'habitat populaire doit être réformée, établissant des mécanismes institutionnels de participation permanente qui incluent les groupes sociaux promoteurs de logement, les organismes non-gouvernementaux et les professionnels qui les appuient.
5. Un pourcentage des ressources financières publiques doit se diriger par voie de allocation direct ou indirect par des exemptions fiscales, promouvoir la capacité de planification, gestion, administration et contrôle de la part des personnes, des familles et des groupes qui participent aux programmes de logement d'intérêt social, et d'amélioration d'établissements populaires.
6. Les ressources publiques réservées à la production sociale organisée de logements doivent augmenter avec les apports que les propres communautés peuvent mobiliser à travers un système d'Épargne Populaire pour le logement, qui doit compléter avec des subsides transparents l'épargne des familles, assurant que les programmes

de logements et d'amélioration contribuent au renforcement de l'économie familiale et des communautés. Les organismes publiques doivent favoriser les mécanismes de allocation croisé, sous le contrôle des organisations sociales promotrices de logement.

7. C'est la responsabilité des pouvoirs législatifs et du gouvernement, à des niveaux différents, de créer des politiques et des instruments légaux qui favorisent une culture de prévention, prenant en compte les expériences et la capacité d'autor-organisation des communautés pour que la population soit informée et formée en matière de prévention des désastres naturels, des contingences du milieu ambiant ainsi que d'atténuer leurs effets. Les communautés et leurs organisations doivent être des acteurs de tout ce processus.
8. Les divers organismes civils compromis dans la gestion démocratique et sociale de l'Habitat doivent assumer la co-responsabilité d'influer dans les politiques publiques et d'apporter des éléments qui modifient ou enrichissent celles-ci de cette façon.
9. Les organisations sociales pourront gérer directement au préalable des organismes internationaux, les ressources financières pour la gestion sociale de l'Habitat.
10. Les invalides, enfants de la rue, anciens et mères célibataires doivent être reconnus comme des sujets avec des droits à des allocation différenciés par l'accès à une meilleure qualité de l'Habitat: ainsi que de compter sur le logement, l'infrastructure et les services appropriés à leurs particularités.
11. C'est la responsabilité des gouvernements municipaux et de l'État, de destiner des ressources pour la récupération des Centres Historiques, garantissant la permanence de la population qui y habite et de promouvoir avec eux des projets de logements sociaux accessibles à leur capacité de crédit.

LES SIGNATAIRES DE CE PACTE EXIGEONS:

- **des pouvoirs législatifs, fédéraux, des États et des Municipalités**
 - a) qu'ils incorporent de manière explicite à la Constitution et aux lois qui dérivent d'elle, les accords et conventions internationales dont le pays a souscrit et puisse souscrire; ceux qui se réfèrent à l'égalité d'accès aux ressources, à la lutte contre la pauvreté, à l'Habitat pour tous et au maintien de l'environnement.
 - b) qu'ils prennent l'initiative de dessiner, de débattre et d'approuver des instruments légaux et réglementaires en accord avec les principes énoncés ici grâce à d'autres initiatives.
 - b.1 Réformer l'article 4 de la Constitution, de telle façon que le droit au logement pour tous soit incorporé.
 - b.2 Promulguer une nouvelle loi générale de logement et, grâce à celle-ci, des lois d'État qui garantissent l'accès à un logement dans les termes définis par la réforme constitutionnelle.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- b.3 Réformer les articles 4, 27 et 115 de la Constitution pour fortifier les espaces locaux de gouvernement
- b.4 Donner des attributions aux municipalités pour la conduite de la tranche 26 du budget de la fédération (solidarité) pour la régularisation de la possession de la terre.
- b.5 Effectuer une décentralisation qui tient compte de la revision de l'accord de coordination fiscale, de façon à ce que les municipalités comptent sur une meilleure quantité de ressource qu'elles mêmes engendrent.
- b.6 Élaborer la loi réglementaire de l'article 115 constitutionnel
- b.7 Légiférer en ce qui concerne le paiement d'indemnisation à cause d'expropriations pour qu'elles soient justes.
- b.8 Créer des instruments légaux et des mécanismes qui facilitent et promeuvent le développement des associations civiles sans but lucratif, ainsi que des entreprises sociales dédiées à la production et à la gestion sociale organisée des ensembles habitationnelles, des matériaux et des technologies alternatives pour la protection de l'environnement.
- b.9 Créer le Bureau Fédéral de Logement, établissement de sanctions aux fractionnaires et aux promoteurs immobiliers frauduleux.
- b.10 Reviser la loi agraire pour établir clairement, le destin prédominamment social des terrains communaux qui s'incorporent au processus d'urbanisation, créant comme ça, un cadre juridique administratif qui facilite l'association des propriétaires des terrains communaux et des promoteurs sociaux sans un but lucratif, pour l' appropriation du sol, destiné au logement populaire.
- b.11 Instrumenter légalement les conventions internationales souscrites par le Mexique, pour supprimer la pratique des déménagements, déplacements et relogements.
- b.12 Simplifier les règles, les mécanismes, les procédures, les démarches, et demandes qui facilitent la gestion sociale de l'Habitat et la production sociale de LOGEMENT.

- **de l'exécutif fédéral:**

que ce soit le Secrétariat du Développement Social et non le Secrétariat de Finances et Crédit Public, le responsable de désigner une politique habitationnelle qui corresponde aux énoncés ci - dessus cités, luttant pour que le Programme National de Développement Urbain et Demeure 1995 - 2000 soit en accord avec les principes et le plan d'action contenus dans la présente Déclaration.

- **du Secrétariat du Ministère de Finances:**

- a) L'établissement d'allocations individuels et collectifs différenciés et transparents pour le logement, inversement proportionnels aux recettes des acquéreurs.
 - b) que soient augmentées les ressources fédérales destinées au FONHAPO proportionnellement à la population qui satisfait, récupérant les objectifs, la philosophie et les actions du projet original.
 - c) que les ressources de la Banque Mondiale qui sont au FOVI soient destinées exclusivement au logement populaire, et accessible aux groupes sociaux promoteurs de logement.
 - d) que soient publiés annuellement les montants obtenus du 5% de l'apport patronal et que l'on réalise une audition publique annuelle de tous les organismes de logement (à niveau fédéral, municipal et de l'État)
 - e) que les systèmes d'épargne populaire destinés au logement soient exempts d'impôts et opèrent avec des taxes d'intérêt préférentiel
 - f) que soient établis des stimulations fiscales et d'appui financier permanent pour la production du logement en rente de loyer bas
 - g) que les organismes non-gouvernementaux et d'autres formes d'association de professionnels compromis avec la production sociale organisée de logements soient reconnus d'utilité publique, bénéficient des exemptions fiscales et des allocations publics, conditionnés à leur action efficace et désintéressé en faveur de l'Habitat populaire; et,
- **aussi bien de la part du Secrétariat de Finances que du SEDESOL au niveau fédéral et des délégations d'État:**

la création des instances permanentes de participation des agents qui interviennent dans la gestion sociale de l'Habitat, dans la planification, l'opération, la poursuite et l'évaluation des politiques habitationnelles.

- **de la SEDESOL:**

L'instrumentation et l'exécution immédiate d'un Programme National de Redensification Urbain pour réhabiliter les zones centrales détériorées des villes; empêcher l'expulsion vers les périphéries; profiter de manière optimale de l'infrastructure et des équipements existants en faveur de la population et le logement moyen et populaire; sanctionner la spéculation sur les terrains urbanisés et freiner l'accroissement irrationnel des zones urbaines

- **des organismes fédéraux et d'État de logement:**

que les deux tiers de leurs ressources financent des solutions habitationnelles accessibles à des familles avec des revenus inférieurs à trois salaires minimums; qu'ils privilégient le logement progressif, ainsi que le développement et l'amélioration des logements existants.

- **des gouvernements fédéraux, d'État et municipaux**

- a) Adopter des mesures urgentes et efficaces pour contenir et surmonter les effets négatifs que la crise a eu sur les projets que les organisations sociales et organisations non-gouvernementales organisent pour l'amélioration des conditions de l'Habitat.
- b) Promouvoir l'éducation des habitants pour orienter des travaux d'amélioration de leur Habitat, dans l'optique de l'usage adéquat et rationnel des ressources: la promotion de la planification stratégique comme instrument pour la participation à l'amélioration des colonies et réseaux sociaux; la promotion des projets expérimentaux de développement écologique des établissements humains, proposés par les communautés; la reconnaissance des propositions qui soient encouragées par la société civile et la communauté dans l'élaboration des plans et des programmes officiels et des politiques publiques reliées à l'ordonnement territorial.
- c) réaliser un changement fondamental dans la planification pour que celle-ci soit une activité obligatoirement programmée. Le processus de planification doit établir des périodes clairement déterminées à court, moyen et long terme et considérer des mécanismes d'évaluation permanente. On doit incorporer la nouvelle technologie et créer un système de planification qui embrasse jusqu'aux actions d'exécution des plans. La planification doit contempler l'évaluation scientifique de la potentialité productive des régions et considérer les diagnostics biorégionaux. De la même manière on doit créer un système de recherche scientifique permanent sur le développement des établissements humains.

- **des exécutifs d'État et municipaux:**

- a) que l'approbation des plans et programmes de développement urbain, dans chaque municipalité, ville et zone métropolitaine soit conditionnée à la création des réserves territoriales prioritairement destinées au logement populaire. De la même façon, que les organisations sociales aient accès aux réserves territoriales et interviennent dans la planification et le développement.
- b) la création des Conseils de Logement Exécutifs qui participent dans l'élaboration, opération, évaluation et poursuite des politiques de développement urbain et logement réglées dans les lois d'État et comme stratégie de participation de la société, tel qu'il est établi dans la loi fédérale de logement.
- c) création des corps techniques municipaux d'assistance permanente pour la planification du développement urbain.

Compromettre les universités, les institutions de recherche et le CONACYT à l'assignation explicite d'une partie de leurs ressources à la recherche, la formation de professionnels et la recherche d'innovations qui appuient le développement de la production sociale organisée de logement.

PLAN D'ACTION

1. Composer avec des organisations sociales, des organisations non-gouvernementales, des institutions éducatives, des associations de professionnels, des gouvernements locaux et toute personne intéressée dans la démocratisation de la gestion sociale de l'Habitat, la Coalition Mexicaine pour l'Habitat comme un espace de rencontre, de discussion, d'information et des actions communes.
2. Diffuser ce Pacte et chercher à ce qu'y souscrivent un ensemble de plus en plus vaste de citoyens, d'organismes civils, d'organisations non-gouvernementales, d'associations de professionnels, d'étudiants universitaires, de citoyens avec une charge de représentation populaire et des fonctionnaires engagés dans les processus de démocratisation et l'échange social.
3. Convoquer à des rendez-vous les pouvoirs exécutifs et législatifs au niveau fédéral, municipal et d'État pour exposer, débattre et rendre opératifs les principes, les grandes lignes des politiques et du plan d'action de cette déclaration, ainsi que les documents de travail de ce Congrès National. "Résumé pour l'élaboration de politiques et d'instruments du logement" et "Production sociale du logement au Mexique. Aspects instrumentaux"
4. Présenter ces mêmes documents au Comité National Préparatoire d'Habitat II pour qu'ils soient pris en compte dans le Plan d'Action National que présentera le gouvernement mexicain à la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains; et demander l'augmentation de ce Comité National à toutes les organisations sociales et non-gouvernementales qui le désirent.
5. Célébrer en 1996 le Deuxième Congrès National pour évaluer les avancements du Plan d'Action et actualiser les Principes et les grandes axes de ce Pacte.
6. Créer un réseau, d'information, de discussion et d'échange d'expériences répétées, recherches de proposition et actions communes, appuyant les Principes et le Plan d'Action de ce Pacte.
7. Intégrer une commission représentative de ce Congrès pour la construction d'une agenda de réunions formelles bilatérales avec les pouvoirs de la République et les États (ceux qui assistaient à ce Congrès) pour discuter et se approprier de la terre, et a élaboré son propre plan de développement, qui permet des procédures plus démocratiques de participation des citoyens. Ses réussites fondamentales sont, d'avoir surpassé la forme d'organisation basée exclusivement sur des chefs ou "**caciques**", et d'établir un système décentralisé et sectorisé, la négociation avec des acteurs externes, la législation de la propriété de la terre. la dotation d'oeuvres d'infrastructure et de l'eau.

Finalement, nous exigeons du gouvernement fédéral mexicain, qu'il souscrive sans réserve majeure l'inclusion du Droit au Logement comme un élément fondamental des documents pour la Conférence Modiale d'Etablissement Humains Habitat II. Nous refusons également, la position des représentants gouvernementaux Humains, pour empêcher l'accès et la participation des organisations non-gouvernementales dans la deuxième session de cette commission.

Guadalajara, Octobre, 9 1995

section III

description des ateliers

1

participation et coordination du mouvement de la population equatorienne (atelier tc-1) "RENCONTRE NATIONALE DES QUARTIERS LA VILLE QUE NOUS VOULONS"⁷

10-11-12 novembre 1995

Organisation: Association chrétienne de
Jeunes de l'Equateur

Comité de liaison: Fédération de Quartiers Populaires
du Nord-occident de Quito, Comité de
Pro-amélioration d'Atucucho, Union de
Quartiers Marginaux de Chone,
Fédération de Quartiers Suburbains
Los Chirijos de Milagro,
Coordination des Organisations
sociales du Sud de Machala et ACJ

ANTECEDENTS

Les jours 10, 11 et 12 novembre de 1995 s'est réalisé à Quito, la Rencontre Nationale d'Organisations de Quartiers "**La Ville que nous voulons**", pendant l'événement ont participé 120 dirigeants des quartiers de 15 villes de l'Equateur, en représentation de 45 organisations de gens qui peuplent ces quartiers, des Fédérations, des organisations d'usagers de services urbains, des comités des quartiers, des groupes de femmes, coopératives de logement et coordinations de jeunes. Se sont réalisées des consultations sur les thèmes dans des ateliers locaux dans plusieurs villes, en arrivant à des conclusions importantes pour l'avancement du mouvement de quartiers.

7

Synthèse du rapport de l'atelier "la Ville que nous voulons" élaborée par Helga Serrano y Santiago Ortiz. ACJ - EQUATEUR

OBJECTIFS

Les objectifs principaux furent:

- Commencer un processus de coordination des organisations des quartiers urbains.
- Analyser des expériences de planification participative et de développement des quartiers, les formes de participation, le cadre juridique des organisations et la participation dans la municipalité.
- Elaborer un agenda urbain en fonction d'une déclaration des Droits de l'habitant et du citoyen.
- Résoudre une proposition et une capacitation pour la participation communautaire.

PRESENTATION DES EXPERIENCES INNOVATRICES DE PLANIFICATION ET LA SOLUTION DES PROBLEMES

On a présenté six expériences d'organisation au niveau national avec des différents aspects et une expérience uruguayenne:

1 Le Comité Pro-amélioration d'Atucucho à Quito. Ce quartier est né d'une invasion qui a poursuivi une lutte pour la propriété de la terre, et a élaboré son propre plan de développement, qui permet des procédures plus démocratiques de participation des citoyens. Ses réussites fondamentales sont, d'avoir surpassé la forme d'organisation basée exclusivement sur des chefs ou "**caciques**", et d'établir un système décentralisé et sectorisé, la négociation avec des acteurs externes, la législation de la propriété de la terre, la dotation d'oeuvres d'infrastructure et de l'eau.

2 La Fédération de Quartiers Populaires du Nord-ouest de Quito. C'est une des fédérations qui compte sur un Plan de Développement depuis deux années d'activité à Quito et à une expérience d'autogestion qui lui a permis de satisfaire les nécessités de services fondamentaux (infrastructure, éducation de l'enfance, culture et communication juvénile), et commencer des expériences économiques de contrôle des désastres naturels par son projet "Vie dans les Pentes", afin de fortifier une proposition de gouvernement communautaire.

3 L'Organisation d'usagers de Guayaquil. C'est une lutte des gens qui habitent principalement aux environs de la ville de Guayaquil, pour obtenir des services avec un prix juste et de qualité, par la mobilisation. Son expérience a surpassé le cadre micro et local pour s'exprimer d'une façon unifiée, devant les entreprises et institutions sectorielles ou de l'État responsables des services de la ville. Sa gestion implique: proposition, contrôle et pression pour obtenir les services.

4 Les cooperatives d'habitation **Zaracay** et **Che Guevara** de "Santo Domingo de los Colorados" résolvent le problème de la terre et le logement en raison d'un processus de planification pour l'accommodation de l'établissement suivi par l'occupation de la terre, l'approvisionnement de services, la construction des maisons. Aussi elles font un travail d'autogestion dans le domaine de la santé et l'éducation. Le cas de Santo Domingo exprime une lutte populaire qui se charge d'une proposition de gestion des citoyens en confrontant un haut niveau de corruption du populisme et du clientélisme local.

5 La Coordinatrice d'Organisations de Femmes du Sud de Machala, maintient une expérience dans laquelle les femmes organisées avec des groupes de logement, santé et juvénils, ont établi un réseau d'entreprises associatives pour résoudre les problèmes de rentes en même temps qu'elles participent à des initiatives de construction et d'amélioration d'habitations. Le spécifique de l'expérience est relié à l'optique du problème de genre qui formule la proposition urbaine et la dynamisation du forum national de la femme à Machala.

6 La Fédération Unificatrice de Coopératives d'habitations par Aide Mutuelle, qui à partir de 1970 lance à Montevideo, Uruguay, l'organisation de la communauté pour le logement grâce aux processus d'accès à la terre, à la construction d'unités habitationnelles et à la manutention du processus organisé dans les coopératives. Elle a réussi à pouvoir s'exprimer autour des politiques publiques par des propositions reliées aux thèmes de financement, d'organisation sociale, des services et d'autres de caractère publique.

PROPOSITIONS

A partir des ces expériences, les dirigeants hommes et femmes des organisations des quartiers, ont discuté et ont formulé des propositions sur plusieurs thèmes qui les affectent globalement.

Par rapport à la construction d'un agenda sur les problèmes principaux qui affectent l'ensemble des villes, on a identifié, l'accès à la terre et le logement, le manque de services et d'équipe communautaire, la pauvreté et le chômage, la violence, les désastres naturels, le défaut dans la formation et les difficultés dans les processus organisationnels et dans l'obtention d'espaces de décision et de participation pour la gestion des villes. Les causes de ces problèmes sont structureaux, tant pour le modèle économique que pour les conflits sociaux d'ambiance et les politiques existantes dans la ville, où, la trame urbaine reproduit un processus d'inégalité sociale.

Comme une partie de l'agenda est projetée, à partir des organisations, la nécessité de fortifier l'organisation et la mobilisation des quartiers; de rendre apte les chefs et les bases; de chercher la participation dans la gestion urbaine, la concertation, le dialogue; et de développer des campagnes d'éducation et de communication. On a considéré que la municipalité doit satisfaire prioritairement les organisations populaires. L'État doit appuyer les solutions globales, qui, incluent une décentralisation démocratique pour assurer des ressources pour les municipalités ainsi que la participation communautaire.

Par rapport à la municipalité, les dirigeants ont signalé comme limitations, l'absence d'un cadre juridique qui favorise la participation, la manipulation politique par le clientélisme, l'apathie communautaire, le manque d'information des organisations et l'absence de communication de la municipalité vers la communauté. Certes cela dépend, des chefs, dans un contexte de crise urbaine avec un haut degré d'accroissement de la population urbaine, crise des services et des gouvernements à niveau local qui sont peu préparés pour un processus de décentralisation démocratique.

Les solutions pour la participation ont deux fondements:

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

- A partir des organisations, ça implique promouvoir la démocratie interne, l'autonomie, le pluralisme; guider le débat des propositions; poser les solutions intégrales; engendrer des instances de pouvoir local et évaluer la gestion municipale.
- La municipalité doit approuver des règlements qui reconnaissent les organisations populaires; promouvoir la participation des citoyens dans leurs décisions et dans le diagnostic, la planification et l'exécution des oeuvres; informer la communauté sur sa gestion; appuyer la décentralisation avec une vraie volonté politique. On a considéré nécessaire d'établir des niveaux de relation claire avec la municipalité, ainsi, qu'avec d'autres organismes sectoriaux, le gouvernement, les ONG et les partis politiques.
- On essaye de chercher des solutions globales aux problèmes municipaux.

D'un autre côté, les problèmes qu'affrontent l'**organisation de quartiers** sont reliés aux limites des références organisatrices urbaines réduites à la revendication et aux attitudes contestatrices, aisées et sans coordination, insérées dans une culture de délégation d'autorité, la permanence des anciens dirigeants, le paternalisme, le manque de participation des bases et le manque de communication. En plus, il y a des problèmes de conduite et de définition des rôles clairs par rapport à la gestion, et à la dispersion dans les organisations. On manoeuvre avec difficulté, la diversité d'acteurs urbains, d'hommes et de femmes, des jeunes et des adultes, des locataires et des propriétaires, spécialement dans les relations inter-organisatives.

Au niveau de propositions, les dirigeants ont décidé d'appuyer le plan de formation, d'engendrer des nouvelles pratiques de fonctionnement organisationnel, d'élaborer un agenda urbain, de fortifier les relations inter-organisatives et de formuler une loi de participation du citoyen. Ainsi, on a revendiqué le droit des habitants à une participation active dans la définition des politiques de santé, d'éducation et de logement, et dans la gestion des municipalités.

Qu'une loi aide, ce n'est pas suffisant pour assurer une présence démocratique des organisations dans la gestion des villes, c'est pourquoi il est nécessaire de constituer le mouvement des quartiers à partir des bases, en cherchant des liaisons et des points de rencontre.

Nous avons abordé le thème de la planification aussi que, l'analyse des expériences présentées, en reconnaissant leurs résultats, comme un instrument valable pour intervenir activement avec responsabilité et solidarité dans le diagnostic et la prise de décisions pour la solution des problèmes et les besoins de la communauté. La question qui surgit est: comment faire pour que les municipalités respectent les plans locaux développés par les organisations?

On a discuté les pas de la planification participative et la nécessité de la promouvoir pour encourager des pratiques démocratiques, élaborer des instruments techniques et fortifier la capacité des habitants.

Les habitants ont été d'accord pour signaler les limites des dirigeants, vu l'apparition des nouveaux problèmes, des acteurs et des contextes dans les quartiers qui demandent des nouvelles propositions.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

On a posé la nécessité d'une formation des dirigeants et des leaders, des éducateurs et des promoteurs, en utilisant une méthodologie participative et vivancielle. La proposition de formation contient des éléments idéologiques, politiques, techniques et éducatifs.

Les objectifs sont de contribuer au changement des relations de pouvoir au bénéfice des organisations populaires et de les fortifier en affirmant leur identité.

Les dirigeants se proposent d'analyser dans l'aspect politique, la réalité nationale et locale, les idéologies, la démocratie, le pouvoir local et la participation du citoyen. On approfondira dans la formation des chefs, la construction et la négociation des propositions, ainsi que l'administration et la gérance d'entreprises et de services urbains, d'autres éléments de la gestion populaire de l'habitat, ainsi que la démarche pour effectuer la planification, systématisation et évaluation. De même, on travaillera sur les thèmes de genre, génération, ethnie et citoyenneté.

CONCLUSIONS

Comme résultat final de la rencontre, les organisations se sont compromises fondamentalement à:

- Élaborer un agenda avec une déclaration des droits des habitants qui exprime leur voix et permette d'avancer dans la construction du mouvement urbain.
- Formuler une loi de participation du citoyen qui reconnaisse la capacité du mouvement populaire urbain pour planifier, proposer, et d'être consulté par les gouvernements locaux, et en même temps contrôler et prendre des décisions dans les affaires qui les affectent dans la ville.
- Pousser un plan conjoint de formation et d'habilitation des chefs et des promoteurs du développement urbain
- Voter NON dans la consultation populaire convoquée par le gouvernement puisqu'on prétend, avec elle, légitimer une modernisation privatrice.

Les organisations ont résolu de former une coordination nationale de mouvements urbains qui leur permettent d'avancer des propositions et dans la construction d'un nouveau type de ville plus démocratique, saine et gaie en Equateur.

ORGANISATIONS PARTICIPANTES A LA RENCONTRE

PICHINCHA:

1. Coordinadora Juvenil del Sur de Quito
2. Comité Pro-mejoras de Ayacucho
3. Federación de Barrios de Quito
4. Proyecto Habitat
5. Organización Marta Bucaram
6. SNV-Servicios Holandés de Cooperación
7. Fundación Universitaria
8. Defensa de los Barrios del Sur
9. Foro por la Niñez
10. CEPAM
11. Asociación Cooperativa Solidaridad
12. Comisión Femenina de Santa Rosa de Chillogallo
13. Comité Barrial Santa Rosa de Chillogallo
14. Asociación Cristiana de Jóvenes - ACJ
15. ACJ Programa Sur
16. ACJ Santo Domingo de los Colorados
17. Barrio Zaracay de Santo Domingo de los Colorados
18. Cooperativa Che Guevara de Santo Domingo de los Colorados
19. Cooperativa Ciudad Nueva de Santo Domingo de los Colorados
20. Federación de Barrios del Noroccidente de Quito

MANABI:

21. Frente Unido de los Barrios de Rocafuerte
22. Unión de Barrios de Portoviejo
23. Unión de Barrios Marginales de Chone
24. ACJ Chone

GUAYAS:

25. Frente de Usuarios Guayaquil
26. Federación de Barrios Suburbanos
27. Comité Pro-mejoras Sol Naciente
28. Santa María de Las Lomas

29. Parroquia Domingo Sabio
30. Federación de Barrios Suburbanos Los Chirijos de Milagro
31. Derechos Humanos. de Yaguachi

EL ORO:

32. Coordinadora de Organizaciones Sociales del Sur de Machala
33. Federación de Barrios de Huaquillas
34. ACJ Machala

ESMERALDAS:

35. Federación de Barrios de Esmeraldas

CHIMBORAZO:

36. Hábitat Riobamba
37. Asociación de Pequeños Comerciantes San Sebastián de Colta

CARCHI:

38. Federación de Barrios de Carchi

TUNGURAHUA:

39. Frente de Lucha contra la delincuencia

URUGUAY:

40. FUCVAM

PÉROU:

41. CIDAP

la jeunesse et la ville (atelier 2)

Conclusions (à manière d'aspirations)

"Le jeune apprend la moitié de sa jeunesse des choses qui écourtent son autre moitié"

Après la discussion du document principal présenté par la commission organisatrice, les assistants ont fait plusieurs remarques pour élargir ce document et ils sont arrivés aux conclusions suivantes:

1. SUR L'IDENTITE JUVENILE

L'identité des jeunes gens des villes et d'origine populaire fut considérée comme un thème spécialement problématique

- Comme quelque chose qui doit être **travaillée** (ils ont signalé des caractéristiques recherchées: que le jeune aime et construise ses aspirations, qu'il soit positif; capable d'assumer des responsabilités; qu'il aime la nature; qu'il ait l'esprit critique; qu'il soit transformateur; qu'il soit libre, solidaire, humain, rêveur, sensible, porteur d'illusions; créatif, démocratique, préoccupé par leur réalité, socialisateur, honnête, spontané, transparent, audacieux, gai, optimiste, "socialement sain", capable, leader), **compris, respecté, et conceptualisé** ("recherche et systématisation", conceptualisation sur l'être jeune).
- Comme quelque chose qui doit être promue (au pluriel, "les identités juvéniles")
- Comme quelque chose qui doit se constituer dans les termes de relation-opposition) des manières d'expressions anormales: la préoccupation pour les "bandes".
- Comme quelque chose qui exige la nécessité d'engager des "meilleurs niveaux de communication où il y ait du respect et du dialogue" entre jeunes autant qu'entre jeunes et d'autre acteurs.

2. LA NECESSITE D'ESPACES POUR LES JEUNES

La vie urbaine du jeune latino-américain se développe dans une situation d'absence d'espaces pour sa réalisation et pour le développement de ses activités.

- Les **espaces sociaux** pour que les jeunes se réalisent et s'expriment: "du respect à l'être jeune"; "respect à la culture du jeune", qu'il soit pris en compte comme un être humain intégral, avec des capacités, droits, devoirs, décisions, liberté". Vus comme des personnes avec droits et obligations dans un rapport d'égalité qui leur permet de se développer dans tous les aspects et à tous les niveaux.
- Les **espaces de participation sociale et politique**: pour que les jeunes puissent intervenir dans la marche de la société, etc. Qu'il exerce et décide dans la société.
- Des espaces physiques pour réaliser des activités propres (des programmes créatifs-récréatifs)

3. ATTENTION AUX PROBLEMES SPECIFIQUES

Les assistants ont identifié quelques problèmes spécifiques dont l'attention devrait être priorisée:

- On demande à **la famille**:
 - . possibilités de se développer dans la famille,
 - . que la famille soit le soutien du jeune
- On demande à **l'éducation**:
 - . pluralisme culturel,
 - . meilleures alternatives d'éducation,
 - . démocratisation de l'accès à l'éducation,
 - . éducation, mais aussi formation et respect de la vocation (aux options vocationnelles)
- On demande du respect **au logement**:
 - . programmes de logements spécifiques pour des jeunes (familles jeunes, jeunes gens qui habitent seuls ou en groupes)
- On demande du respect des opportunités **de travail**:
 - . majeures et meilleures opportunités laborales (en nombre et qualité)
 - . capacitation adéquate
- On demande autour de **la santé**:
 - . Des politiques de santé spécifiques pour des jeunes
 - . santé intégrale

4. LE BESOIN DE TRAVAIL ASSOCIE POUR SATISFAIRE LES BESOINS DE LA JEUNESSE URBAINE

Les assistants ont coïncidé dans l'opinion qu'une attention effiçace des problèmes dont souffrent la jeunesse urbaine demandent d'un travail associé entre les divers acteurs sociaux et institutionnels: ONG, des organisations sociales, des institutions publiques.

3

Les droits humains et le développement soutenable dans les villes (atelier 4)⁸

En Comprenant les droits humains comme inhérents à l'être humain, que l'homme a sa propre nature et que le pouvoir public est obligé de les respecter, ces droits sont supérieurs à l'État, qui ne les a pas créés, seulement les a reconnu. Le contenu et la formalisation de cette reconnaissance sont influencés et conditionnés par les circonstances historiques et sociales concrètes. De cette façon son caractère s'élargit, il évolue comme un produit de l'avancement de la civilisation humaine et des exigences émergentes de la vie dans la campagne et dans la ville.

Trois catégories ont apparu dans le processus de refondements des droits humains: les droits civils et politiques (première génération); droits économiques, sociaux et culturels (deuxième génération); et les droits à la solidarité ou des peuples (troisième génération); en ce moment dans les organismes internationaux, on a institué une quatrième génération, les droits particuliers des animaux autant que des plantes (par exemple, les droits des condors dans le cas de l'Equateur).

La finalité des droits de première génération est la protection de la liberté, de la sûreté et de l'intégrité physique autant que morale de la personne; ils s'inspirent d'une conception individualiste de la personne, et l'État doit s'abstenir d'attaquer ces droits. Ceux-ci sont préservés par des mécanismes et des instruments qui les défendent en face de l'exercice arbitraire du pouvoir public (habeas corpus) ressource de protection, etc.

Les droits économiques, sociaux et culturels, ont comme but le fait de garantir le bien être économique, une réelle et progressive justice sociale et l'accès aux bénéfices de la culture et de l'éducation. On ne peut pas parler de la libération des droits humains, si on ne crée pas des conditions qui rendent possible à chaque être humain la jouissance effective de tous ses droits. Dans ce cas, **l'État a l'obligation d'agir**; a le devoir de créer les conditions en fournissant les moyens et instruments nécessaires pour satisfaire les besoins élémentaires. Ceux-ci ont un caractère de réalisation progressive; en conséquence, l'État doit mettre toutes ces ressources à la disposition pour la réalisation de ceux-ci.

8 Texte écrit par Jhonny Jiménez.. Servicio. Paz y Justicia del Ecuador.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

Les droits de la troisième génération apparaissent comme des nouvelles menaces et comme des dangers en augmentation. En effet, de nos jours, la dégradation écologique apparaît sans contrôle: la faim, la misère, la dénutrition, l'exploitation, l'insalubrité font des ravages dans les peuples; centaines de millions d'êtres humains vivent dans la misère, la discrimination, l'exploitation et l'oppression, la menace d'une hécatombe nucléaire: Ce sont les problèmes qui donnent du sens aux droits humains de la troisième génération. L'État doit s'abstenir de les violer.

Comme les droits sont universels, intégreaux et indivisibles, on peut parler des droits humains à partir de cette intégrité; nous ne pouvons pas parler du droit à la vie si la majorité des habitants de la terre vivent dans l'indigence. Dans ce qui reste de ces notes, nous parlerons des droits économiques, sociaux et culturels.

L'importance qu'a acquis le développement soutenable à partir des travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le Développement et l'Environnement, cette proposition naît de la nécessité de permettre aux générations présentes de satisfaire ses besoins de base sans nuire aux générations futures. Le résultat de ces deux grandes conférences mondiales (celle d'Environnement-Développement et celle de Droits Humains 1992-1993 respectivement) ont projeté avec une emphase importante toute la préoccupation actuelle sur la suppression de la pauvreté, comme thème central.

L'affinité entre toute cette demande de développement soutenable, et la vigueur des droits économiques, sociaux et culturels. Si on aborde le thème des droits soutenables à partir de cette perspective-là des droits humains, c'est la réalisation des droits de deuxième génération, sans laquelle ou ne peut pas parler de développement soutenable.

La Conférence de Rio a comme préoccupation la satisfaction des besoins humains de base. Elle a fait référence à un droit économique et social qui est le logement. Juan Balber signale qu'au moins un milliard de personnes n'ont pas accès à un logement adéquat. En Equateur, en accord avec les résultats du recensement de 1990, dans le secteur urbain (question d'analyse dans cet atelier), 77% des logements populaires occupés ont accès à l'eau potable du réseau publique, et 23% dans le secteur rural; les niveaux de couverture de l'élimination des eaux usées est de 62% et 9% respectivement.

Selon les projections des recensements de 1982 et 1990, on estime qu'en l'an 2000 la population des villes aura augmenté de 33% dans les zones métropolitaines. Où le problème d'accès aux services publiques est le plus grave, il existe un total de 142.740 logements sans réseaux d'eau potable et de réseau d'égouts, ainsi que un total de 100.000 logements dans les villes urbaines secondaires. C'est un problème de droits humains, droits économiques, sociaux. De plus les villes de Quito et Guayaquil, s'étendent principalement par des installations illégales (invasions), celles ci n'offrent aucune condition digne pour la survie de l'être humain.

Une des préoccupations catégoriques de l'Agenda 21 de Río, qui est d'accord avec les droits humains, la pauvreté et la dégradation du milieu ambiant sont étroitement liées; les grands secteurs les plus vulnérables restent exclus injustement des bénéfices du mal appelé "accroissement" et "modernisation". Le chapitre 3 de l'Agenda 21 pose l'attention indispensable à ces secteurs pour obtenir un développement soutenable. La Conférence de Vienne aborde le développement soutenable par rapport au droit international tels que: le renforcement des institutions démocratiques en particulier celles reliées avec

l'administration de justice: les pouvoirs locaux, l'adaptation des mécanismes de protection des besoins actuels, prochains et futurs.

Comme résultat de ce débat, on a résolu d'élaborer un document qui laisse constante la préoccupation des participants sur le thème posé. Les thèmes centraux de la discussion ont été quatre, lesquels seront plus détaillés ensuite.

Les droits qui sont indéroables et sont appelés droits de subsistance. L'État doit mettre les ressources et tous les efforts pour poursuivre la pleine satisfaction de ceux-ci:

- le droit à la nourriture
- le droit au logement
- le droit aux attentions médicales
- le droit à l'éducation

Une préoccupation de la conférence est les secteurs les plus vulnérables principalement dans la suppression de la pauvreté, mais dans notre pays nous remarquons le manque de décision politique pour que les droits de subsistance soient satisfaits; par exemple, chaque année le gouvernement diminue considérablement le budget pour la santé, selon le rapport social du ILAIS, l'attention médicale en zones prioritaires telles que l'attention à l'accouchement (40% n'a pas d'assistance professionnelle); l'absence de prévention dans le cancer de sein et cervique-utérin; des demandes insatisfaites quant méthodes contraceptifs (27%). Tout ceci provoque la mortalité maternelle et les avortements qui absorbent jusqu'au 60% des ressources des départements gynéco-obstétriques. Le personnel de santé se partage de façon inégale. 90% le fait en zones urbaines et de ceux-ci 60% se concentre dans les provinces de Guayas et de Pichincha. Ce qui nous laisse une préoccupation latente avec les villes urbaines secondaires.

Une autre préoccupation qui marche avec les principes des droits humains, c'est l'attention à l'éducation, sans elle nous ne pourrions pas parler du développement soutenable, puisque c'est un paramètre de mesure du développement d'un peuple. Dans le cas de l'Equateur ce droit humain est laissé de côté, le budget pour l'éducation en 1987 a été de 20.1% tandis que pour 1995 il est de 12,9%, ce qui nous montre un manque totale d'intérêt publique; le taux de redoublement des enfants de l'enseignement primaire est beaucoup plus élevé que celui qui est déclaré qui est de 14,5.

Les hauts indices de violence, principalement dans les grandes villes comme une forme d'échappatoire à la violence structurale, selon une recherche réalisée par le CAAP dans les secteurs urbain-marginaux de Quito, Guayaquil et Cuenca, sont la principale préoccupation des habitants. La délinquance fait partie de la vie quotidienne.

La dégradation des conditions de vie des grands secteurs de la population fait non seulement ressortir les liens entre le développement et les droits humains, mais elle exige une majeure attention à la satisfaction des besoins humains de base et à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. La déclaration de Río place l'être humain dans le centre de préoccupation avec la réalisation du développement soutenable, tandis que la déclaration de Vienne relie le développement soutenable aux divers aspects du droit international.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

Pour cela la nécessité d'établir dans les comités de quartier, des groupes de femmes, d'indigènes, de jeunes, de comités de droits de l'homme qui permettent d'établir un mécanisme de pétitions et de dénonciations attachées aux droits humains dans leurs trois générations.

La nécessité de construire une culture des droits humains qui nous permette de fortifier leur réalisation, pour cela l'éducation en droits humains, dans les établissements éducatifs ainsi que chez les différents groupes organisés, est nécessaire.

La préoccupation de plus en plus latente, est la violence dans les villes, il est nécessaire de construire une culture de non violence. Pour cela, il est nécessaire une décision politique des organismes sectionels et de l'État, pour que, la résolution des conflits se fasse d'une manière non-violente. Dans les quartiers périphériques de la Colombie on a formé des groupes d'intermédiaires pour la résolution des conflits.

l'art public dans la ville de quito. politiques et expériences (atelier 7)

La Direction de Parcs et Jardins de l'EMOP-Q, compromise avec les objectifs de l'événement "A la rencontre d'une ville pour la vie", a voulu mettre à la considération de la communauté internationale son projet "L'Art pour Tous", expérience qui a commencé il y a six années, aujourd'hui elle peut aider à la réflexion et la recherche des propositions pour affronter les problèmes des villes actuelles.

L'Atelier "L'Art public dans la ville de Quito: politiques et expériences" s'est réalisé les jours 14 et 15 novembre 1995, et notre objectif spécifique a été de faire de cet atelier un mécanisme d'évaluation de telle façon qu'appuyés par les critères d'un groupe choisi de participants, nous puissions avancer dans le futur dans le réajustement de notre processus. Donc les propositions et conclusions font emphase dans cette orientation.

ANTECEDENTS

Historiquement, la présence de l'Art public dans les villes des pays en voies de développement a été généralement naissant

Ceci était la situation de la ville de Quito, capital de la République de l'Equateur, à la fin de la décennie des années quatre-vingts (1989). Date à laquelle, on formule le projet "L'Art pour tous".

Les conditions pour la faisabilité du projet étaient très adverses: d'un côté le marché de l'art local ne permettait pas qu'une jeune génération d'artistes puissent offrir ses propositions, ni confronter sa réalisation comme un processus économique; l'idéologie politique sur le "service publique" orientée à donner la priorité seulement aux besoins basiques; en plus le manque totale d'antécédents opératifs et administratifs; la culture artistique sociale se réfère à des canons très conservateurs et de matrice de valoration de l'art officiel républicain. Tous ces facteurs devaient être surpassés.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

Dans ce contexte, "vendre l'idée", de la nécessité d'incorporer l'art public à la ville, sonnait utopique et peu réaliste; la considération que l'art public était un facteur substantiel de la qualité de vie d'une ville sonnait comme un tromperie.

PRINCIPES

Le projet "L'Art pour Tous" qui a commencé l'année 1990 part des objectifs suivants pour la proposition sculpturale:

- réhabiliter les espaces publics.
- incorporer la plastique à la structure urbaine.
- stimuler l'appropriation des espaces publics par les citoyens.
- convoquer à la réflexion et discussion sur l'art public.
- orienter et stimuler l'utilisation et le recyclage des matériaux de rebut.

La proposition pour la peinture murale s'initie dans l'année 1991 et ses objectifs sont les suivants:

- déployer la créativité et le message visuel dans des grands espaces urbains.
- intervenir avec des proposition artistiques sur les murs gris de la ville.
- faire de la peinture un moyen pour obtenir un paysage nouveau, différent, à la disposition de l'homme ordinaire.
- contrôler l'agressivité de la propagande et son conséquent effet de pollution visuelle.

Pour pouvoir viabiliser la proposition, on développe une stratégie de gestion orientée pour surmonter les obstacles ou barrières qu'affrontaient le projet.

On a cherché et obtenu l'appui politique, idéologique au processus de la part du niveau le plus haut du gouvernement local, le même qui se maintient pendant six années.

Une mécanique appropriée pour l'obtention des ressources financières administratives et d'opération a permis la creation d'efficaces mécanismes de gestion du projet.

On a utilisé la capacité installée et on l'a adapté et transférée à l'objectif spécifique: on a créé l'atelier d'Art Monumental "Las Cuadras", le premier en Amérique Latine.

La Direction des Parcs et Jardins a constitué la Dignité d'Art Public et a relié celle-ci à la structure administrative institutionnelle.

On a opté, en n'ayant pas d'autre alternative, pour le mécanisme de créer la charge ou le poste "d'Artiste Urbain", procédure qui a permis la participation des professionnels.

PROPOSITION

En 1990 avec l'implantation de l'Atelier d'Art Monumental "Las Cuadras", l'unique en Amérique Latine, se compromettent des artistes contemporains, peintres et sculpteurs d'excellente trajectoire, qui sont attirés par l'importance du projet et la grandeur de la proposition s'incorporent à lui, en initiant un processus de création qui dure déjà depuis six années.

Dans ce programme interviennent des fonds de peu importance tant municipaux que privés, canalisés par des accords de cogestion, en obtenant de la créativité avec peu de ressources. Le résultat, c'est l'incorporation aux espaces publics de Quito de 86 sculptures et la constitution de 7 parcs avec des sculptures.

Les propositions pictoriques dans le cadre institutionnel commencent en 1991; on forme une unité opérative à cette fin; après s'uniront des peintres de renom. En 1992, l'idée déjà conçue, on incorpore la peinture murale aux éléments les plus significatifs de la trame viale, processus qui dure déjà depuis 4 années. Les résultats sont l'incorporation de 20 peintures murales, 14 peintures murales sur des échangeurs, 8 peintures murales sur des abris de bus, au total 42 peintures murales.

A l'occasion de l'événement "A la Rencontre d'une ville pour la vie", la Direction de Parcs et Jardins a considéré que cette conjoncture devait permettre un processus d'évaluation de ce projet, et avec cet objectif s'est réalisé l'Atelier "L'Art Public dans la ville de Quito: Politiques et expériences", les résultats et recommandations serviront à faire les politiques de réajustement du processus.

On a invité à l'atelier un groupe choisi de participants, constitué par des membres de la communauté diplomatique, artistes, représentants de centres d'éducation spécialisée, critiques d'art et de presse.

On a instruit une approche objective du projet, par des visites d'observation des résultats, à l'atelier "Las Cuadras". On a dicté une conférence et on a mis en considération le document de l'évaluation préliminaire du Projet "L'Art pour tous", document développé selon la méthodologie d'évaluation des résultats, élaboré par l'I.U.L.A.-CELCADEL pour être appliqués aux projets de développement local des municipalités. Cette méthodologie permet de relever non seulement la vision officielle, mais aussi les critiques et les observations opposées au projet.

On a créé des mécanismes transparents pour la constitution de l'opinion et de l'évaluation du projet; on a réalisé une table-ronde; on a conformé une commission-atelier, et on a fait une enquête d'opinion auprès de tous les participants. Le point de vue de l'enquête, a été celui de relever les thèmes plus contestables et substantiels que les moyens de communication avaient enregistrés pendant ces six années de processus. On a réuni les opinions centrales de la table-ronde; on a reçu le document "Des Recommandations Ponctuelles que la commission-atelier de l'événement 'L'Art Public dans la ville de Quito: des politiques et des expériences' formule sur le projet "L'Art pour tous".

On a élaboré l'analyse de l'enquête d'opinion sur le projet "L'Art pour Tous". On a systématisé les principales tendances d'opinion et on a élaboré un ensemble d'actions qui se déduisent des opinions prédominantes.

Tous ces aspects ont permis de structurer un ensemble de directions qui nourrissent une nouvelle étape du projet, étape que cette Direction se compromet à établir à partir du début de la gestion de l'année prochaine.

Bien que l'évaluation est largement favorable aux politiques et mécanismes installés jusqu'aujourd'hui, et qu'on compte sur la pleine garantie politique et sociale pour le projet, cette Direction continuera à chercher de façon permanente des mécanismes qui permettent de surmonter les niveaux d'efficience et d'efficacité obtenus. Nous considérons qu'un réajustement du processus sera toujours une option valide. On essaye de chercher le bien être intégral de notre peuple.

COMPROMIS

La Direction, organisme exécutif de ce projet se compromet à assumer les actions suivantes qui permettront d'augmenter un réajustement de celui-ci:

- On structurera une instance technique professionnelle pour la planification des critères de localisation des sculptures dans l'espace urbain.
- On a initié l'augmentation et la réorganisation de l'atelier "Las Cuadras", dans ses aspects opératifs et on approfondira les processus de gestion de cette instance.
- Comme mécanisme parallèle pour choisir les oeuvres qui doivent être implantées dans la ville, on créera un événement nommé "Concours ouvert annuel des sculptures publiques pour Quito"

5

l'équateur vers l'habitat II (atelier 8)

Forum de la Citoyenneté **Conclusions du Forum** **“Compromis Nationaux vers l’Habitat II”** **Quito, le 14 novembre 1995**

- Après l'explication officielle que le Comité Préparatoire de l'Habitat II a un caractère ouvert, les assistants se sont mis d'accord pour renforcer sa constitution à partir des institutions qui la représentent.
- On a chargé les entités organisatrices des activités en Equateur reliées à l'Habitat II, l'élaboration d'un document précis sur la stratégie de préparation de la position équatorienne, qui note les éléments et idées présentées par les assistants au Forum ainsi que la préparation d'une description narrative.
- On a relevé qu'il est nécessaire d'approfondir les éléments techniques d'un diagnostic du processus urbain équatorien tant au niveau national, comme local et civil. Pour cela on devra noter tous les apports, spécialement statistiques qui se préparent, ainsi que les existances en ressources traditionnelles. On a dit aussi qu'il est nécessaire de réviser les conclusions et travaux d'Habitat I.
- On a mis en évidence la conjoncture que vit le pays. L'objectif central de la position équatorienne doit être un grand compromis politique pluriel où on fait ressortir des éléments de la spécificité nationale et le compromis du citoyen, spécialement autour du caractère, la transition du modèle de développement, la soutenabilité urbaine, la concertation dans les villes, le rôle des établissements humains, les solidarités sociales, la responsabilité de l'État, le logement, le renforcement institutionnel, la pauvreté et la stratégie facilitatrice.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

- On a dirigé une exhortation au gouvernement pour qu'il propulse avec décision la préparation de la position équatorienne à tous les niveaux et pour que les compromis qui s'adopteront acquièrent la modalité d'une politique d'État pour assurer sa perpétuité.
- On a reconnu la nécessité d'élargir le nombre des acteurs participants dans l'élaboration de la position nationale, spécialement, les acteurs sociaux et les municipalités.
- Le collectif ne s'est pas décidé pour le chemin correct pour la formulation de la position nationale, en mettant en évidence d'un côté la possibilité d'élaborer d'abord la position non gouvernementale afin d'intégrer la position nationale après un dialogue et une concertation avec le gouvernement; ou, d'un autre côté, élaborer dès le début, la position nationale selon la documentation existante. Cependant on a fait ressortir que l'élaboration de la position nationale est conditionné de possibilité par la d'assumer des compromis de Politique Extérieure comme la Déclaration de l'Habitat II.
- On a soutenu que la commission d'Habitat du Parlement dont les dignitaires ont offert une absolue collaboration peut faire partie de l'élaboration d'un compromis politique sur le thème.
- On a suggéré la réalisation de diverses activités, dans lesquelles on a inclu des rendez-vous de consultation dans les villes de Cuenca et Guayaquil, ainsi que l'on a proposé la possibilité d'incorporer -dans l'élaboration de la position équatorienne- les conclusions des événements où les protagonistes soient des acteurs urbains non conventionnels tels que écrivains, médecins ou autres.

6

participation de citoyens, pouvoir local et concertation (atelier 9)

Organisateur:

Secteur d'Éducation Populaire
pour le renforcement du pouvoir local par les citoyens
Conseil éducatif d'adultes d'Amérique Latine

Cordinateur Général:

Arles Caruso

Rédacteurs:

Rosario Carrizosa, Fondations AVP Colombie
Julio Calderón, Animateur du Secteur dans la Zone Andine.

TRANSFERT DU POUVOIR DE L'ÉTAT A LA SOCIÉTÉ CIVILE

Nous considérons important de fortifier la tendance actuelle des divers agents tels que les gouvernements locaux, les communautés, les organismes de coopération internationale et bilatérale, à promouvoir la participation vicinale et citadine dans la conduite des gouvernements municipaux et la gestion locale. Cette tendance, reconnaît des processus populaires dans la production sociale de l'Habitat, qui ont demandé des instances de cogestion efficaces et viables si on permet aux habitants l'accès aux décisions sur les affaires qui les concernent.

Cette proposition requiert deux conditions: l'une au niveau de la restructuration de l'État qui considère de manière indispensable la transférence budgétaire effective aux municipalités, et une autre, qui implique de profondes modifications dans le milieu culturel.

Le processus de décentralisation doit être orienté aux propositions de réforme urbaine qui surpassent les actuelles conditions perverses qu'il y a dans nos villes. De la même façon, on doit tenir en compte les différences du système de ville (métropoles, villes intermédiaires et petites, et municipalités rurales et sa campagne).

1. Par rapport à la restructuration de l'Etat nous établissons:

- Il est de la responsabilité des gouvernements nationaux de réglementer le renforcement des gouvernements locaux par la décentralisation, en élargissant et/ou en créant les instruments budgétaires, fiscaux, financiers, juridiques, administratifs et opératifs qui leur permettent d'être les acteurs principaux dans la production de l'Habitat.
- Les gouvernements nationaux doivent approuver le cadre général approprié pour que les municipalités puissent recevoir des attributions et des ressources; ce cadre doit être formulé d'une façon claire et fiable et doit être correctement diffusé en compromettant l'appui des moyens massifs de communication.
- Les gouvernements locaux, doivent diffuser le cadre qui règle la participation des citoyens pour connaître et obtenir l'appropriation de la part de la citoyenneté en face des services et ressources qu'offre la localité.

2. Transfert du pouvoir local à la société civile

- Les gouvernements locaux doivent destiner des ressources pour la formation dans la participation et créer des organes effectifs pour que la citoyenneté puisse évaluer, diagnostiquer, faire des plans et contrôler le développement local.
- Légitimer les espaces de pouvoir, et de concertation populaire qui transcendent le consultif, en incorporant le composant décisif de façon institutionnalisée pour permettre l'accès des citoyens et des autorités, afin que les premiers accèdent au contrôle territorial.

3. Recommandations spécifiques pour consolider le gouvernement local

- Les gouvernements locaux doivent engendrer des banques d'information sur l'équipement urbain, ses ressources, leur état actuel et leur future amélioration.
- Les gouvernements locaux doivent fortifier les systèmes cadastraux clairs et efficaces comme un mécanisme pour l'auto-financement local et la démocratisation pour l'obtention et l'utilisation des ressources.
- Les gouvernements locaux doivent engendrer des indicateurs de gestion locale ou fortifier les existants et s'engager dans la formation des fonctionnaires locaux pour obtenir, que ceux-ci, installent les processus de décentralisation et participation.
- Engendrer des politiques pour fortifier la gestion municipale avec l'incorporation des conseillers techniques pour l'équipement nécessaire et les processus de capacitation.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

- Faire parvenir les ressources internationales directement aux municipalités, avec l'appui des gouvernements nationaux, en créant les canaux nécessaires de contrôle d'investissement.
- Tendre vers les projets multilatéraux en cogestion entre gouvernements locaux, divers niveaux de l'Etat central et les organisations civiques et populaires.
- Promouvoir la déconcentration administrative afin qu'elle étende son caractère orientateur et informatif, en lui donnant des capacités exécutives et de réalisation de procédés.
- Promouvoir auprès du gouvernement local, un traitement par niveaux de secteurs et pas seulement de quartiers, qui donne un impact majeur aux actions et permet le renforcement des organisations de deuxième niveau.

4. Aspects culturels

- Les processus de développement de l'équilibre populaire, vont au delà des modifications dans la partie administrative pour insérer directement les formes culturelles et symboliques où se sont structurées nos villes. Il est nécessaire de:
- Promouvoir une culture démocratique auprès de l'ensemble des agents et acteurs pour qu'ils soient conscients des droits, des devoirs et des responsabilités qui leur correspondent.
- Développer et habiliter sur un profil éthique de compromis et de responsabilités les autorités publiques.
- Promouvoir dans les communautés une culture de contribution et de responsabilités dans la création et la manutention des services publics; il est nécessaire d'affronter la culture du "non paiement" ou de la prébende.
- Promouvoir auprès des divers acteurs une culture de gouvernement qui profite des avantages qu'offre facilitent l'exercice des administrations locales; surpasser une vision restreinte de l'opposition au gouvernement national.

5. Loi (Moyen)

PROPOSITION SPECIFIQUE

Promouvoir dans nos sociétés, l'approbation de lois de participation des citoyens qui garantissent la présence de la communauté dans les affaires centrales, en évitant que ces processus dépendent de la volonté politique des autorités et assument un caractère institutionnel.

Quito, le 15 novembre 1995

7

la santé dans la gestion locale de l'habitat urbain (atelier 10)

1. Conclusions générales

En Amérique Latine et en raison de l'implantation de politiques néolibérales, de l'endettement externe, du pouvoir exercé par le capital international avec la complicité des gouvernants, se consolide un modèle de développement qui:

- Privilégie la croissance économique et l'accumulation du capital, avant comme conséquence la concentration de la richesse dans peu de familles
- Subordonne le bien-être collectif à l'intérêt individuel
- Augmente la pauvreté, en obligeant les femmes pauvres à assumer chaque jour plus de travaux pour garantir la survie des familles.
- Dégrade l'environnement naturel, comme conséquence de l'usage irresponsable des réserves naturelles.
- Diminue ou annule les actions dirigées à la promotion et entretien des conditions de vie saine comme résultat de l'implantation de politiques qui réduisent la capacité d'investissement du secteur de l'Etat.
- Bouleverse les fonds publics et avec cela la capacité des gouvernements pour investir dans l'entretien, l'opération et l'ampliation des services publics (santé, éducation et bien être social)

Dans ce contexte, les villes latino-américaines se positionnent comme centre des activités humaines et comme point focal des processus politiques et économiques. Un des phénomènes plus importants du moment actuel, c'est le surgissement de la pauvreté humaine comme une formule de vie généralisée pour de grands groupes de population.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

- Aujourd'hui, des millions de personnes se concentrent dans des centres urbains et habitent en situation critique (nombre croissant de ceux qui n'ont pas de maison), enfants de la rue, **favelas** et périphéries sans services de base, en détruisant les identités, les valeurs culturelles, les structures familiales, obligeant aux femmes à assumer le soutien de leurs familles, obligées à mal-vivre avec la pollution des eaux, de l'air, du sol, privées de la moindre perspective de satisfaire les plus élémentaires besoins du nourrisson, en logement, en transport, en approvisionnement en eau potable, en réseau d'égouts, en service de ramassage et de stockage des ordures, etc
- La localisation des logements les plus pauvres dans le territoire urbain, dénote une ségrégation socio-résidentielle marquée, grandes parties de la population sont obligées de se déplacer aux périphéries des zones consolidées des villes, c'est pourquoi, en plus de ne pas être avantagé par la présence des services de consommation collectif et de voir croître les distances et le temps quotidien de parcours, ils se trouvent soumis à cohabiter avec des menaces naturelles (des terrains avec de fortes pentes, mangroves, endroits de drainage naturel de volcans actifs, etc). Ainsi, ils se trouvent exposés aux inondations, aux flux de boues, des écroulements, etc, qui augmentent le risque de souffrir des désastres par la vulnérabilité de leurs logements, des chemins et des services.
- La destruction de la mémoire et des références urbaines, constitue un grave impact psychologique et social, spécialement dans nos villes où la moitié de la population est migrante. Cela apporte significativement la présence d'une série de pathologies mentales.
- Chaque jour, les familles urbaines se transforment en unités de consommation d'aliments préparés par d'autres (un exemple dramatique de cette conversion culturelle et économique, on l'observe sur les enfants qui n'ont pas été allaités dans les premiers jours de vie où on utilise du lait préparé par des industries). Le changement de l'élaboration domestique à la consommation de produits alimentaires industriels, signifie que le contrôle social de tels produits passe de la famille aux entités économiques étrangères.
- Dans ce contextes la vie dans la ville se caractérise par sa grande mobilité, sa relativité et son impersonnalité. Les déplacements et la circulation sont des tâches les plus improductives, avec des conséquences comme la réduction des heures de repos, dans une tension supplémentaire qui conduit l'individu dans un état d'intense détérioration. La réalisation de ses activités quotidiennes dans des endroits éloignés les uns des autres, oblige à établir des relations fragmentaires avec des personnes qu'on n'arrivera jamais à connaître. Sa personnalité se détériore avec ce changement accéléré et fini par le rendre instable, en augmentant la névrose et les désordres de la personnalité.
- Dans les villes latino-américaines, on observe un mosaïque épidémiologique où l'apparition de nouvelles pathologies comme les néoplasies, coronariopathies, les empoisonnements et la violence (altérations dans la sphère psychique et conductuel, suicide, stress, altérations du comportement), se situent entre les dix premières causes d'hospitalisation et de mort, partageant ce rang avec les infectieuses.
- Il y a un rapport clair entre les décès produits par la présence de maladies infectieuses et transmissibles, (telles que le choléra, la fièvre typhoïde, l'amibiase, la shigelose et les diarrhées, les infections intestinales, la fièvre jaune, l'hépatite

infectieuse, les rickettsiose, l'ankilostomiase et les helmintiases) et l'absence de services, d'eau potable, de réseau d'égouts et l'élimination appropriée des résidus solides dans les logements les plus pauvres.

- Il est connu, que les hauts taux de mortalité, dus à la dénutrition, à la tuberculose, aux infections intestinales et respiratoires, sont étroitement liées avec des processus de consommation restreinte et la détérioration de la reproduction de base.
- Durant la dernière décennie, on observe une importante augmentation de la tuberculose et de la dénutrition, puisque les conditions de vie ont été sérieusement affectées. Plus encore, le comportement de ces deux causes de mort adopte un comportement différent à la campagne et dans les villes. Dans les villes, les taux de prévalence ont augmenté par rapport au niveau national, pas seulement les taux de mortalité, mais aussi les taux de morbidité comme le démontrent les statistiques officielles.
- Pour confronter cette situation, s'imposent des modifications substantielles dans les actuelles et futures conditions de vie des vastes majorités de la population qui ne peuvent passer que par la réalisation d'un grand ensemble de réformes à l'intérieur des pays.

2. PRINCIPES

- Il est nécessaire de penser à la ville comme un tout, qui à la fois fait partie d'un ensemble plus grand, reconnaissant la valeur de ce qui est local, où chacun des citoyens aide à la création d'un habitat salubre, agissant dans le présent et prenant toujours en compte le futur.
- La valorisation et le respect de l'ambiance naturelle et constituée, ne peut pas être exclus dans l'élaboration d'une proposition de promotion de la santé, la même qui devrait être traitée à partir d'une perspective globale, en cherchant toujours le rapport harmonieux entre l'homme et l'environnement naturel et construit.
- L'utilisation et la conduite correctes des ressources appelées naturelles, (de l'eau, des combustibles, de l'énergie) doivent être incorporées dans les propositions des promotions de la santé urbaine, en confrontant les valeurs que sont encouragés par la société de consommation et qui affectent l'environnement en produisant des graves altérations.
- Développer une conscience solidaire et collective, en face d'un modèle de développement qui favorise et reproduit une forme de vie avec des patrons culturels individualistes; il est nécessaire d'engager le citoyen dans la prise des décisions et d'actions, en le faisant se sentir sûr de tout ce qu'il est et pas de ce qu'il a.
- La perspective de faire des villes solidaires, démocratiques et salubres, est un devoir de tous, avec la participation de la citoyenneté par ses propres formes organisatives. Cela suppose, la reconnaissance du droit du citoyen pour participer dans la formulation et l'exécution des politiques de promotion de la santé.
- Le développement des actions de promotion de la santé, doit garantir la couverture à toute la population indépendamment des conditions socio-économiques de sa fonction, sa position sociale et sa hiérarchie occupationnelle.

- Le cadre de référence pour augmenter les actions de promotion de la santé suppose une vision de la santé dans le sens le plus vaste.
- La direction de la planification et de l'exécution des activités de promotion de la santé dans les villes, doit être la fonction des gouvernements locaux en coordination avec le Ministère de la Santé Publique et le Conseil National de la Santé.
- Dans ce contexte, rêver aujourd'hui est très important, le paradigme de construire une ville saine et démocratique qui répond aux intérêts et aux besoins de l'ensemble de la population, devrait se constituer dans le soutien des actions de promotion de la santé.

3. PROPOSITIONS

- La coordination est fondamentale sur toutes les actions de santé qui se réalisent dans une ville: les gouvernements locaux devraient: régler et diriger la politique et l'action de santé, accomplir le contrôle des actions et des services promis par le réseau des services urbains.
- Insérer les organisations de citoyens dans les actions de santé, rendant propice la coordination des activités entre les formes variées d'organisation citadine existantes, dans ce domaine, il est prioritaire de récupérer l'expérience, les potentialités et actions des diverses formes d'organisation des citoyens existantes.
- Promouvoir des mécanismes de concertation avec les divers acteurs et agents mêlés à la santé, pour cela il est urgent de surmonter la croyance que la promotion de la santé concerne uniquement les agents qui ont des responsabilités directes dans les actions de la santé, mais aussi à l'ensemble de la citoyenneté.
- Les actions de formation doivent se comprendre comme partie d'un processus, où les différents sujets mêlés doivent s'approprier le discours et les pratiques que suppose l'implantation des actions de santé. Pour cela il sera nécessaire de respecter les dynamiques propres (le fonctionnement, les rythmes et les formes d'organisation) des divers agents et des acteurs.
- Relevons le fait que des ressources humaines qui travaillent dans le secteur de la santé n'ont pas une formation concordante avec les nécessités que pose les problèmes urbains. Donc, il est fondamental d'approfondir les mécanismes d'intégration entre la formation des ressources humaines en général et particulièrement l'universitaire (discussion du rôle de l'Université dans le développement des villes); cela suppose prospicier que les centres académiques formateurs de ressources humaines assument avec responsabilité cette formation, pour adopter le profil professionnel aux besoins nationaux et locaux des ressources humaines provenant des Sciences Sociales. Il est urgent, d'un côté, une participation plus grande et d'un autre, la formation du personnel administratif et technique des différentes municipalités
- Les moyens de communication doivent contribuer à la construction d'une nouvelle conscience des citoyens (ou de la citoyenneté), qui respecte et garantit la diversité ethnique et culturelle des villes. En même temps, les moyens de

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

communication devraient accomplir un rôle fondamental dans la diffusion dans l'opinion publique des contenus, des réussites et des actions de la promotion de la santé. Ces actions doivent se comprendre comme des processus qui, à la fois, cherchent à promouvoir des changements de concepts, idées et croyances, à développer de nouvelles habitudes, comportements et attitudes et à renforcer les conduites positives qui par rapport à la promotion de la santé ont déjà les peuples.

- Dans le domaine de la recherche de la santé dans la ville il est nécessaire de produire une nouvelle information, par de nouveaux systèmes de classification théorique, qui en même temps qu'elle interprète les processus passés, puisse être protagoniste directe de l'organisation du futur de la formation des chercheurs qui deviennent protagonistes de la construction d'un futur désiré.
- Développement d'un appui solide d'information, conçu comme un instrument d'appui de nouvelles propositions et particulièrement la gestion; la construction de nouveaux indicateurs qui intègrent une série de nouveaux paramètres; ceci à fois, permettra d'augmenter le degré de rationalité technique et servira d'appui pour la formation de ressources humaines. L'information devra être à la disposition de tous les intéressés et aider au "contrôle social" sur les conditions des services de santé de la part de la population.
- Avec l'implantation du système d'information, on doit réaliser la formation des ressources humaines insérés dans les actions sociales.
- Il est urgent de reconnaître les résultats et limites des actions pour la promotion de la santé et qui augmente, dans les différentes villes latino-américaines; sans cette reconnaissance, il est impossible de faire de nouvelles propositions.
- Les gouvernements locaux doivent avoir de l'autonomie, pas seulement dans la gestion mais aussi dans le financement (autonomie fiscale et financière) des actions de promotion de la santé.
- Il est urgent de rationaliser les dépenses du secteur social et en particulier du secteur de la santé, ce qui implique la création de mécanismes de contrôle et d'évaluation dans l'application de ressources.
- Donner une majeure évaluation aux aspects culturels des villes. Une valeur culturelle, dans le plus vaste sens, c'est une référence qui a un sens pour la vie de groupes sociaux et de chaque individu; c'est le scénario des activités collectives, symbole de moments importants, des espaces qui servent à identifier et renforcer des situations et des activités répétées quotidiennement, c'est cet ensemble là, éléments de la ville qui constituent le quotidien, l'habituel, l'ambiance reconnue et familier de chaque personne, en définitive, des lieux où se fortifient les liens entre l'individu, la société et l'environnement urbain.
- Ce qui est en question, c'est la nécessité de créer un nouveau modèle de développement dont l'objectif soit le bien être des peuples en équilibre avec la nature.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Promouvoir le droit à l'information, ainsi que l'accès des secteurs populaires aux moyens de communication de masses.
- Promouvoir et stimuler la constitution au niveau local, national et international de fonds et mécanismes autonomes de gestion pour la santé et des équipements urbains; et de garantir le contrôle social sur la destination de ces ressources. Il est urgent d'universaliser la couverture des services d'assainissement fondamental et d'infrastructure en garantissant l'accès à tous les usagers urbains.
- Prioriser le transport massif dans ces diverses modalités, ainsi que la substitution de l'actuelle matrice énergétique pour des œuvres non contaminantes.

gestion de l'habitat urbain: prévention et atténuation des désastres (atelier 12)

CONCLUSIONS GENERALES

ANTECEDENTS

- Conformément aux tendances actuelles, 75% de la population en Amérique Latine habite dans des zones urbaines et dans les 30 années prochaines ce pourcentage aura augmenté jusqu'à 85%, comme résultat de ceci. Les désastres sont aujourd'hui et dans le futur principalement urbains.
- Le processus d'urbanisation des 30 dernières années a créé des villes de plus en plus vulnérables aux désastres dont la fréquence et l'intensité tendent à se développer. La variété et la complexité des menaces "urbaines" a augmenté avec le procès d'urbanisation. Au même moment la croissance des villes a eu des impacts adwerses sur l'équilibre des écosystèmes des zones et régions environnantes, en produisant de nouvelles menaces. Aux traditionnelles menaces naturelles se sont ajoutées diverses menaces de type antropique, technologique et socio-naturelle.
- Les désastres d'origine sismique des villes de Mexique, Guatemala, San Salvador, Managua, Popayán et Huaraz, ceux d'origine technologique associés aux explosions dans les tuyaux de combustible à Guadalajara et du gaz de ville Au Mexique; les épidémies de choléra dans plusieurs villes d'Amérique Latine; les grandes inondations de Buenos Aires et de Tijuana; les glissements de terrains à Rfo de Janeiro et la destruction d'Armero à cause de l'activité volcanique, entre autres, prouvent par ces exemples la variété de facteurs provoquant des désastres dans les villes latino-américaines. Aussi, la fragilité des structures urbaines dans les pays avec un haut niveau de développement, est mis en évidence par les désastres urbains de Kobe, Los Angeles et le sud de Florida avec l'ouragan Andrew

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Les grands désastres urbains, représentent, néanmoins, seulement une partie du problème. En plus, années après années les villes latino-américaines se voient affectées par l'arrivée d'une multiplicité de petits et moyens événements qui constamment affaiblissent les bases du développement de la population et de la société urbaine en général, en étant en même temps des indicateurs prévenants de probables grands désastres futurs.
- Les modèles de développement appliqués ont engendré une croissante vulnérabilité en face des menaces et qui devienne plus forte à cause des hauts niveaux de concentration de l'activité économique, de l'infrastructure et de la population dans les villes. Ce qui s'est indiqué antérieurement, attent de grande proportion dans les zones les plus exposées aux menaces et qui généralement coïncident avec celles qui ont de forts indices de densité de population.
- Les structures existantes pour la gestion des problèmes de l'environnement et des désastres sont dans la plupart des cas très anciennes ou anachroniques et n'ont pas la capacité de s'adapter ou de se transformer convenablement en face de la vitesse et de la complexité que présentent les contextes de menace et de vulnérabilité dans les villes
- L'attention donnée aux problèmes de la gestion ambiante et la gestion des désastres en zones urbaines a été insuffisante. Tandis qu'il y a des cas de gestion dirigés vers des composants modernes de la structure urbaine et des secteurs de la population de plus haut revenu de grandes classes de la population et des communautés pauvres sont dépourvues de protection ou de mesures de sécurité contre les menaces existantes.
- Particulièrement, pendant la dernière décade, la plupart des villes latino-américaines ont affronté de croissantes difficultés pour la dotation et l'entretien de l'infrastructure et des services urbains principaux comme produit du croissant déficit financier qu'elles affrontent. Ceci se voit aggravé encore par le niveau élevés de croissance de la population et des demandes urbaines. La détérioration dans l'infrastructure et les services de base (réseaux d'égouts, systèmes de drainage fluvial, logement social, ramassage des résidus solides, fourniture d'eau potable, etc) a fait augmenter continuellement les facteurs de risque urbain (menaces et vulnérabilités).
- La population urbaine de plus bas revenus en face de la nécessité de satisfaire ses besoins fondamentaux quotidiens (emploi, santé, logement, éducation, etc) tend à reléguer ses priorités, la considération et la promotion des activités orientées vers la réduction des facteurs à risque auxquels elle est exposée.
- Comme on le signale dans la Déclaration de Cartagène dans le contexte du DIRDN* on n'a pas considéré la prévention des désastres comme une stratégie fondamentale pour un développement soutenable. En conséquence, dans la région, il n'existe pas une articulation effective entre les activités de prévention et d'atténuation des désastres avec celles de la gestion et protection de l'environnement.

* Decade internationale pour la réduction des effets des désastres naturels.

2. PRINCIPES

- Pour compatibiliser l'écosystème naturel avec la société qui l'occupe et l'exploite, il sera nécessaire de doser et d'orienter l'action de l'homme sur les ressources naturelles.
- La réduction des désastres urbains sera possible uniquement s'ils sont conceptualisés comme produits de la dynamique du processus de développement urbain et considérés comme partie des principes fondamentaux de la gestion de l'environnement, de la planification et d'assignation de ressources pour le développement urbain.
- On doit insister sur le progrès d'un point de vue qui privilégie la prévention et l'atténuation des désastres. Parallèlement, on doit continuer à donner une attention aux préparatifs et aux réponses aux désastres et à la recherche de mécanismes plus efficaces.
- Les politiques de prévention et d'atténuation des désastres doivent se fonder sur la participation protagonique de la population à risque, en considérant ses besoins et les opportunités de développement, ensemble avec le secteur privé, les différents niveaux de gouvernement et les organisations sociales locales. Cependant, ceci ne libère pas l'Etat de sa responsabilité par rapport à la sécurité de la population.
- La population, et en particulier celle qui se trouve dans des endroits à en risque, a le droit de compter sur une information opportune et précise sur les menaces et conditions de vulnérabilité où elle se trouve.

3. PROPOSITIONS

- Pousser et institutionaliser des vastes campagnes éducatives et de prise de conscience entre les secteurs divers de la population quant aux facteurs de risque et de désastres, dans lesquelles les moyens de communication collectifs et les systèmes d'éducation formelle et informelle doivent assumer un rôle protagonique.
- Promouvoir l'analyse et le contrôle continuels des diverses menaces urbaines et les facteurs qui déterminent la vulnérabilité, en motivant la population à participer activement dans ce processus a niveau local.
- L'Etat doit favoriser la formation de systèmes d'information appropriés et qui puissent être utilisés par la population. De la même façon, les moyens massifs de communication devront assumer la responsabilité de diffuser largement cette information.
- Par rapport aux menaces naturelles (séismes, volcans, ouragans, etc) promouvoir activement l'introduction, l'actualisation et l'accomplissement des normes quant à l'usage du sol, en évitant la construction de nouvelles infrastructures dans des zones menacées (failles, pentes, zones d'inondation, etc). Parallèlement, on doit promouvoir l'utilisation productive et récréationnelle alternative de ces mêmes zones au bénéfice de la population marginale grâce à la stimulation de l'agriculture urbaine, des espaces récréatifs et en général de la récupération écologique des zones dégradées

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- On doit stimuler la diffusion et l'utilisation de techniques de construction appropriées, physiquement, socialement et culturellement acceptables et économiquement viables.
- Par rapport au croissant nombre de menaces anthropiques, technologiques et socio-naturelles, l'attention doit se concentrer dans le changement et le contrôle des pratiques sociales et productives qui créent la menace cherchant ainsi la réduction ou l'élimination totale de celles-ci. Pour cela il sera nécessaire de combiner les normes et leur accomplissement, la vigilance de la prise de conscience et l'offre d'alternatives.
- Les structures administratives créées autour de la gestion de l'environnement, la gestion des désastres et la planification urbaine, doivent se soutenir sur une vaste concertation entre les divers secteurs économiques et sociaux, en plus d'être attentives aux changements dans le contexte des menaces et de la vulnérabilité urbaine. La programmation, la planification et l'augmentation des activités doivent prendre en compte non seulement la ville mais aussi son contour régional, évitant la promotion des actions partielles dans des endroits qui pourraient engendrer des répercussions nocives dans d'autres zones.
- Pour réaliser une gestion adéquate de la ville, de l'environnement et des désastres, celle, à devra être faite par une société civile. L'autonomie des communautés et des autorités devra être une stratégie explicite pour obtenir des résultats effectifs.

9

rencontre regionales, strategies d'attention aux groupes urbains les plus pauvres (atelier 13)

**alberto rosero
PROGRAMME CAVIP**

Présentation

Ce document est le résultat non seulement d'un atelier qui s'est réalisé à Quito au mois de Novembre, mais aussi d'un processus et d'un effort de plusieurs années. En effet, l'idée d'aborder d'une façon différente le grand problème habitationnel, spécialement ce composant qui est en rapport avec la population la plus pauvre des villes, c'est initié avant de 1990.

Cette année, dans un effort conjoint de l'appelée à cette époque JUNTA NACIONAL DE LA VIVIENDA (JNV) du Banco Ecuatoriano de la Vivienda (BEV) et de la "Société Allemande de Coopération Technique" (GTZ) c'est lancée l'idée de conseiller la population marginale pour faciliter l'accès à un logement plus digne et démontrer que l'option d'améliorer les conditions actuelles de logement et d'habitat pourrait être une alternative soutenable valable et concomitante avec les programmes qui préconisent la construction de nouveaux ensembles résidentiels.

Au début de cette expérience, qui a commencé avec un petit projet pilote développé à Babahoyo à la fin de 1989, le principal objectif était de vérifier le degré d'acceptation que cette idée pouvait avoir dans la population marginale urbaine. La réponse a été très animée, d'autant que, malgré le manque de ressources financières, la demande du service a été significative

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

L'expérience a continué à Quito, au quartier "Comité del Pueblo Numero Uno" et avec elle, avec une ouverture plus grande vers le crédit de la part officielles, on a réussi consolider la méthode d'assistance technique et développer des composants constructifs accessibles à l'économie de ces secteurs.

Cette deuxième étape expérimentale a permis, en plus, de commencer un processus consistant d'insertion du programme dans la JNV-BEV, et après dans le MIDUVI, ainsi que la coordination des efforts avec des entités qui se dedient à travailler dans le même mode d'action. Les résultat qui ont été obtenus au niveau des groupes sociaux autant que de ces entités-là ont motivé le MIDIVI et à travers lui le BEV, à destiner des ressources financières pour le crédit et d'assigner du personnel pour l'assistance technique. La Société Allemande de Coopération Technique (GTZ) de son côté a conferé au CAVIP, à la ni-1995, le caractère d'un projet autonome.

De cette manière sont réunies les conditions principales pour lancer la phase, très attendue bien sûr, de la consolidation et d'expansion du programme. L'opportunité de réaliser cette rencontre a permis de confronter ces expériences et les concepts qui la stimulent, avec les idées et les expériences d'autres latitudes et d'autres protagonistes. Confrontation d'options différentes et de resultats divers, cependant destinées au même type de bénéficiaries, les habitants pauvres des villes.

Les conclusions qui sont présentées sont le résultat de cette rencontre et prétendent concrétiser la pensée de tous les participants.

**CONCLUSIONS DE L'ATELIER "STRATEGIES D'ATTENTION
AUX SECTEUR URBAINS PLUS PAUVRES"**

le secteur habitational

C'est un problème de la ville non seulement d'entités ou de groupes	Demande de solutions qui sont à l'échelle urbaine	Demande de solutions au niveau des quartiers	Demande de solutions au niveau des personnes	C'est responsabilité de toute la ville et de tous ses acteurs
---	---	--	--	---

L'action qui se développe pour affronter les problèmes du secteur habitational doit partir de l'INITIATIVE POPULAIRE

**Critères qui doivent s'appliquer pour affronter les problèmes
du secteur habitational**

Densification	Relation convenable entre deux facteurs	Capacité et potentialité d'usage du sol	Capacité et potentialité d'usage du sol	Demandes de la population
Caractère	Maintenir et renforcer la création populaire	Canaliser l'initiative populaire	Renforcer le caractère par les groupes de bénéficiaires	Prévenir les grandes directives et morphologie urbaines
Participation Communautaire	Décisive par rapport aux d'attention priorités et le du type de solution à leurs demandes	Respect effectif des processus propos des d'exécution des solutions et des actions pour améliorer le logement et l'habitat	Réistributive à services et des crédits qu'ils reçoivent pour leurs conditions et leurs capacités	Contrôlatrice des processus qui s'appliquent à leur amélioration et leur contrôle
Développement	Des actions qui relie correctement les secteurs de logement, d'habitat, d'économie et du bien-être social	Développer des actions qui réveillent l'intérêt et la participation des divers secteurs	Développer des actions pour obtenir une participation correcte et coordonnée des divers acteurs	

SECTEURS D'ACTIVITE ET DES CRITERES DE BASE

	DEFINITION	BUTS	CONDITIONNANTS
Régularisation	Instrument pour obtenir la sécurité sociale	Insérer la légalisation de la possession du sol et de l'édifice	Des mécanismes fournisseurs pour l'attention des grands groupes
Logement	Un bien qui représente physiquement la sécurité nationale	Constitue la porte d'entrée pour le développement des actions intégrées dans le secteur habitationnel	Logement progressif, techniques constructives appropriées, assistance technique permanente
Habitat	Insère le social, l'économique et l'environnement physique	Demande la responsabilité de tous les secteurs	Processus progressifs d'ensembles habitationnels et amélioration de l'environnement acceptés par les gouvernements locaux
Organisation	Finalité primordiale pour poursuivre le soutien sociale aux actions	Insérer le renforcement des leaders et la coresponsabilité des groupes bénéficiaires	Mécanismes ouverts pour recevoir et donner des informations opportunes, le sujet comme acteur de son propre développement.

LES ROLES DE BASE

L'ETAT			LA SOCIETE			
	Gouvernement national	Gouvernements locaux	Secteur productif	S.financier	S.non-gouvernement	Bénéficiaires
Conducteur	Formateur de ressources humaines	Ordonnateur de formes d'occupation du sol				Décide des priorités des conditions et solutions
Méthodologie ou normative ou législative	Promulgateur de politiques qui facilitent le fonctionnement du système	Définisseur de formes d'occupation du sol			Dessin de systèmes et procédures	Orienté les solutions applicables au secteur
Financier	Générateur de subsides			Proposer des systèmes accessibles à la grande majorité		Rembourse les crédits et redistribue les services
Operatif	Appui à des processus de régularisation et de financement	Législateur des établissements	Producteur de denrées accessibles à la grande majorité	Fournisseur de ressources pour l'amélioration habitational	Octroyeurs du service	Aporte ses ressources
Superviseur	Contrôle de tout le processus	Contrôle de l'usage territorial	Contrôleur de qualité des produits		Rétroalimentation de procès	Vigile le procès et évalue les résultats

les gouvernements locaux a partir d'une perspective de genre (atelier 18)*

Coordinatrice du Seminaire
Silvia Vega CEPLAES

Institutions auspicientes:

Ambassade Royale des Pays Bas

Fonds de Population des Nations Unies UNFA

Bureau Régional Logement et Développement Urbain pour la Amérique du Sud (RHUDO-USAID)

ANTECEDENTS

Au cours de l'événement "A la Rencontre d'une ville pour la vie" dont le propos était de promouvoir la réflexion et l'échange des expériences autour de la construction d'habitats soutenables du point de vue social, de l'environnement, de l'économie, etc, CEPLAES et le Réseau Femme et Habitat ont organisé le Séminaire "Les Gouvernements Locaux à partir d'une perspective de genre"

Le thème a été choisi parce que l'on a pensé que pour construire des villes pour la vie, il y a des aspects substantiels du pouvoir local qui doivent changer pour rendre possible la promotion du développement humain par les municipalités comme leur travail central.

Nous intéressait d'évaluer les processus de changement dans la structure municipale qui se font en Amérique Latine du point de vue des femmes, pour obtenir un bilan de la quantité qu'apportent ou que pourraient apporter ces processus à une meilleure attention des nécessités et des intérêts des femmes.

Nous avons voulu passer en revue les possibilités qui s'ouvrent pour une plus grande participation politique des femmes dans l'environnement local et un plus grand accès au pouvoir, en analysant les difficultés et potentialités que les processus de décentralisation, démocratisation et modernisation de la gestion locale offrent à ce propos.

* 103 personnes ont participé à cet atelier

ASPECTS LES PLUS IMPORTANTS

LES NOUVEAUX SCENARIOS

Des exposantes de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, du Chili, de l'Equateur, du Mexique et d'Uruguay, ont analysé l'importance de la décentralisation et de la démocratisation locale dans ces pays respectifs. Malgré l'inégale profondeur de ces processus dans des contextes différents et aux contradictions présentes qui sont évidentes dans quelques pays il y a une opinion positive à propos de ces changements.

Les aspects favorables, qui sont ressortis, ont été qu'on a créé de meilleures conditions normatives et pratiques pour la participation communautaire qui devient voisines un fait culturel qui vise à créer des identités, qui promettent un changement de rôle de la municipalité. Être avant l'exécutif et devenir le coordinateur et le promoteur du développement local, ce qui implique aussi une redéfinition du rôle de la communauté locale comme active gestionnaire de son propre développement. etc.

Du point de vue des femmes, on a évalué de manière positive dans plusieurs pays, on a reconnu normativement et dans la planification locale l'importance d'introduire une optique de genre dans la gestion municipale, puisque cela ouvre des espaces pour une meilleure attention des besoins des femmes et promet une participation plus grande des femmes dans le pouvoir local aussi bien dans la société civile que dans la politique directe.

Dans des pays où la transformation de la structure municipale est plus ancienne comme au Chili, on a précisé que malgré les cadres nouveaux, c'est très difficile et lent de rompre certaines habitudes de comportement traditionnel du fonctionnement municipal. Des expériences concrètes racontées dans les séminaires, ont montré que l'introduction du point de vue de genre contribue au changement culturel des fonctionnaires.

Débat autour de la municipalité

• **Besoin d'une redéfinition de la finalité de l'occupation municipale**

Traditionnellement, la municipalité a été orientée à construire des oeuvres physiques dans les villes et à administrer des services publics déterminés bien que ces aspects sont importants pour engendrer le bien être des populations locales. regardés à partir du point de vue du succès du développement humain comme finalité de la gestion locale, ils restent courts.

On comprend le développement humain comme le processus pour augmenter la gamme des options des personnes en leur offrant de plus grandes opportunités d'éducation, d'attention médicale, de revenus et d'emploi, et en contenant le spectre total des options humaines, à partir d'un environnement physique, dans bonnes conditions jusqu'aux libertés économiques et politique (NNUU)

Dans cette perspective, la municipalité doit être un organe de gouvernement local capable de planifier l'accroissement des localités en partant du fait qu'on coordonne et promeut tous les efforts et les ressources disponibles pour poursuivre des

buts de croissance humaine. Il se précise un changement de rôle prioritairement exécuteur à un **type** nouveau de rapport avec les différents secteurs de la population qui tend vers sa constitution comme des sujets politiques, un repositionnement des politiques avec un caractère d'intégralité, etc.

Dans cette nouvelle municipalité, les femmes nous pouvons aspirer à ce que nos intérêts stratégiques comme genre soient considérés, en nous permettant réellement d'amplifier notre gamme d'options comme des personnes, colonisatrices d'une localité déterminée.

- **la création d'instances institutionnelles spécifiques pour satisfaire la problématique des femmes dans la structure municipale.**

En général, on considère positive son existence tant pour engendrer certains services spécifiques d'intérêt féminin, par exemple: autour de la violence domestique qui fut la première action de la Commission de la Femme de l'Intendance de Montevideo, où, pour introduire le point de genre dans les autres zones de la municipalité par des processus de capacitation interne, assistance, technique, etc.

Au Chili, non obstant, où il y a 120 bureaux de la femme et à peu près 40 programmes spécifiques dans les municipalités du pays, non nécessairement on a obtenu que ceux-ci travaillent dans une perspective de genre.

Pour cette raison, et bien qu'il n'existe pas encore un bilan général sur la convenance d'impulser ces instances puisque dans la plupart des pays elles sont de création récente, il faut poser quelques conditions qui peuvent contribuer à un fonctionnement avec succès de celles-ci et sont les suivants:

- obtenir une représentation de la société civile dans ces instances
- avoir des attributions claires pour son action dans toute la structure municipale
- compter sur des ressources suffisantes
- compter sur des équipes techniques solvables et permanentes
- identifier le type de besoins qui doivent être prioritaires dans les politiques municipales

Partant du fait que les femmes généralement sont celles qui connaissent les besoins des quartiers et des familles, et que peu de fois, elles expriment les leurs, se pose la question comment définir des politiques municipales qui réellement écoutent autant les besoins pratiques que les intérêts stratégiques des femmes.

De ce point de vue, il résulte satisfaisant de lier les politiques municipales avec des politiques nationales d'égalité de genre et d'améliorer le type d'échange qui existe entre la municipalité et les femmes, pour obtenir que leurs pétitions se transforment en requêtes qui puissent s'instruire pour la gestion municipale.

Pour cela il serait nécessaire de promouvoir depuis la municipalité et la société civile des processus d'éducation de la population et des femmes en particulier pour savoir profiter les cadres existants.

- **efficacite de la capacitation de genre dans les municipalites**

On constate que dans la plupart des pays, on a adopté comme stratégie centrale pour l'introduction du point de vue de genre dans la gestion municipale, la capacitation et qu'il n'y a pas encore d'évaluation de son impact à cause de l'implantation récente du processus.

Cependant dans certains cas, on peut voir que cette capacitation n'a pas été effective, parce qu'elle a été une transmission de concepts non reliés à de la pratique concrète que réalisent les municipalités. On précise donc une articulation réelle de l'instrument technique de planification de genre avec les activités que réalisent le fonctionariat municipal, afin qu'on capte son utilité pour améliorer et l'efficacité de la gestion.

D'un autre côté, la capacitation théorique, encore rattachée aux activités municipales, ne suffit pas, si on n'arrive pas simultanément à promouvoir des changements positifs en face des relations de genre dans la municipalité, en modifiant les ambiances de travail, les rapports interpersonnels des fonctionnaires, l'accès équitable aux responsabilités et aux droits des hommes et des femmes, etc.

La participation politique des femmes dans l'environnement local.

- **signification de la participation des femmes dans le contexte de la devaluation de la politique.**

Dans quelques pays, on constate que se produit un majeur accès des femmes aux pouvoirs locaux. Cela arrive lorsque le pouvoir politique s'est dévalué sensiblement aux yeux de la population. Cela suppose une alternative difficile pour les femmes: ou la perte de prestige de la politique actuelle les en traîne, ou elles promeuvent des changements substantifs dans les affaires politiques.

Le deuxième supposera poser un nouveau agenda politique, avec des problèmes de réel intérêt pour la vie quotidienne des gens et engendrer une nouvelle culture politique où l'obtention de consentements et la recherche de l'inclusion - par opposition au système actuel excluant soient les axes.

Qu'il fasse partie d'un important capital accumulé dans le processus vers Beijing qui suppose un saut dans le placement et discussion de problèmes macro et spécifiques de la part du mouvement des femmes au niveau international.

- **besoin de definir un nouveau type de citoyennete**

On postule pour que la perspective de genre puisse contribuer à créer une nouvelle vision de citoyenneté, différente de la conception libérale qui se base sur l'égalité ou homogénéisation des individus supposément égaux. Une nouvelle citoyenneté devrait se baser sur la reconnaissance de la différence et l'hétérogénéité, avec l'impératif d'obtenir l'expression politique et l'auto-représentation de groupes différents et d'articuler les intérêts divers, sans diviser les droits publics des privés, le rationnel de l'affectif, etc.

- **obstacles existants pour la participation politique des femmes.**

Sont analysés deux types d'obstacles pour la participation politique des femmes: ceux de type personnel et ceux relationnés au système politique.

Parmi les premiers, il y a la socialisation différenciée des genres qui n'incite pas les femmes à une intervention active dans la sphère politique, où se distingue une vision compétitive. Il manque des stimulations familiales et culturelles pour fortifier les femmes dans la vie politique. On a créé des secteurs à l'échelon régional entre les femmes politiques et il est normal d'assumer à partir du mouvement de femmes, l'appui pour que des camarades assument des carrières politiques.

Le système politique pour sa part, reproduit à l'intérieur des organisations politiques, la division sexuelle du travail et ne contribue pas à la redéfinition des travaux au niveau social pour que la participation politique d'hommes et de femmes puisse se faire dans le contexte d'une redistribution des travaux domestiques.

Les femmes ont des difficultés dans la conduite de codes linguistiques, de procédures et mécanismes de prise de décision; en général, elles souffrent des exclusions des milieux formels et informels de décision. Elles doivent développer une plus grande habilité pour articuler ses quêtes de genre avec ses demandes générales qui centralisent à d'autres secteurs et pour négocier avec les différents acteurs, les points d'accord selon la carte de position politique auxquelles se confrontent.

Donc cela requiert un entraînement systématique des femmes et un développement de son intervention politique, parce que c'est sur le terrain politique qu'on peut réaliser son apprentissage. On considère les mesures d'action positive appropriées dans le environnement national et local pour favoriser la participation politique des femmes.

- **l'action de l'ambiance comme un espace privilegie de participation femenine au niveau local.**

A partir d'une expérience colombienne, on a posé la possibilité d'intéresser des femmes à la participation dans les instances locales pour la recherche d'une meilleure qualité de vie, en incluant comme composant essentiel de celle-ci, une ambiance saine.

La discussion se fait entre ceux qui assurent que l'attention ambientale est une charge additionnelle pour les femmes et ceux qui affirment que la recherche de meilleure qualité de vie, est un point de rencontre de multiples intérêts et alliances, dans lesquelles les intérêts des femmes peuvent être considérés et appuyés.

- **besoin de promotion de leaders femenins.**

Conférer du pouvoir aux femmes, déposer de la confiance, et stimuler les leaders pour qu'ils assument l'agenda des femmes et participent politiquement, est un besoin qui est mis en evidence aussi au cours du débat.

Le défi de diriger le mouvement de femmes et de diriger des actions politiques suppose d'intervenir dans un monde complexe exposé à de multiples pressions. Dans ce contexte, on a expérimenté dans quelques pays d'Amérique Latine l'éloignement de ces femmes qui ont opté pour participer au pouvoir, du reste de femmes. Il y a une tension permanente entre la démocratie et l'efficacité, et les limites des transactions permissibles et salutaires que peuvent réaliser celles qui sont au pouvoir, qui sont toujours exposées à des critères différentes.

Créer des milieux de communication, de questionnement et de critique constructive et supérer les confrontations radicales entre femmes, est un besoin qu'il est nécessaire de s'occuper.

11

les villes et la question ethnique (atelier 21)

Narrateurs:

Antr. Oscar Chala Cruz, Equateur
Arq. Alejandro Ortega Cedille, Mexique

L'Atelier "Les Villes et la Question Ethnique", réuni dans le cadre de "A la Rencontre d'une Ville pour la Vie: Amérique Latine et les Caraïbes vers L'HABITAT II" réalisé à Quito, Equateur, du 13 au 18 novembre de 1995 met à considération le document, résultat des délibérations et échanges d'expériences des participants.

1. ANTECEDENTS

Il y a plus de 500 ans dans notre région, monde nouveau comme on l'a appelé, on a fait peut-être la première tentative d'inclure le continent dans un économie-monde, en instaurant des méthodes homogènes de contrôle du travail et de la production pour différentes régions, on a réussi à unifier des styles locaux de consommation et des systèmes politiques. Par exemple, avec la migration massive et forcée de populations noires africaines, l'éthnocide et le génocide des indigènes. La christianisation de ces populations, leur alphabétisation en langues étrangères, le dessin des politiques administratives et économiques et ensuite modernes de management de l'espace urbain, on a obtenu un des processus homogénéisateurs les plus efficaces de la planète.

Cependant, les composants des secteurs ethniques, n'ont pas été, avant et ne sont pas aujourd'hui, des éléments passifs du processus, ni les nouveaux projets de globalisation et ni les propositions de modernisation des états les supprimeront, puisque la tendance actuelle est d'admettre l'hétérogénéité de la région et la coexistence de temps historiques divers qui peuvent s'articuler partiellement, mais ne pas se fondre dans n'importe quel style de globalisation uniforme. L'hétérogénéité multi-temporelle et multi-culturelle n'est pas un obstacle à éliminer mais une donnée fondamentale pour n'importe quel programme de développement et intégration.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

Les efforts pour établir des consensus, des accords et des compromis d'intégration économique, des changements et des conventions multiples provoqués par nos états et gouvernements, laissent peu de place aux possibilités et obstacles provoqués à cause de la croissante désintégration sociale ne prenant pas en considération que les politiques et les échanges (à l'intérieur de nos sociétés et vers l'extérieur) continuent à se défendre comme si la globalisation économique et les innovations technologiques ne reorganisent pas les identités, les croyances, les formes propres de pensée et les liens avec les autres.

Dans la perspective décrite nous considérons que les efforts de l'atelier sont orientés non seulement à la réflexion mais aussi à la proposition de changements qui provoquent de nouvelles formes ou d'alternatives d'établir et d'exécuter des politiques avec des populations diverses surtout dans l'environnement urbain.

D'un autre côté, on sait que l'Amérique Latine et le reste des pays de la région convoqués à la rencontre constituent des sociétés pluri-ethniques et multi-culturelles où on vit une aggravation des tensions de caractère ethno-national dont la solution ne concerne pas seulement les peuples, mais dans une sorte de "travail en groupe", l'ensemble des secteurs qui constituent nos nations. L'aggravation signalée et en rapport avec la proposition ou mise en marche de formes rénovées d'oppression, surgies surtout de la condition néocoloniale interne en chacun de nos pays; des processus de "villagement du monde" ce à qui s'additionnent un autre type de contradictions qui rendent compte de la persistance de formes discriminatoires et oppressives vers les groupes ethno-culturels.

Surmonter l'oppression ethno-national, nous répétons, est un devoir qui requiert des efforts communs pour forger des espaces idoines pour les "villes soutenables" que nous proposons: un collectif pour confectionner "l'utopie" du développement de l'unité dans nos peuples, enrichie par le respect de la diversité, sur la base de la reconnaissance des droits des citoyens en général et des secteurs ethnoculturels en particulier. Pour cela, on doit développer une compréhension globale des spécificités de ces groupes qui rend possible de situer les régularités, les noeuds critiques, et les contradictions qui les déterminent, et qui parfois limitent la pleine participation au sein de chacune de nos sociétés.

Dans ce grand propos, qui ne peut pas et ni ne doit être individuel, qui doit surpasser un intérêt purement académique, nous posons les linéaments généraux qui guident la réflexion autour du thème qui nous occupe, c'est-à-dire celui des villes et la question ethnique.

Nous considérons que cet atelier plus que d'être une simple rencontre, prétend être le commencement ou le renforcement d'une campagne de PERSUASION orientée à obtenir l'égalité pour les faveurs plus vulnérables et la faveur d'une vie digne et soutenable dans une ville de tous et pour tous.

2. PRINCIPES

- Devant les problèmes des processus accélérés d'accroissement des villes, on a perdu la dimension rationnelle des villes et on tend à globaliser la vision des établissements, il est nécessaire de comprendre que ceux-ci sont des identités multifonctionnelles et multiculturelles avec leurs propres particularités.

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

- Les ethnies et les groupes sociaux sont des groupes autonomes et culturellement indivisibles, avec la capacité d'interaction avec leur milieu.
- Les sociétés de la région sont des entités pluri-ethniques et multiculturelles.
- Fortifier la participation et démocratiser la vie dans les villes
- Le droit à l'éducation et communication bilingue
- Égalité de droits, ainsi que l'établissement des obligations envers les ethno-cultures.
- Les nations, les états et les villes sont conformés par des groupes ethno-culturels et établissements différenciés qui *entre interaction entre eux, et de la même façon nous devons les comprendre.*
- Le droit à l'auto-gestion des territoires ethno-culturels qui généralement est une délimitation spatiale et imaginaire sans établir des superficies et des limites rigides comme l'a établi traditionnellement l'urbanisme et la planification.
- L'architecture et les espaces ouverts des ethnocultures reflètent historiquement la forme dans laquelle la ville résout ses besoins habitationnelles et spatiales et représente une façon de vie déterminée.
- L'identité ethno-culturelle engendre un processus historique vif qui évolue en accord, modifie la société à partir du point de vue social, culturel et économique.

3. PROPOSITIONS

- Promouvoir la reformulation du rôle de l'État, des gouvernements locaux et de la société civile organisée, comme des représentants de l'intérêt public, comme des arbitres et des garants de la satisfaction des besoins et des aspirations collectives en sociétés hétérogènes.
- Provoquer la multiplication des acteurs sociaux organisés pour améliorer le développement démocratique et la représentation des identités multiples à fin de surpasser les risques de l'interventionnisme de l'État et de la frivole homogénéisation du marché sur les ethno-cultures.
- Obtenir que les villes soient l'expression de la reconstitution de l'espace public, compris comme le collectif multiculturel pour que les divers agents de la société négotent en lui des accords et établissent des consensus qui concilient les intérêts politiques en général et ceux des ethno-cultures et leur spécificité en particulier.
- Obtenir que les secteurs sociaux constitutifs de nos sociétés ne regardent pas les groupes ethniques et leurs cultures internes "comme un obstacle au développement".

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

- Surpasser la conception unilinéaire de l'histoire qui jusqu'à maintenant soutient les rapports interculturels; de donner plus d'attention au rôle des diversités dans l'accroissement économique et l'établissement des relations harmoniques entre elles, comme des formes alternatives de communication, de cohabitation égalitaire et de développement intégral.
- Chercher des points d'articulation entre les différentes cultures et ethnies, au niveau social et spatial en même temps que de promouvoir des rencontres dans les villes pour échanger des expériences.
- On doit respecter les structures sociales et administratives existantes des ethno-cultures.
- Concorder des politiques qui crée des expressions culturelles et l'union des groupes ethniques.
- Rechercher les réponses et les modalités d'appropriation des espaces urbains de la part des secteurs ethniques.
- Chercher des linéaments, articuler et coordonner des expériences entre le gouvernement et les secteurs ethniques.
- Recommander l'étude et l'incorporation dans le système éducatif d'une matière de culture nationale pour saisir l'éducation et la connaissance comme des instruments pour le développement ethno-culturel et prendre conscience de ces problèmes.
- Créer un réseau de recherche latino-américaine pour favoriser la connaissance des problèmes ethno-culturels dans les villes
- Décentraliser les instances de pouvoir pour permettre la participation populaire dans la prise de décisions
- Créer un concours latino-américain sur la recherche ethnoculturelle dans les villes

4. COMPROMIS

- Articuler et organiser des travaux avec les secteurs ethno-culturels et sociaux les plus vulnérables.
- Rechercher et diffuser les problèmes ethniques ruraux et urbains
- Participation des différents états de la société sur les thèmes ethno-culturels avec une certaine priorité et fréquence.
- Chercher l'intégration des centres académiques à tous les différents niveaux avec les groupes ethno-culturels.
- Rechercher et diffuser les problèmes pluriculturelles et pluriethniques dans les villes de nos pays
- Proposer l'amplication et/ou l'ouverture de programmes de l'État dirigés aux secteurs ethno-culturels
- Promouvoir dans les instances intéressées l'aide et la création d'un réseau latino-américain de recherche autour aux problèmes ethno-culturels
- Créer un organisme pluraliste qui fonctionne en faveur de l'ethno-culture urbaine

5. CONCLUSIONS

- L'affirmation de l'identité culturelle des nations est nécessaire par rapport à la diversité et la pluralité qui coexistent dans les communautés urbaines.
- On doit viser à l'élaboration de politiques ethno-culturelles et de plans de développement sur la base d'une participation démocratique.
- Il faut obtenir l'accès aux bénéfices des droits au développement des ethno-cultures en égalité de conditions et opportunités.
- On doit incorporer la dimension ethno-culturelle du développement dans le dessin de politiques éducatives et culturelles de nos pays.
- Il est impératif d'unir la gestion avec les communautés ethno-culturelles dans les villes afin de surpasser la contingence des politiques de l'État et que celles-ci répondent aux besoins réelles des habitants et fortifient le rôle des chefs des communautés.
- Créer une culture de base, participative et compromise avec la gestion.
- Promouvoir le développement des ethno-cultures comme un outil d'amélioration de la qualité de vie et l'affirmation des entités des différents secteurs de la population qui constituent les villes.
- Réétudier les demandes ethno-culturelles comme condition fondamentale pour élever leur qualité de vie.
- La nécessité de comprendre les ethno-cultures à partir d'une perspective vaste et intégrale qui consolide la compréhension de la diversité et pluriculturalité de nos sociétés.
- Valoriser les avancées obtenues dans cette Première Rencontre et poser la gestion de la nécessité d'une efficace promotion et diffusion des propositions.
- L'interprétation de la qualité de vie n'est pas la même pour tous les secteurs, il est nécessaire de la différencier
- L'atelier a permis l'approche du thème avec des éléments communs et différents et a rendu possible l'augmentation du point de vue sur le thème.
- De manière quasi-généralisée il n'y a pas de reconnaissance des droits socio-culturels des ethno-cultures dans les législations.
- Il y a un conflit entre les structures de l'État et celles des ethno-cultures ce qui vise à marginaliser ces dernières
- Il y a des traitements différents qui se font aux problèmes ethno-culturels.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- On a défini la pluriculturalité et diversité ethno-culturelle dans les villes.
- On a montré l'importance du respect de l'individualité et de la façon de vivre de chaque groupe et de l'enrichissement de ceux-ci.
- On a engendré un premier rapprochement collectif aux problèmes ethno-culturels dans l'espace urbain.
- Les ethno-cultures sont des groupes qui se sont maintenus à travers l'histoire et conservent leurs caractéristiques particulières qui les différencient entre elles, mêmes encore dans les rues.
- Nous avons découvert les problèmes communs ethno-culturels dans nos villes en Amérique Latine.

la gestion démocratique de la ville en Amérique latine (atelier 25)

Réalisé le travail de l'atelier, on a conclu sur la nécessité d'approfondir la discussion des thèmes proposés et de fortifier les échanges entre les présents, ainsi qu'avec les autres chercheurs, les institutions et les organisations sociales du continent en vue de l'Habitat II.

Les thèmes qui préférentement seront approfondis sont les suivants:

- Les modèles de gestion et les caractéristiques de la participation démocratique,
- Le rapport entre partis politiques et mouvements sociaux ,
- Une réconceptualisation des droits des citoyens et des droits urbains,
- La proposition d'espaces, formes et contenus de la participation sociale dans la gestion de l'habitat,
- Les difficultés de la participation dans des contextes dominés par la fragmentation et la perte de sociabilité ou par des visions corporatives des agents sociaux,
- Le rapport entre participation et amélioration dans les conditions de vie,
- Le rapport de la gestion de l'habitat avec la décentralisation et le marché,
- Les composants culturels et ethniques d'une proposition de gestion démocratique de l'habitat.

13

reseau du sol urbain (atelier 28)

Paul Maquet

COALITION INTERNATIONALE DE L'HABITAT

OBJECTIFS ET PLAN DE TRAVAIL

1. Objectifs

Le réseau du sol de HIC se définit comme un espace ouvert de personnes et d'organisations qui a pour finalité:

- d'échanger et de diffuser des expériences, des méthodologies, etc des membres du RESEAU en matière de sol urbain.
- d'actualiser et de former pour offrir un service plus efficient et plus efficace.
- de diffuser les propositions existantes dans les divers pays, d'élaborer des alternatives et chercher des solutions aux problèmes du sol dans notre région.
- Faire des campagnes autour aux thèmes relatifs aux problèmes du sol dans leurs divers aspects (accès, régularisation, financement, administration, etc) ainsi qu'à la défense du droit au logement en concordance et collaboration avec le Comité de Droit au Logement de HIC.

2. Thèmes d'intérêt:

- développer des méthodologies qui permettent de connaître les possibilités d'accès au sol urbain dans chaque pays.
- proposer des mécanismes efficaces qui permettent d'obtenir l'information des organismes publics sur le sol là où il existe.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- étudier les mécanismes existants d'accès et de régularisation et proposer des formes alternatives d'améliorer de ces services.
- étudier les causes du peuplement des villes et la proposition de la Réforme Urbaine qui se développe à partir de la société civile au Brésil.
- systématiser les problèmes des expulsions en Amérique Latine ainsi que la législation urbaine existante sur la matière.

3. PLAN DE TRAVAIL

- Réaliser dans le premier semestre de 1996, un atelier spécialisé, destiné, à connaître l'état des problèmes du sol de la région.
 - Élaborer les termes de référence des rapports pour l'atelier.
 - Perfectionner le cadre comparatif des politiques de sol présenté à la réunion de Quito.
 - Travailler sur les aspects opératifs de l'atelier (date, lieu, méthodologie, etc.)
- L'atelier devra préciser les contenus et forme de réalisation de l'étude comparé des politiques du sol en Amérique Latine.
- Systématiser des expériences nationales. L'étude proposé dans le paragraphe antérieur, devait considérer l'exposition des expériences concrètes qui permettent de mieux voir les problèmes et les solutions qui se réalisent. L'instrument pour cela sont les fiches en système ISIS qui conduit HIC, qui s'est compromis à nous donner le programme et à enseigner son usage à tous les membres du réseau. Réalisation de deux campagnes par an orientées à garantir la sécurité juridique des établissements précaires, en concordance avec les processus de planification, et dynamiser ces processus de régularisation par le moyen de procédures expéditives; proposer des procédures administratives et réaliser des expériences, etc.
- Diffusion permanente de la norme internationale et des politiques des Nations Unies à propos du sol urbain.
- Edition périodique du bulletin informatif "sol urbain". Les prochains aborderont la préparation et l'édition des accords de l'atelier.
- Echange d'expériences et formation.
- Faire des stages d'échange.
- Développer des activités internes de formation et d'actualisation avec l'appui du PGU.

reseau femme et habitat (atelier 29)

Le réseau "Femme et Habitat", s'est incorporé activement à l'événement. "A la Rencontre d'une ville pour la Vie" en participant dans la plupart des ateliers et des événements organisés avec cette finalité.

Une des principales préoccupations du réseau c'est l'élévation des femmes, "leaders" des organisations locales et de quartiers et des professionnelles compromises avec les besoins des femmes et des pauvres dans la ville, vers une participation politique qualifiée.

Avec cette finalité, le Centre Régional du Réseau a appuyé l'organisation du Séminaire convoqué par CEPLAES intitulé: "Les gouvernements locaux à partir d'une perspective de genre" réalisé les jours 15 et 16 novembre. Ont assisté à l'événement des intégrants des Réseaux d'Equateur, de la Colombie, de l'Argentine, du Chili, du Mexique, de Cuba, de la République Dominicaine, et de l'Uruguay.

En ce jour, c'est réalisé un atelier ouvert du Réseau Femme et Habitat qui a eu comme objectif de confronter avec les assitants (hommes et femmes), les propositions en faveur des femmes recueillies dans les rendez-vous latino-américains du réseau réalisés à Lima en 1994 et à Bogota au début de cette année, orientés sur Habitat II.

Ce sont analysées quelques stratégies pour fortifier les propositions de genre vers Habitat II comme l'établissement de convections avec d'autres réseaux populaires et de femmes et de systèmes agiles de communication et échange d'information.

Quito le 17 novembre de 1995.

section IV

annexes

1. PARTICIPANTS

• PARTICIPANTS ETRANGERS

ALLEMAGNE

- Vico Muñoz Kohler, CAVIP/BEV/GTZ/SERVICIO ALEMAN DÉSAROLLO (DED)

ARGENTINE

- Carlos Casanova, Fundación Vivienda y Comunidad, Buenos Aires
- Betriz Cuenya, Argentina
- Ana Falœ, CICSA, Córdoba
- Víctor Pelli, IIDVi/ICoHa, Facultad de Arquitectura, Resistencia Chaco
- Luís Pérez Coscio, IIED-AL, Buenos Aires
- Liliana Rainero, CICSA, Córdoba
- Aurelio Ferrero

BOLIVIE

- Alberto Calla, Red Habiterra CYTED, La Paz
- Maritza Jiménez, Fundación San Gabriel
- David Quezada, Taller Red Hábitat, La Paz
- Patricia Richmond, CERES, Cochabamba
- Alberto Rivera, CERES, Cochabamba
- Fernando Saravia, CERES, Cochabamba
- Rolando Velarde, Fundación ProHábitat,
- Humberto Vargas, FORHUM - CERES, Cochabamba

BRESIL

- Vahan Agopya
- Hildezia Alves de Medeiros, CACILS REPEM,
- Leonardo Castriota Universidade Federal de Minas Gerais, Prefeitura Municipal de Belo Horizonte, Belo Horizonte
- Ma. Lourdes Dolabella, Universidade Federal de Minas Gerais, Centro de Estudios Urbanos, Belo Horizonte
- Flavia Brasil, IAB MG e PBH, Belo Horizonte
- Adriana Valeria Diniz, SLA-MIEC-JFCI
- Jorge Fontes Hereda, Municipio de Diadema, Diadema
- Elizabeth Grimberg, POLIS, Sao Paulo
- Yara Marques, UIA-PHB, Belo Horizonte
- Rildo Marques de Oliveira, Uniao dos Movimentos de Moradia Associacao Defesa de Moradia, UFMG/PBH. Sao Paulo

Luzilene Moreira Nogueira, CEARAH-PERIFERIA, Fortaleza
Poena Moreira, CEARAH PERIFERIA, Fortaleza

CANADA

Gabriel Regalais, SIE, Toronto

COLOMBIE

- Omar Darío Cardona, Asoc. Colombiana de Ing. Sísmica, Santa Fe de Bogotá
- Rosario Carriso, AVP, Santa Fe de Bogotá
- Marisol Dalmazzo, AVP, Santa Fe de Bogotá
- Dennis Dussán, C.R.S., Santa Fe de Bogotá
- María Clara Echeverría, CEHAP, Universidad Nacional de Colombia, Medellín
- Alejandro Florián, FEDEVIVIENDA, Santa Fe de Bogotá
- Alberto Jiménez, SERVIVIENDA, Santa Fe de Bogotá
- Clara Angel Ospina, Red Mujer y Habitat de HIC/ FEDEVIVIENDA, Santa Fe de Bogotá
- Margarita María Orrego, Cooperación Técnica Italiana-La Red, Cali
- Janeth López Sosa, FEDEVIVIENDA, Santa Fe de Bogotá
- Genoveva Méndez, ATI, Santa Fe de Bogotá
- Martha Elena Toledo, Ministerio de Educación, Santa Fe de Bogotá
- Silvia Weggenman-Montoya, FEDEVIVIENDA, Santa Fe de Bogotá

CUBA

- Martha Garcilazo de la Vega, Red Mujer y Habitat, Habitat-Cuba, La Habana
- Rosendo Mesías González, Red Viviendo y Construyendo-CYTED, La Habana

CHILI

- María Luisa España, SUR Profesionales y Municipio de La Florida, Santiago de Chile
- Marisol Saborido, FOROHABITAT, COBIJO, Santiago de Chile
- Rubén Sepúlveda O., Instituto de la Vivienda, Santiago de Chile
- Ana Sugranyes, GTZ, Santiago de Chile
- Lucy Winchester, SUR, Santiago de Chile

COSTA RICA

- Manuel Argüello, Ministerio de la Vivienda, San José
- Carmen González, FUPROVI-FICONG, San José
- Allan Lavell, FLACSO-La Red, San José

DANEMARKA

- Tina Lewis, Centre for Development Research, Copenhagen

SALVADOR

- Roberto Chinchilla, UCA, San Salvador
- Edín Martínez, FUNDASAL, San Salvador
- Ana Silvia Menjivar de Sántigo, FUNDASAL, San Salvador

ESPAGNE

- Olga Fajardo González, Sevilla
- Félix Pozo Soro, Sevilla

FRANCE

- Fathia Benhamar, PACTARIM,
- Philippe Darteil, PACTARIM,
- Jean Pierre Jeffroy, Alcalde, Saint Denis

HONDURAS

- Lily Caballero, Dimensiones Empresa Consultora, Tegucigalpa
- Patricio León, CEPROD, Tegucigalpa
- Efraín Reconco Murillo, AHDEC, Tegucigalpa

ANGLETERRE

- Carlos Guerrero, Homeless International, Londres.

JAMAIQUE

- Stephen Hodges, Construction Resource and Development Center, Kingston

MEXIQUE

- Joel Audefroy, HIC, México D.F.
- Alejandro Ortega Cedillo, UAM-A, México

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

- Javier Covarrubias, UAM-A, México D.F.
- Jorge Escandón, DGRT, México D.F.
- María de Lourdes García, COPEVI, México D.F.
- Superbarrio Gómez, Asamblea de Barrios Ciudad México
- Manuel Huerta, UCISV, México D.F.
- Martín Longoria, Diputado Federal Congreso de México, Unión de Colonias Populares, México D.F.
- Cecilia Loria, Grupo de Educación Popular entre Mujeres, GEM, México
- Elizabeth Mansilla, UNAM, México
- Alejandro Ortega, UAM-AZCOPOTZALCO, México, D.F.
- Enrique Ortíz, HIC, México D.F.
- Arsenio Rodríguez, PNUMA, México
- Gustavo Romero, México
- Georgina Sandoval, UNAM, Casa y Ciudad A.C., México D.F.
- Alejandro Suárez, CENVI, México D.F.
- Yolanda Tello, Asamblea de Barrios, México D.F.

NICARAGUA

- Ninette Morales, Centro de Investigación y Promoción del Habitat (HABITAR)

PANAMA

- Hugo Navarro, Panamá

PARAGUAY

- Luis Silvio Ríos, Paraguay

PEROU

- Federico Arnillas, CIDAP, ANC, Lima
- Julio Calderón, CENCA, Lima
- Juan Carlos Calizaya Luna, CENCA, Lima
- César Cerrón, CIPUR, Lima
- Carlos Escalante, CENCA, Lima
- Enrique Flores, CODESURMI, Lima
- Eduardo Franco T., ITDG-LA RED, Lima
- Gilda Uribe, CIDAP, Lima

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Paul Maquet, CENCA Instituto de Desarrollo Urbano, FORO URBANO, Lima
- María Isabel Merino, CIDAP, Lima
- Isabel Moromi, Perú
- Gustavo Riofrío, DESCO, Lima
- Jorge Ruiz de Somocurcio, CIPUR, Lima
- Miguel Saravia, ITDG, Lima
- Christophe Sarrazy, DESCO, Lima
- Ana Tallada, Red Prom. Mujer,

REPUBLIQUE DOMINICAINE

- Ada María Polonia, Ciudad Alternativa, Santo Domingo
- Hernán Vidal, Environnement et Développement du Tiers-Monde ENDA, Santo Domingo

L'URUGUAY

- Rosario Aguirre, CIEDUR, Montevideo
- Arles Caruso, Red de Poder Local CEAAL, Montevideo
- Antonio Cirillo, Banco Hipotecario Uruguay, Montevideo
- Ana María Crespi, Banco Hipotecario Uruguay, Montevideo
- Daniel Chávez, FUCVAM, Montevideo
- Jorge Di Paula, Facultad de Arquitectura, Montevideo
- Walter Kruk, Facultad de Arquitectura, Montevideo
- Mario Lombardi, CIESU, Montevideo
- Víctor Zuffo, Banco Hipotecario Uruguay, Montevideo

VENEZUELA

- Teolinda Bolívar, UCV/FAU, Caracas

• PARTICIPANT : EQUATEUR

- Teodoro Abdo, MDMQ- EMOP, Quito
- Diego Acosta, Dirección de Planificación, Municipio de Ibarra, Ibarra
- María Elena Acosta, Fundación de Arte y Cultura Rucharina, Quito
- Milton Aguas, AME, Quito
- Richard Aguilar, U.C., Quito
- Lidia Aguirre Rosillo, CEPLAES, Quito
- María Belén Aguirre, PUCE-FAD, Quito
- Paola Aguirre, PUCE, Quito
- Carlos Alcívar, Municipio de Santa Elena, Santa Elena
- Eleana Almeida, U.C., Quito
- Jaime Alarcón, DGH-MDMQ, Quito
- Omar Alarcón, CAVIP, Quito
- José Almeida Vinuesa, Departamento de Antropología, CCHH, PUCE, Quito
- Jaime Alomía Castro, DGH-MDMQ, Quito
- Javier Alvarado, FBPNOQ, Quito
- Eduardo Alvarez Yáñez, Dispensario Colegio Benalcázar, Quito
- Ana Lucía Alvear, CIUDAD, Quito
- Luis Alvear Rodríguez, Municipio Pedro Moncayo, Dirección de Higiene, Tabacundo
- Nancy Alvear, DGP, MDMQ, Quito
- Alfonso Ortíz, Dirección de Educación y Cultura, MDMQ, Quito
- Luis Amores, DGP, MDMQ, Quito
- Gilma Andrade, ALDHU, Quito
- José Andrade, Municipio de Cotacachi, Cotacachi
- Alfredo Apolo Espinoza, Municipio de Machala, Machala
- Alfredo Arcos, U.C., Quito
- Alfonso Arellano Barriga, DGH-MDMQ, Quito
- Gonzalo Arellano, BEV, Quito
- Ana Lucía Arévalo, Comité de Desarrollo, Noroccidente de Quito, Quito
- Lucía Arias, BEV, Quito
- Dora Arízaga, FONSAL, Quito
- Alexandra Arroyo, Fundación José Peralta, Quito
- Charles Armas, U.C., Quito
- Efraín Arroyo, Municipio de Pedro Moncayo, Tabacundo
- Bertha Astudillo, ACJ, Santo Domingo de los Colorados
- Fernando Astudillo, MDMQ, Quito
- Teresa Avila, DGH-MDMQ, Quito
- Yolanda Avilés, BEV, Guayaquil
- Amalia del Rocío Ayabaca Apunte, DGH-MDMQ, Quito
- Betty Ballén, CAVIP, Quito

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Patricio Bardero, UNICEF-MDMQ, Quito, Quito
- María Gloria Barreiro, DYA, Quito
- Rodrigo Barreto, CIUDAD, Quito
- Dimitri Barreto Ponce, FACSO, Quito
- Rodrigo Barreto Muñoz, FACSO, Quito
- José Barrezuela, MDMQ, Quito
- Pedro Basabe, Universidad de Cuenca, Cuenca
- Simón Becerra, INAMHI, Quito
- Angel Benavidez, CAVIP, Quito
- Alejandro Bermeo, INAMHI, Quito
- Irma Bermeo, Comité Promejoras Zaracay, Sto. Domingo de los Colorados
- Nury Bermúdez, MDMQ, Quito
- Rosario Beron, PUCE, Quito
- Henry Betancourt, ACJ, Quito
- Kim Bolduc, PNUD-Ecuador, Quito
- Gustavo Borja, U.C., FAU, Quito
- Karina Borja, PUCE-FAD, Quito
- Fernando Bossano, Fundación Natura, Quito
- Luis Bossano, PUCE-FAD, Quito
- Régulo Bravo, Municipio de Gonzanamá, Gonzanamá
- Jaime Breilh, CEAS, Quito
- Adriano Brivio Borja, MIDUVI, Quito
- Javier Buenaño, CAVIP, Quito
- Marcelo Buitrón, CIUDAD, Quito
- Sally Burch, ALAI, Intercom, Quito
- Danny Burgos Aguirre, DGH-MDMQ, Quito
- Gerrit Burgwal, Servicio Holandés de Cooperación al Desarrollo, Quito
- Gonzalo Bustamante, DGP, MDMQ, Quito
- Paulina Cáceres, RHUDO/SA-USAID, Quito
- Paulina Cadena, U.C. Ecuador, Quito
- Sofía Calderón, PUCE, Quito
- Fernando Calle, PUCE, Quito
- Judith Calle, CEPLAES, Sucœa, Morona Santiago
- Sixto Camacho, MIDUVI, Quito
- Iván Campana, Latin Recco, Quito
- Arturo Campaña, CEAS, Quito
- Patricio Canelo MDMQ, Quito,
- Mary Cantos Aguirre, Dispensario Liceo Fernández Madrid, Quito
- Pablo Cárdenas, PUCE-FAD, Quito
- Fernando Carpio, IESS, Quito
- Christian Carrasco, ACJ, Santo Domingo de los Colorados

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Ulpiano Carrera, CAVIP, Quito
- Cecilia Carrera, Liceo Municipal Fernández Madrid, Quito
- Luis Carrera, CAAM, Quito
- Miguel Carrera, DGH-MDMQ, Area Vivienda, Quito
- Sandra Carrera, DGH-MDMQ, Quito
- Fernando Roberto Carrera, Escuela Oswaldo Lombeida, Quito
- Lourdes Carrera de Hidalgo, Facultad de Enfermería-PUCE, Quito
- Fernando Carrión, FLACSO-Ecuador, Quito
- Andrea Carrión, PUCE, Quito
- Diego Carrión M., CIUDAD, PUCE-FAD, Quito
- Patricio Carrillo, ACJ, Chone
- Manuel Carvajal, Comité Promejoras Manuelita Sáenz, Quito
- Karina Casamero, U.C., Quito
- Xavier Casanova, CAVIP, Quito
- Jorge Castañeda, CONADE, Quito
- José Castillo, Recursos Humanos, MDMQ, Quito, Quito
- Elsa María Castro, MDMQ, Quito, Quito.
- Jacinto Cercado, CAVIP, Quito
- Rosario Cerón, PUCE, Ecuador
- Rodrigo Cevallos, EMASEO, Quito
- Colón Cifuentes, MDMQ, Quito, Quito
- María Angeles Cifuentes, PUCE, Quito
- Ronny Cifuentes, FAD/PUCE, Quito
- Paul Cisneros, U.C., Quito
- Elizabeth Coba Ruiz, FUNDESEC, Quito
- Galo Cobo, Administración Zona Sur, MDMQ, Quito
- Wania Cobo, Fundación Natura, Quito
- Hugo R. Cobos, Area de Formación ICAM-Q, Quito
- Santiago Conde, U.C., Quito
- Patricia Cordero, MDMQ-UNICEF, Quito
- Marco Córdova, CAAM, Quito
- Luis Corona, CETEC FAD U.C., Quito
- Simón Corral, Frente Social, Quito
- Luis Corrales Salgado, DGH-MDMQ, Quito
- Amanda Cortez, Municipio de San Lorenzo, San Lorenzo
- Orlin Cortez, Municipio de San Lorenzo, San Lorenzo
- Roberto Costa, Viviendas Hogar de Cristo, Guayaquil
- Roberto Costa, Viviendas Hogar de Cristo, Guayaquil
- José Crespo Toral, Gerente General, BEV, Quito
- William Cruz, U.C., Quito
- María Soledad Cueva, Colegio Fernández Madrid, Quito

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- María Augusta Custode, MDMQ, Quito
- Fabiola Cuvi, IECAIM, Quito
- María Cuvi, UNIFEM, Quito
- Francisco Chachapoya Villacás, Escuela Municipal Oswaldo Lombeida, Quito
- Oscar Chalá Cruz, Familia Negra, Quito.
- Sandra Chang-Huang U.C., Quito
- Jean-Luc Chatelain, ORSTOM, Quito
- Wilson Chávez, Taller TISDYC, U.C., Quito
- Patricio Chávez, PUCE, Quito
- Hector Chávez, Admin. Zona Norte, MDMQ, Quito
- José Chicaiza, FBPNOQ, Quito
- Susana de Chiriboga, Subgerente General, BEV, Quito
- Galo Chiriboga, Instituto Latinoamericano de Estudios Sociales, Quito
- Jorge Chiriboga, La Patagonia, Quito
- Mónica Chiriboga, BEV, Quito
- Marcelino Chumpi, FICSHA, Ecuador
- Hernán Dávila, CAVIP, Quito
- Víctor Hugo Dávila, FUNEPSA, Quito
- Hugo de la Torre, Radio Municipal , Quito
- Ernesto Delgado, MDMQ, Proyecto Políticas Públicas, Quito
- Diego Díaz, PUCE, Quito
- Miriam Duque, MDMQ, Quito
- Gladys Dután, Municipio de Cuenca, Cuenca
- Iván Egúez, PUCE, Quito
- Wilson Erado, Consejo Provincial de Pichincha, Quito
- Manolo Eras, TISDYC, Quito
- Pedro Espín, Municipio de Cayambe, Cayambe
- Christian Espinel, PUCE, Quito
- José Espinosa, TISDYC, Quito
- Edgar Espinoza, Municipio de Cotacachi, Cotacachi
- Santiago Espinoza, PUCE, Quito
- Felipe Espinoza, Municipio de Guayaquil, Guayaquil
- Silvia Estacio, U.C., Quito
- Gonzalo Estupiñan, CAE, Quito
- Luis Estupiñan, Municipio de San Lorenzo, San Lorenzo
- Carmen Falconí, PUCE, Facultad de Enfermería, Quito
- Gonzalo Falconí, MIDUVI, Quito
- Joselo Falqués, Municipio de Guayaquil, Guayaquil
- Ramón Farías, Municipio de Sucre, Bahía de Caráquez
- Susana Félix, MIDUVI, Quito
- Alba Fernández, CAVIP, Quito

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Jeannette Fernández, Escuela Politécnica Nacional, Quito
- Luis Ferrín, Ministerio de Gobierno, Quito
- María Augusta Fernández, RHUDO/USAID, Quito
- Carlos Filián, CAVIP, Quito
- Diego Flor V., PUCE, Quito
- Edgar Flores, MDMQ, Quito
- María Fernanda Flor Dillon, DGH-MDMQ, Quito
- María Gracia Fonseca, PUCE, Ecuador
- Roberto Freire, BEV, Quito
- Alejandro Fuentes, CAVIP, Quito
- Antoneia Fustillos, U.C., FAU, Quito
- Luis Gallegos, Admin. Zona Sur, MDMQ, Quito
- Catalina Garcés, Quito
- Olga Galarza, BEV, Quito
- Víctor Garavito, Quito
- Pablo Garcés, Escuela de Artes Visuales, Ecuador
- Patricio García, Municipio de Pastaza, Puyo
- Anita García, CIUDAD, Quito
- Jorge García, CIUDAD, Quito
- Edgar Allan Garc'a, PUCE, Quito
- María Gloria Garreiro, DYA, Quito
- Washington Garrido, Municipio de Mira, Mira
- Verónica Gómez, Universidad San Francisco de Quito, Quito
- Williams Gonzabay, Municipio de Santa Elena, Santa Elena
- Jaime González, Adm. Zona Sur, MDMQ, Quito
- Manolo Xavier González, DGH-MDMQ, Quito
- Mayra González, ACJ, Quito
- Lilian Granda, CIUDAD - Video Documental, Quito
- Oswaldo Granda, GAD
- Francisco Guarderas, MIDUVI, Quito
- Marco Guarderas, Subgerente Nacional Financiero, BEV. Quito
- Alioska Guayasamín, MDMQ, Quito
- Handel Guayasamín, MDMQ, Quito
- Igor Guayasamín, CIUDAD - Video Documental, Quito
- Bolívar Guerra, MDMQ, Quito, Quito
- Gustavo Guerra, DYA, Quito
- Nilda Guevara, MSP, Quito
- Willian Guerrero, U.C., Quito
- Bertrand Guiller, ORSTOM, Quito
- María Cristina Guzmán PUCE, Quito
- Wilson Hallo, TISDYC, Quito

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Mercedes Haro, DGH-MDMQ, Quito
- Amira Herdoíza, Proyecto MDMQ -UNICEF, Quito
- Wilson Herdoíza, TISDYC, Quito
- Carmen Hernández, CEPLAES, Quito
- Margot Hernández, Proyecto PEAMCO, DIGEIM, Quito
- Mónica Herrera Montalvo, Escuela Municipal Julio E. Moreno, Quito
- Mónica Herrera Leiva, DGH-MDMQ, Quito
- Amparo Herrera, MSP, Quito
- Olga Herrera, BEV, Quito
- Taylor Herrera, Comité Promejoras de Atucucho, Quito
- Verónica Herrera, MIDUVI, Quito
- Daniela Hevia, PUCE, Quito
- Ana Hidalgo, PUCE, Quito
- Ana Karinna Hidalgo, PUCE-FAD, Quito
- Mauro Hidalgo, ACJ, Santo Domingo de los Colorados
- Daniela Holguín, PUCE-FAD, Quito
- Henriette Hurtado, CIUDAD - REPEM, Quito
- Aura Imbaquingo, Quito
- Enrique Izurieta, Comisión Legislativa del Hábitat, Congreso Nacional, Quito
- Laura Izurieta, CAVIP, Quito
- William Jácome, U.C., Quito
- Roque Jacho Ortiz, DGH-MDMQ, Quito
- Jaqueline Jaramillo, SUIM, MDMQ, Quito
- Julieta Jaramillo, Asociación de Mujeres Municipalistas, Azogues
- Patricio Jaramillo Pinos, U.C., Quito
- José G. Jhayya, Municipio de San Lorenzo, San Lorenzo
- María Sara Jijón, Ministerio de Finanzas, Quito
- María Rosa Jijón, PUCE, Quito
- Victor Hugo Jijón, CDDH, Quito
- Sandra Jiménez Noboa, Fundación Natura, Red Latinoamericana de Bosques, Quito
- Milton Juárez, MIDUVI, Quito
- Mark Kember, Fundación Natura, Quito
- Eduardo Kingman, FLACSO, Quito
- Elena Larrea Benalcázar, INEC, Quito
- José Larrea, CEDIN, Ibarra
- Mercedes Larrea, CIAM, Quito
- Iván Laspina, ORSTOM, Quito
- Carlos Lasso de la Torre, Dispensario Escuela Municipal Espejo, Quito
- Catalina León, Red de Mujeres en Comunicación
- Irene León, ALAI, Quito
- Magdalena León, CONUEP, Quito

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Guadalupe Lemus, CEDIME, Quito
- Leonidas Litamo, Quito
- Francisco Javier Loachamín Quinga, DGH-MDMQ, Quito
- Hugo Loaiza, MIDUVI, Quito
- Carlos Londoño, TISDYC, Quito
- Bernard Lortic, ORSTOM-MDMQ, Quito
- Guillermo Lozano, Proyecto Babahoyo, Babahoyo
- Carmen Luzuriaga de Jarrín, DGH-MDMQ, Control Sanitario, Quito
- Jorge Maguiña, ACJ, Facultad de Arte y Cultura, Quito
- Jamil Mahuad, Alcalde, MDMQ, Quito
- Yolanda Maisinche, CIAM, Quito
- Luis A. Manay Sáenz, SLA-MIEC-JECI, Quito
- José Manrique, CAVIP, Quito
- Mónica Manrique, CIUDAD, Quito
- Xavier Maldonado Dávila, PUCE, Quito
- Oswaldo Males, Quito
- Miguel Malo, OPS, Quito
- Patricio Malo, MDMQ, Quito
- Enrique Martínez, DGH-MDMQ, Quito
- Holger Matamoros, Municipio de Santa, Santa Rosa
- René de Maximy, ORSTOM, Quito
- Alicia Medina T., MDMQ, Quito, Quito
- Francisco Medina, CAVIP, Quito
- Diego Melo, MDMQ, Quito
- Ricardo Mena, DHA/NU, Quito
- Nicolás Mendoza, Quito
- Cristhian Mera, PUCE, Quito
- Luis Fernando Mera García, DGH-MDMQ, Quito
- Pascale Metzger, ORSTOM-MDMQ, Quito
- Mario Minuche, Alcalde del Municipio de Machala, Machala
- Jeanneth Miño, Quito
- José Jaime Miranda, MDMQ, Quito
- Fernando Molina, Dirección Nacional de Defensa Civil, Quito
- Luis Eduardo Molina, Escuela de Salud Pública, Fac. Medicina, U.C., Quito
- Ricardo Moncayo, RIIP, FAU - U.C., Quito
- Alexandra Moncada, Centro de Asesoramiento y Vivienda Popular-CAVIP, Quito
- Lourdes Montaña, PUCE, Quito
- Gonzalo Montalvo, Admin. Zona sur, MDMQ, Quito
- Silvia Mora Bowen, RHUDO/USAID, Quito
- Jorge Morán, Director Proyecto Hábitat, Guayaquil
- Ernesto Morales, U.C., Quito
- Mary Morales Miño, Municipio de Cayambe, Cayambe

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- José Hernán Morales, MDMQ, Quito
- Judith Morejón, Fundación ICD, Dirección Proyectos de Salud y del Centro Prevención y Nutrición Infantil, Quito
- Corina Moreno, Barrio Atucucho, Quito
- María Moreno, CCHH-PUCE, Quito
- Cristina Moreno, Ecoturismo, PUCE, Quito
- Esteban Moscoso, Dirección de Parques y Jardines, MDMQ, Quito
- Javier Moscoso, PUCE, Quito
- Erika Muñoz, PUCE, Quito
- Víctor Muñoz, CAVIP, Quito
- Iván Naranjo, Empresa Eléctrica Quito S.A., Quito
- Rubén Naranjo Granizo, DGH-MDMQ, Área de Alimentos, Quito
- César Narváez, EPN, Quito
- Shally Navarrete, MDMQ, Quito
- Hernán Navas, DYA, Quito
- Gerardo Nicola, AME, Quito
- Cecilia Nieto, U.C., Quito
- Raul Nieto, MIDUVI, Quito
- Santiago Nieto, PUCE, Quito
- Marco Niveló, Municipio de Cuenca, Dirección de Sanidad e Higiene, Cuenca
- Gonzalo Núñez, MIDUVI-PUCE, Quito
- Osvaldo Efraín Obando Landazuri, DGH-MDMQ, Quito
- María Alexandra Ocles, Centro Afro Ecuatoriano, Quito
- Lenin Oña, Quito
- Myriam Oña, CIAM, Quito
- Rubén Oña, U.C., Quito
- Luis Orbe, U.C., Quito
- José Ordóñez, CAE, Núcleo Pichincha, Quito
- Juan Ordóñez, Subsecretario de Desarrollo Urbano, MIDUVI, Quito
- Hernán Orellana, FUNEPSA, Quito
- Norman Vicente Orellana, ACJ, Machala
- Jenny Ortega, U.C., Quito
- Pablo Ortega, MDMQ, Quito
- Santiago Ortiz, ACJ, Quito
- Cecilia Padilla, CEPESIU, Quito
- Wilson A. Paladines, Municipio de Santa Rosa, Santa Rosa
- César Páiz, DGP, MDMQ, Quito
- Cristina Paredes, U.C., Quito
- Alejandro Paredes, Adm. Zona Sur, MDMQ, Quito
- María Christina Paredes Urbina, DGH-MDMQ, Quito
- Marcelo Parra, CAVIP, Quito
- Ramiro Parra, MIDUVI, Quito

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Patricia Palacios, Quito
- Vidal Pástor, Dispensario Escuela Municipal Sucre, Quito
- Marcelo Pavón, MIDUVI, Quito
- José Peña, Cooperativa La Patagonia, Quito
- Cristina Peña, Programa Gestión Urbana, Quito
- Andrés Peñaherrera, RIIP, Quito
- Elena Peralvo, MDMQ, Quito
- Edison Pérez, PUCE, Quito
- Enrique Pérez, Admin. Zona Centro, MDMQ, Quito
- Guillermo Pérez, Subsecretario de Vivienda, MIDUVI, Quito
- Pablo Pérez, U.C., Quito
- Jaime Pesantes, Municipio de Santa Elena, Santa Elena
- Xavier Pesantez, PUCE, Quito
- Galo Plaza, Fac. de Geología, EPN, Quito
- Orlando Porras PUCE, Quito
- Michel Portais, ORSTOM, Quito
- Domenico Privitera, PUCE, Quito
- Luis Quilca, Urcuquí
- María Quintero, DFG/FAO, Centro Forestal INEFAN, Conocoto
- Hiram Quiroga, Director Proyecto Hábitat, Quito
- Ana Margarita Racines, IECAIM, Quito
- Marco Ramos, MIDUVI, Quito
- Santos Ramia, Municipio de Santa Elena, Santa Elena
- Luis Ramírez, DGH-MDMQ, Quito
- María Esther Ramírez, Dispensario Escuela Municipal Sucre, Quito
- Rocio Ramírez, DGH-MDMQ, Quito
- Oswaldo Ramos, BEV, Quito
- Natalia Reyes, ESQUEL, Quito
- Fernando Rivera, PUCE, Quito
- Francisco Robalino, MIDUVI, Quito
- Alicia Robalino, Subsecretaría de Cultura, Ministerio de Educación, Quito
- Eugenia Rodríguez, ICAM-Q, Quito
- Lyvia Rodríguez, RHUDO/SA-USAID, Quito
- Germania Rodríguez, PUCE, Ecuador
- Martha Rodríguez, FBPNQ, Quito
- Pedro Rodríguez, BEV, Babahoyo
- Roberto Roggiero, CEDIME, Quito
- Carlos Rohn, Subgerente Nacional de Operaciones, BEV, Quito
- Gloria Roldán, Dirección Nacional de Defensa Civil, Quito
- Analuz Christina Romero Rosero, DGH-MDMQ, Quito
- Dolores Romero, PUCE, Quito

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Alex Ron, PUCE-FAD, Quito
- Napoleón Romero, U.C., Quito
- Ramiro Ron, U.C., Quito
- Alberto Rosero, CAVIP, Quito
- Marcelo Rosario, P. Comercial PTO.
- Wladimir Rosero, MDMQ, Quito
- Shirley Ruales, DGH-MDMQ, Quito
- Estuardo Ruiz Pozo, SONY Corporation, Quito
- Estuardo Ruiz, Ministerio de Educación y Cultura, Quito
- Germán Ruiz, Municipio de Mira, Mira
- Gustavo Rubio, PUCE, Quito
- Sandra Ruiz, ACJ, Quito
- Silvana Ruiz, CIUDAD, Quito
- Alvaro Sáenz, Admin. Zona Sur, MDMQ, Quito
- Alba Sandoval, Unidad Educativa Municipal Quitumbe, Quito
- Marco Salazar, TISDYC, Quito
- Patricia Saldaña, Conexiones, Quito
- Gabriel Saltos, Municipio de Machala, Machala
- Nancy Sánchez, CIUDAD, Quito
- Daniel Sánchez, PUCE, Quito
- Isabel de Sánchez, International Selmel, Guayaquil
- Jorge Sánchez, Las Dos Puntas, Quito
- Sara Santacruz, Consejo Nacional de Cultura, Quito
- Ximaena Santacruz, Fundación Natura, Quito
- Nelly Santillán, MDMQ, Quito
- María de los Angeles Sárate, Municipio de San Lorenzo, San Lorenzo
- Fernando Sarmiento, BEV, Quito
- Patricia Sarzosa, ACJ, Santo Domingo de los Colorados
- Wilfrido Segura, Escuela Artes Visuales, Quito
- Carlos Sempértegui Aguilar, DGH-MDMQ, Quito
- Eduardo Serrano, PUCE, Quito
- Helga Serrano, ACJ, Quito
- Lucas Serrano, CAVIP, Quito
- Edwin Sicho, U.C., Quito
- Sebastián Siguenza, Municipio de San Juan Bosco,
- Mercedes Silva, INNFA, Quito
- Mónica Smith, CAVIP, Quito
- Roberto Sola, PUCE, Quito
- Cecilia Sosa, MDMQ, Quito
- Luis Soto, Municipio de Santo Domingo de los Colorados, Santo Domingo de los Colorados
- Marc Souris, ORSTOM-MDMQ, Quito

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Catalina Tamayo, ESQUEL, Quito
- Eduardo Tamayo ALAI, Quito
- Johann Tamayo, FAD/PUCE, Quito
- Guillermo Tapia, AME, Quito
- Fernando Terán Cevallos, HCAM, Departamento Servicios Generales, Quito«private »
- Marco V. Terán, Municipio de Cotacachi, Cotacachi
- Eva María Toledo, Dirección de Parques y Jardines, MDMQ, Quito
- Germán Torres, TISDYC, Quito
- Ramón Torres, CEPLAES, Quito
- Julio Touma, Alcalde del Municipio de Babahoyo, Babahoyo
- Germán Trujillo, Quito
- Rosario Trujillo, Municipio de Ibarra, Ibarra
- Segundo Trujillo, Comité Promejoras Juventud en Lucha, Quito
- Carlos Ubidia, Municipio de Cotacachi, Cotacachi
- Fidel Fernando Ulcuango Farinango, Escuela Municipal Sucre, Quito
- Mario Unda, CIUDAD, Quito
- Elizabeth Vaca, Colegio "La Providencia", Psicología, Quito
- René Vallejo Aguirre, DGP, MDMQ, Quito
- Miguel Vallier, Embajada Real de los Países Bajos, Quito
- Javier Varas, Municipio de Guayaquil, Guayaquil
- Juan Vásquez, MDMQ, Quito
- Mario Vásquez, CIUDAD, Quito
- Fernando Vásquez, Municipio de Guaranda, Guaranda.
- Fabian Vásquez, Ferroviaria, Quito
- Janeth Vega, DGP-SUIM, MDMQ, Quito
- Silvia Vega, CEPLAES, Quito
- Milton Vega Herrera, DGH-MDMQ, Epidemiología, Quito
- Yolanda Vega, MSP, Salud Ocupacional, Quito
- Juan Núñez Velasco, DGH-MDMQ, Centro de Rehabilitación El Tingo, Quito
- Lisímaco Velasco, IULA, Quito
- Santiago Velasco, CAVIP, Quito
- Franklin Venegas, BEV, Santo Domingo de los Colorados
- Aurelio Vera Vera, Viviendas Hogar de Cristo, Guayaquil
- Luis Verdesoto, Foro Ciudadanía, Quito
- Luis Fernando Viera, ACJ, Santo Domingo
- Carola Villalba, Municipio de Cayambe, Departamento de Higiene, Cayambe
- Patricio Villacés Vera, DGH-MDMQ, Quito
- Fernando Villacrés, CIUDAD, Quito
- Fernando Villacres, Patronato, Quito
- Alfredo Villacrés, MDMQ, Quito, Quito
- Paul Villareal, PUCE, Quito

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

Bayardo Villarreal, U.C., Quito
Gaitán Villavicencio, CER-G, Guayaquil
Francisco Villota, Proyecto Babahoyo, Babahoyo
José Luis Villegas, BEV, Machala
Juan Viteri Aguirre, DGH-MDMQ, Recursos Humanos, Quito
Hernán Francisco Viteri, DGH-MDMQ, Quito
Bolívar Viteri, EMAAP, Quito
Ramiro Viteri, MDMQ, Quito
Margarita Vízcarra Coronel, DGH-MDMQ, Salubridad Rural, Quito
Hugo Yépez, Instituto Geofísico, EPN, Quito
Inés Yépez, CAVIP, Quito
Patricio Yépez, BEV, Ibarra
René Yerovi Avila, Dispensario Colegio Benalcázar, Quito
Mario Zambrano Dávila, DGH-MDMQ, PROSAPLAN, Quito
Othón Zevallos, EPN, Quito
Angel Zhingre, Adm. Zona Centro, MDMQ, Quito

• **INSTITUTIONS ET ORGANISATIONS REPRESENTÉES A LA RENCONTRE**

ADHEC	Honduras
ALAHUA	Asociación Latinoamericana para el Hábitat, el Urbanismo y la Arquitectura. Argentina
ALAI	Asociación Latinoamericana de Información, Ecuador
ALDHU	Asociación Latinoamericana de Derechos Humanos, Ecuador
ALTERNATIVA	Centro de Investigación Social y Educación Popular, Perú
ANC	Asociación Nacional de Centros, Perú
ACIS	Asociación Colombiana de Ingeniería Sísmica, Colombia
ATI	Asociación de Trabajo Interdisciplinario, Colombia
AVE-CEVE	Asociación de Vivienda Económica, Centro Experimental de Vivienda Económica, Argentina
AVP	Asociación para la Vivienda Popular, Colombia
CACILS	Brasil
CAE	Colegio de Arquitectos del Ecuador, Ecuador
Casa y Ciudad	Centro de Asesoría, Capacitación e Investigación Urbana, México
CAVIP	Centro de Asesoramiento y Vivienda Popular, Ecuador
CCE	Casa de la Cultura Ecuatoriana Benjamín Carrión, Ecuador
CDDH	Comisión de derechos Humanos, Ecuador
CEAAL	Centro de Educación de Adultos de América Latina, Uruguay
CEARAH-PERIFERIA	Centro de Estudios, Articulacao e Referencias sobre Assentamentos Humanos, Brasil
CEAS	Centro de Estudios de Asesoría en Salud, Ecuador
CEDIME	Centro de Documentación e Información de los Movimientos Sociales del Ecuador, Ecuador
CEDIN	Centro de Desarrollo Integral del Norte, Ibarra, Ecuador
CEHAP	Centro de Estudios del Habitat Popular - Universidad Nacional - Seccional Medellín
CENCA	Instituto de Desarrollo Urbano, Perú Centro Afro-Ecuatoriano, Ecuador Centro Cultural Benjamín Carrión, Ecuador
CENVI	Centro de la Vivienda y Estudios Urbanos, México
CEPESIU	Centro de Promoción y Empleo para el Sector Informal Urbano, Ecuador
CEPLAES	Centro de Estudios y Planificación Económica y Social, Ecuador
CEPROD	Honduras
CER-G	Centro de Estudios Regional Guayaquil, Ecuador
CERES	Centro de Estudios de la Realidad Económica y Social, Bolivia
CIAME	Comité Interagencial para la Mujer Ecuatoriana, Ecuador
CICSA	Centro de Intercambio y Servicios Cono Sur, Córdoba, Argentina
CIDAP	Centro de Investigación, Documentación y Asesor a Poblacional, Perú
CIEDUR	Centro Interdisciplinario de Estudios sobre el Desarrollo, Uruguay
CIESPAL	Centro de Investigación y Estudios de Periodismo para América Latina, Ecuador
CIESU	Centro de Informaciones y Estudios del Uruguay, Uruguay
CIPUR	Centro de Investigaciones y Proyectos Urbano Regionales, Perú

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

CIUDAD	Centro de Investigaciones CIUDAD, Ecuador CIUDAD ALTERNATIVA, República Dominicana
COBIJO	Habitat y Desarrollo, Chile
CODESURMI	Comisión Habitat, Perú
COMUNIDEC	Sistema de Investigación y Desarrollo Comunitario, Ecuador
CONAIE	Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador
COPEVI	Centro Operacional para la Vivienda y Poblamiento, México
CRD	Construcción Resource and Development Centre, Jamaica
CYTED	Programa de Ciencia y Tecnología para el Desarrollo, El Salvador
DESCO	Centro de Estudios y Promoción de Desarrollo, Perú
DGRT	Dirección General de Regularización Territorial del Departamento del Distrito Federal, México D.F.
DIGEIM	Ecuador Dimensiones, Honduras
DNDC	Dirección Nacional de Defensa Civil, Ecuador
DYA	Desarrollo y Autogestión, Ecuador
ENDA-CARIBE	Environnement et Developpement du Tiers-monde, República Dominicana
ESQUEL	Fundación Esquel, Ecuador
FEDEVIVIENDA	Federación Nacional de Organizaciones de Vivienda Popular, Colombia
FICONG	Programa de Fortalecimiento Institucional y Capacitación de Organizaciones No Gubernamentales, Costa Rica
FONSAL	Fondo de Salvamento MDMQ, Ecuador
FORHUM	Programa de Formación de Recursos Humanos para la Gestión Local, Colombia, Perú, Ecuador y Bolivia Foro de la Ciudadanía, Ecuador
FOROHABITAT	Chile
FUCVAM	Federación Unificadora de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua, Uruguay Fundación para el Desarrollo Social, Ecuador
PROHABITAT	Fundación Pro Habitat, Bolivia Fundación San Gabriel, Bolivia Fundación de Arte y Cultura Rucharina, Ecuador Fundación José Peralta, Ecuador
FUNDASAL	Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima, El Salvador
FUNDESEC	Ecuador
FUNEPSA	Ecuador
FUNHABIT	Fundación Ecuatoriana del Habitat, Ecuador
FUPROVI	Fundación Promotora de Vivienda, Costa Rica
FVC	Fundación Vivienda y Comunidad, Argentina
GAD	Ecuador
GEM	Grupo de Educación Popular entre Mujeres, México
HABITAR	Centro de Promoción e Investigación del Habitar, Nicaragua
HABITAT CUBA	Cuba

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

HI	Homeless International, Inglaterra
HIC	Habitat International Coalition
IAB-BH	Instituto de Arquitectos de Brasil-Belo Horizonte, Brasil
ICAM-A	Ecuador
ICD	
IECAIM	Ecuador
IIDV/ICOHA	Argentina
IIED-AL	Instituto Internacional del Medio Ambiente y Desarrollo - América Latina, Argentina
ILDIS	Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales, Ecuador Instituto Geofísico, Escuela Politécnica Nacional, Ecuador International Selmel, Guayaquil, Ecuador
INTERCOM	Cooperación Interinstitucional de Comunicación Electrónica, Ecuador
ITDG	Intermediate Technology development Group, Perú
IULA	International Unión of Local Authorities, Ecuador
LA RED	Red de Estudios Sociales y para la Prevención de desastres en América Latina, Perú (Sede Regional A.L.) Latin Recco, Ecuador
NATURA	Fundación Natura, Ecuador
PGU	Programa de Gestión Urbana, Ecuador Pioneros Ecuador
POLIS	Instituto de Estudos, Formacao e Assesoria em Políticas Sociais, Brasil Posada de las Artes Kingman, Ecuador
PROVIPO	Perú Red de Mujeres en Comunicación, Ecuador Red Latinoamericana de Bosques Red Regional Mujer y Hábitat de Habitat International Coalition
REDES	Red de Estudios en Servicios Urbanos En América Latina
REPEM	Red de Educación Popular entre Mujeres, Ecuador
SERPAJ	Servicio Justicia y Paz, Ecuador
SIE	Secretariado Internacional del Agua, Canadá
SLA-MEC-JECI	Ecuador Sony Corporation, Ecuador
SUR	Centro de Estudios Sociales y de Educación, Chile Viviendas Hogar de Cristo, Ecuador

MOUVEMENTS ET ORGANISATIONS SOCIALES

ACJ	Asociación Cristiana de Jóvenes, Ecuador Asociación de Mujeres Municipalistas, Azogues, Ecuador Asamblea de Barrios de la Ciudad México, México Associacao em Defesa da Moradia, Brasil Comité Promejoras de Atucucho, Ecuador
-----	--

	Comité Promejoras Manuelita Sáenz, Ecuador
	Comité Promejoras de Zaracay, Ecuador
	Comité de Desarrollo Noroccidente de Quito, Ecuador
	Comité Promejoras Zaracay, Ecuador
	Familia Negra, Ecuador
FBPNOQ	Federación de Barrios Populares del Nor-Occidente de Quito, Ecuador
FICSHA	Federación Shuar, Ecuador
	FORO URBANO, Perú
UCP	Unión de Colonias Populares, México
UCSIV	México
	Uniao dos Movimentos de Moradia, Brasil

ORGANISMES GOUVERNEMENTALS ET MUNICIPALS

AME	Asociación de Municipalidades Ecuatorianas, Ecuador
	Banco Hipotecario del Uruguay, Uruguay
BEV	Banco Ecuatoriano de la Vivienda
CAAM	Comisión Asesora Ambiental, Ecuador
	Cámara de Diputados, México
	Comisión Legislativa del Hábitat, Congreso Nacional del Ecuador, Ecuador
	Consejo Social, Segunda Vicepresidencia de Costa Rica, Costa Rica
DGP	Dirección General de Planificación
DGH	Dirección General de Higiene
DGRT	Dirección General de Regularización Territorial del Departamento del Distrito Federal, México
	Dirección Nacional de Defensa Civil, Ecuador
EEQ.S.A.	Empresa Eléctrica Quito S. A., Ecuador
EMASEO-Q	Empresa Metropolitana de Aseo, Ecuador
EMOP-Q	Empresa Municipal de Obras Públicas, Ecuador
HCAM	Hospital Carlos Andrade Marín, Ecuador
IESS	Instituto Ecuatoriano de Seguridad Social, Ecuador
INAMHI	Instituto Nacional de Meteorología e Hidrología, Ecuador
INEC	Instituto Nacional de Estadísticas y Censos, Ecuador
INEFAN	Instituto Ecuatoriano de Recursos Forestales y Areas Naturales, Ecuador
INEN	Instituto Ecuatoriano de Normalización, Ecuador
INNFA	Instituto Nacional del Niño y la Familia, Ecuador
MDMQ	Municipio del Distrito Metropolitano de Quito
MIDUVI	Ministerio de Desarrollo Urbano y Vivienda, Ecuador
MEC	Ministerio de Educación y Cultura, Ecuador
	Ministerio de Educación, Colombia
	Ministerio de Finanzas, Ecuador

MSP	Ministerio de Vivienda, Costa Rica
	Ministerio de Salud Pública, Ecuador
	Municipalidad de Saint Denis, Francia
	Municipio de Cayambe, Ecuador
	Municipio de Cotacachi, Ecuador
	Municipio de Cuenca, Ecuador
	Municipio de Diadema, Diadema-Brasil
	Municipio de Gonzanamá, Ecuador
	Municipio de Guayaquil, Ecuador
	Municipio de Machala, Ecuador
	Municipio de Mira, Ecuador
	Municipio de Pastaza, Ecuador
	Municipio de Pedro Moncayo, Ecuador
	Municipio de San Juan Bosco, Ecuador
	Municipio de San Lorenzo, Ecuador
Municipio de Santa Elena, Ecuador	
Municipio de Santa Rosa, Ecuador	
Municipio de Sucre, Ecuador	
Prefectura de Belo Horizonte, Brasil	

INSTITUTIONS ACADEMIQUES

CETEC	Facultad de Arquitectura y Urbanismo, Universidad Central, Ecuador.
	Colegio "la Providencia" Psicología, Ecuador
	Colegio Benalcázar, Ecuador
CONUEP EPN	Consejo Nacional de Universidades y Escuelas Politécnicas, Ecuador
	Escuela Politécnica Nacional, Ecuador
	Escuela de Artes Visuales, Ecuador
	Escuela de Artes Visuales, Ecuador
	Escuela Eugenio Espejo, Ecuador
	Escuela Julio E. Moreno, Ecuador
	Escuela Municipal Sucre, Ecuador
	Escuela Oswaldo Lombeida, Ecuador
FACSO	Facultad de Comunicación Social (U.C.)
	Facultad de Arquitectura, Uruguay.
	Facultad de Enfermería, PUCE, Ecuador
	Facultad de Medicina (UC.), Ecuador
FAD	Facultad de Medicina, PUCE Ecuador
	Facultad de Arquitectura y Diseño (PUCE), Ecuador

FAU	Facultad de Arquitectura y Urbanismo, (U.C.), Ecuador
FLACSO	Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, Ecuador
ABMG	Instituto de Arquitectos del Brasil, Minas Gerais, Brasil Instituto de Vivienda, Universidad de Chile, Chile Liceo Municipal Fernández Madrid, Ecuador Programa de Rescate Patrimonial y Urbano en el Estado de Hidalgo, Departamento de Investigaciones y Conocimiento. División de Ciencias y Artes para el Diseño., México
PUCE	Pontificia Universidad Católica del Ecuador, Ecuador
TISDYC	Taller de Investigación Social, Diseño y Comunicación, Ecuador
U.C.	Universidad Central del Ecuador, Ecuador
UAM-A	Universidad Autónoma Metropolitana Atzacapatzalco, México.
UFMG	Universidade Federal de Minas Gerais, Centro de Estudos Urbanos, Brasil
UNAM	Universidad Nacional Autónoma de México, México Unidad Educativa Quitumbe, Ecuador
UC-FAU	Universidad Central de Venezuela, Facultad de Arquitectura y Urbanismo, Venezuela. Universidad de Cuenca, Ecuador
USFQ	Universidad San Francisco de Quito, Ecuador

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

DED	Servicio Alemán de Desarrollo, Alemania, Ecuador
DFG-FAO	Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación, Ecuador
DHA-NU	Departamento de Naciones Unidas para Asuntos Humanitarios, Ecuador Embajada de España, Ecuador Embajada Real de los Países Bajos, Ecuador
CNUAH	Centro de Las Naciones Unidas Para Los Asentamientos Humanos
GRET	Group de Recherche et D'échanges Technologiques, Francia
GTZ	Agencia de Cooperación Alemana, Ecuador
GURI	Global Urban Research Initiative, Canadá HABITAT Proyecto ECU-91-011, Ecuador Junta de Andalucía, España
OMS	Organización Mundial de la Salud, Ecuador
OPS	Organización Panamericana de la Salud, Ecuador
ORSTOM	Institut Francais de Recherche Scientific Pour Le Developpment, Francia, Ecuador
PACT ARIM	Asociación PACT ARIM, Ecuador
PGU	Programa Gestión Urbana, Ecuador
PNUD	Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo, Ecuador
PNUMA	Programa de Las Naciones Unidas para el Medio Ambiente, México

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

PSH	Programme Solidarite Habitat, Francia
RHUDO/SA	Oficina Regional de Vivienda y Desarrollo Urbano Para Sur América , Ecuador
	Servicio Holandés de Cooperación, Holanda, Ecuador
UNFPA	Fondo de Población de las Naciones Unidas, Ecuador
UNICEF	Fondo de Naciones Unidas para la Infancia, Ecuador
UNIFEM	Fondo de Desarrollo de las Naciones Unidas para la Mujer, Ecuador
VNU	Voluntarios de Naciones Unidas, Ecuador

• **AUSPICE DE ENTREPRISES PRIVEES**

Animotion
Artesanías Comunitarias
Bangalo Salón de Te
Dalecalia S.A. - Ericsson
Cicetronic
Conexiones
DHL
Galería Latina
Hotel Quito
La Internacional
Libro Express
NESTLE
Pinturas Wesco
Roan Arte y Diseño
Tierra Shop

2. EXPOSITION D'EXPERIENCES

L'exposition présentée comprend un total de 277 expériences, lesquelles ont été présentées par 155 institutions publiques et privées et organisations sociales de 15 pays de l'Amérique Latine et Les Caraïbes.

Ces expériences ont été groupées dans 16 thèmes généraux.

EXPERIENCES SUIVANT THEMES GENERALS

Citoyenneté, identité et culture	16
Gestion et Participation du citoyen	21
Enfants	10
Femmes	07
Institutions et Organisations	22
Santée et alimentation	11
Services Basiques	32
Logement	47
Environnement	29
Planification et terrain urbain	20
Réhabilitation urbaine et centres historiques	15
Capacitation et éducation	21
Etudes et publications	09
Communications et Systèmes d'information	05
Génération de recettes et Financement	05
Développement Rural	07
TOTAL	277

LE NUMERO D'INSTITUTIONS ET EXPERIENCES PRESENTEES PAR PAYS

PAYS	N° D'INSTITUTIONS	N° D'EXPERIENCES
ARGENTINE	04	06
BOLIVIE	02	02
BRESIL	36	59
CHILI	05	06

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

COLOMBIE	16	29
COSTA RICA	11	13
EQUATEUR	42	105
EL SALVADOR	01	04
GUATEMALA	03	05
MEXIQUE	13	18
NICARAGUA	02	02
PEROU	07	10
URUGUAY	11	10
CANADA	01	02
FORHUM	01	06
(COLOMBIE, EQUATEUR, PEROU, BOLIVIE)		
TOTAL	155	277

RANNEAUX PRESENTES

ARGENTINE

- Centro Experimental de Vivienda Económica. (GEVE)
Experiencia argentino brasileña para la introducción del sistema BENO en el contexto de la región metropolitana de Fortaleza-Brasil
Mueble sanitario multicombinable
La vivienda semilla
Evaluación, aprendizaje en la vivienda popular. Métodos simples y técnicas apropiables
- Fundación Vivienda y Comunidad. (FVC)
Programa de mejoramiento habitacional MERLO
- Municipalidad y Comunidad de Miramar. Gobierno de la Provincia de Córdoba. Gobierno de la Nación.
Mitigación de desastres en áreas urbanas

BOLIVIE

- Centro de Estudios de la Realidad Económica Social. Homeless International England U.K. (CERES. HI)
Fondo rotatorio de agua potable - vivienda social
- Taller de Proyectos e Investigación del Hábitat Urbano. (RED-HABITAT)
Mejoramiento de la vivienda

BRESIL

- Asociación para Recuperación y Conservación de Ambiente.
Ciudad y Vida, Arquitectura
- Assesoria de Urbanização Popular. (ARRUAR)
Projeto Ilya de Santana: uma avaliação pos-implantação
- Associação Mineira de Defesa do Ambiente. (ANDA)
ANDA. Presentación Institucional
- Brandt Mei Ambiente. (BRANDT)
Mapeamento de biotopos no Brasil: base para um planejamento ambiental eficiente
- Centro de Assessoria e Estudos Urbanos. (CIDADE)
Vila 1ro. de Maio
- Compromisso Empresarial para Reciclagem. (CEMPRE)
Informação alavanca a reciclagem no Brasil
Organização de catadores
- Governo do Estado Ceará. GRET.
Comunidades
GRET.
Fondos Comunitarios de Habitação
Instituto de Estudos Formação e Assessoria em Políticas Sociais. (POLIS)
Alternativas contra a fome, Rio Branco, Acre
- Instituto Estadual do Patrimonio Histórico e Artístico. (IEP-HA)
IEP-HA. Presentación Institucional
- Manoel Teixeira Azevedo Jr.
Serra: um olhar urbano
- Nucleo de Estudos e Projetos Habitacionais e Urbanos, Universidade Federal Fluminense. (NEPHU-UFF)
Regularização Urbanística
- Nucleo Rural Artesanal Maos Mineiras.
Maos Mineiras Eco-Desenvolvimento Rural
- Oxfam. CEARAH Periferia.
Escola de Planejamento Urbano e Pesquisa Popular
- Prefeitura do Municipio da Estancia de Cananeia. Instituto de Electrotecnica e Energia da Universidade de Sao Paulo.
Centro de Estudios e Pesquisas de Administração Municipal.
Energização de villas isoladas
- Prefeitura Municipal de Assis. (ASSIS)
Projeto brote verde
Atenção ao Meio Ambiente
Creches Municipais
Programa saúde da familia
Projeto Vida Nova

Programa de ensino profissionalizante

Programa de esporte comunitário

Clube da criança

Programa de educação municipal

Programa de Recuperação da Santa Casa de Misericórdia

Gestão participativa

Projeto Viva Vida

- Prefeitura Municipal de Belo Horizonte.

Programa estrutural em áreas de risco

Alternativas contemporâneas para políticas de preservação as negociações urbanas Inventário do patrimônio urbano e cultural de Belo Horizonte

Parque municipal, o parque da cidade

Belo Horizonte: Orçamento Participativo

- Prefeitura Municipal de Belo Horizonte. Centro para Pesquisas, Parque das Mangabeiras.

Flora medicinal

- Prefeitura Municipal de Belo Horizonte. Companhia Urbanizadora de Belo Horizonte.

Programa Alvorada

Conjunto Esperança: Recuperação Ambiental do Lixão

Orçamento participativo da habitação

Projeto Lagoinha, a perspectiva da reabilitação integrada. Gestão 1993-1996

- Prefeitura Municipal de Belo Horizonte. Superintendência de Limpeza Urbana. (SLU-PBH)

Recolectores de papel: agentes prioritários de la recogida selectiva

Projeto de recogida selectiva de materiales reciclables

Moviliario urbano para recibir los desechos reciclables

- Prefeitura Municipal de Betim.

Orçamento participativo 96

- Prefeitura Municipal de Diadema.

Diadema slum upgrading: the local government proposal

The sustainable development of the Diadema industrial city

- Prefeitura Municipal de Fortaleza. CEARAH Periferia. GRET.

Casa melhor: programa municipal para reforma e ampliação de moradia

- Prefeitura Municipal de Ipatinga.

Homens em serie

- Prefeitura Municipal de Ipatinga. Associação Habitacional de Ipatinga.

Mutirão em Autogestão, construindo a cidadania

- Prefeitura Municipal de Porto Alegre.

Porto Alegre: Capital ambiental do MERCOSUL

Arroio não e valão

- Prefeitura Municipal de Ríó Branco.

Habitar Brasil. Un programa de recuperação na Amazonía

- Prefeitura Municipal de São Paulo.

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

São Paulo 1989-1992: Participação e habitação: direito a cidadania

São Paulo 1989-1992: Direito a moradia: mutirão e autogestão

São Paulo 1989-1992: Direito a Arquitetura, diversidade

São Paulo 1989-1992: Direito a terra a quem nela mora

- Prefeitura Municipal de Sao Vicente.
México 70. Projeto de Urbanização e Saneamento integrado en area degradada
- Prefeitura Municipal do Jaboatão Dos Guarapes.
Programa de revitalização da Lagoa Ocho d'Agua
A proposta de esgotamento sanitario do Jaboatão dos Guarapes
- Proeventos.
Premio IAB Gentileza Urbana
- Universidade Federal do Río Grande do Norte. Instituto de Planejamento Urbano de Natal.
Do barranco ao sobradinho: Projeto habitação multifamiliar

CANADA

- Secretariado Internacional del Agua.
Secretariado del Agua. Presentación Institucional
La gota de la esperanza

CHILI

- Centro de Estudios Sociales y Educación. (SUR)
SUR: Publicaciones
SUR: Escuela de Planificadores Sociales. Presentación
- COBIJO. Hábitat y Desarrollo. (COBIJO)
Vivienda progresiva con inovación tecnológica
- Corporación Privada de Desarrollo Social. (JUNDEP)
Banco de materiales
- Fondo de Desarrollo Vecinal. (FONDEVE)
Conchalí-FONDEVE 95
- REDES.
REDES. Presentación Institucional

COLOMBIE

- Asociación de Vivienda Popular. (AVP)
Recuperación de la Laguna Tibabuyes
Programa de autoconstrucción dirigida
Ciudadela Nueva Tibabuyes
- Asociación de Vivienda Popular. Fundación para el Desarrollo Social. (AVP)

- Participación y convivencia ciudadana: ciudadela Nueva Tibubayes
- Cartagena de Ingeniería S.A. (CARINSA)
Alcantarillado sin arrastre de sólidos "ASAS"
- Centro de Estudios del Hábitat Popular. Universidad Nacional de Colombia. Sede Medellín. (CEHAP)
Ciudades habitables, equitativas, democráticas y soñadoras
Publicaciones
Interacción social. Diálogo de saberes en torno a proyectos colectivos de ciudad
CEHAP: Actividades Educativas
CEHAP. Interacción social: Ambitos de acción
Investigación
- Coalición Internacional del Hábitat. Red Mujer y Hábitat. (HIC)
Red Mujer y Hábitat. Un proceso de muchos momentos, etapas, historias
- Corporación Antioquia Presente.
Proyecto Villa María
- Corporación Antioquia.
Programa Villa Café
- Corporación Educativa y Cultural Simón Bolívar.
15 años de trabajo comunitario
Semanas culturales barrio Kennedy
Proyecto unidad integrada de servicios "Luis Aníbal Murillo Urán"
- Corporación REGION.
Corporación REGION. Presentación Institucional Federación Nacional de Organizaciones de Vivienda Popular. (FEDEVIVIENDA)
Hábitat humano: un lugar en el tiempo y en el espacio
Programa Radial un lugar para vivir
Programa de mejoramiento de la vivienda
- Fundación Social Madres Comunitarias.
Saneamiento ambiental y mejoramiento del hábitat
- Grupo Hábitat Pacífico. Centro de Investigaciones de la Universidad del Valle. (CITCE)
Mejoramiento del hábitat rural. Atrato medio
Investigación para el desarrollo de los hábitats aldeanos de Pacífico
Equipamiento comunitarios y vivienda Bahía Solano
Mejoramiento de Vivienda Río San Juan
- Programa de Formación de Recursos Humanos. (FORHUM) CEHAP; CIUDAD; CIDAP; CERES
Gestión del desarrollo local. Perú: Lima, Ilo, Cajamarca. Proyecto FORHUM Programa de Formación de Recursos Humanos. CEHAP; CIUDAD; CIDAP; CERES
Curso Regional Andino. Colombia, Ecuador, Perú, Bolivia. Proyecto FORHUM Programa de Formación de Recursos Humanos. CEHAP; CIUDAD; CIDAP; CERES
Gestión del desarrollo local. Bolivia: Cochabamba, Sucre.
Gestión del desarrollo local. Colombia; Medellín, Bogotá, Cali, Barranquilla, Siliva. Proyecto FORHUM Programa de Formación de Recursos Humanos. CEHAP; CIUDAD; CIDAP; CERES

Publicaciones. Proyecto FORHUM Programa de Formación de Recursos Humanos. CEHAP; CIUDAD; CIDAP; CERES
Gestión del desarrollo local. Ecuador: Quito (Noroccidente), Ambato, Ibarra. Proyecto FORHUM Programa de Formación
de Recursos Humanos. CEHAP; CIUDAD; CIDAP; CERES

- Programa para la Reinserción. Presidencia de la República. Red de Solidaridad Social. Corriente de Renovación Socialista.
Vivienda para la paz
- Red de Bibliotecas Populares de Antioquia. (REBIPOA)
REBIPOA. Presentación Institucional
- República de Colombia. Consejería Presidencial para Medellín y su Area Metropolitana.
Núcleos de vida ciudadana (NVC)

COSTA RICA

- EARTH.
Manejo integrado de desechos sólidos
- Fundación para la Vivienda Rural Costa Rica-Canadá.
Programa de vivienda rural
- Fundación Promotora de Vivienda. (FUPROVI)
Utilización de Tecnología aplicada para la reparación de viviendas dañadas por el terremoto de Limón
Programa de hábitat popular urbano, gran Area Metropolitana 1987-1995
- Instituto Nacional de Aprendizaje.
Vivero y huerto escolar libre de agroquímicos "un aporte al desarrollo sostenible"
- Instituto Tecnológico de Costa Rica. Asociación Conservacionista Yiski.
Conjuntos habitacionales ecológicamente sostenibles con la participación de grupos organizados.
- Ministerio de Vivienda y Asentamientos Humanos. Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. Centro de las Naciones Unidas para los Asentamientos Humanos. (MIVAH. PNUD. CNUAH)
Aplicación de una metodología de autogestión comunitaria en el diseño y construcción de la escuela de Tejarcillos
- Programa de Desarrollo Rural.
Los diagnósticos participativos comunitarios, primer paso para el mejoramiento de la calidad de vida de las familias y las comunidades rurales de Costa Rica
- Proyecto Nacional de Bambú. (PNB)
Construcción de vivienda en Bambú

EQUATEUR

- Asociación Cristiana de Jóvenes. (ACJ)
ACJ. Presentación Institucional 1
ACJ. Presentación Institucional 2
Proyecto identidad juvenil
Barrio Atucucho
Autogestión barrial para el mejoramiento de vivienda popular

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

- Desarrollo vecinal de la Cooperativa de Vivienda Ernesto Che Guevara
- Centro Andino de Acción Popular. (CAAP)
Reconstrucción de viviendas en Cayambe
Provisión de agua segura
Luchar contra el cólera
- Centro de Asesoramiento de Vivienda Popular. (CAVIP)
CAVIP. Presentación institucional
Una experiencia en manejo ambiental
- Centro de Investigaciones CIUDAD. (CIUDAD)
Plan de desarrollo integral de la Provincia de Pastaza
Proyecto RETOS
La ciudad y los niños
Publicaciones
Agentes locales en la promoción de salud
Agua Guayaquil
Manejo ambiental.....
El Carmen
Minga por la vida
Movilidad urbana de los sectores populares de Quito
San Juan
Programa de desarrollo vecinal
Vida en las laderas
Curso de desechos sólidos
Curso de género
Revistas
URBECU. Urbanización y Políticas en el Ecuador
Cooperativa Santa Faz, Riobamba - Ecuador
Proyecto de mejoramiento barrial en San Rafael de Cotacollao
CIUDAD. Presentación Institucional
Palabras
- Centro Ecuatoriano para la Promoción y Acción de la Mujer. (CEPAM)
Las mujeres y el derecho a la salud: un modelo alternativo de salud
Bocinas parlanchinas
- Centro Ecuatoriano para la Promoción y Acción de la Mujer. Area Gestión Económica y Consumo. (CEPAM-AGEC)
Formación de promotoras populares en nutrición y tecnología alimenticia
- Consejo Provincial de Pichincha.
Centro Penitenciario de resocialización productiva
- Corporación de Estudios Regionales - Guayaquil. (CERG)
Estudio y capacitación para el manejo integral de las basuras domésticas
Tecnologías apropiadas. Publicaciones

" A l a r e n c o n t r e d ' u n e v i l l e p o u r l a v i e "

Mercados de suelo en Guayaquil

Manejo integral de basura en la ciudad de Babahoyo

- Desarrollo y Autogestión. (DYA)
Introducción del enfoque niño a niño en el currículo escolar
- Desarrollo y Autogestión. Federación de Organizaciones Indígenas del Napo. (DYA. FOIN)
Proyecto de salud integral para los quichuas del Napo Alto
- Empresa Metropolitana de Alcantarillado y Agua Potable - Quito. EQUILIBRIO. Grupo de Trabajo en Desastres Ambiente y Comunidad. (EMAAP-Q)
Aluviones
- Empresa Metropolitana de Aseo. (EMASEO)
Emaseo: un nuevo concepto en la gestión de residuos sólidos
Emaseo: en la senda de un servicio eficiente y ecológico
- Empresa Metropolitana de Obras Públicas. Dirección de Parques y Jardines. (EMOP)
Arte para todos
- EQUILIBRIO. Grupo de Trabajo en Desastres Ambiente y Comunidad.
Des-Inventar
La Josefina
- Escuela Politécnica Nacional. Geohazards International. (EPN)
Seguridad sísmica de edificaciones escolares en Quito
- Federación de Barrios Populares del Noroccidente de Quito. (FBPNQ)
FBPNQ. Presentación Institucional
- Federación de Barrios Populares del Noroccidente de Quito. Comité de Mujeres Comunidad y Desarrollo. (FBPNQ)
Reforestando el Noroccidente
Proyecto Agua Desarrollo
Agua para consumo humano
- Fundación Alternativa. Enlace.
Sistema de información de organizaciones sociales
ENLACE: Primer grupo financiero con misión social en Ecuador
- Fundación Ecuatoriana del Hábitat. (FUNHABIT)
Proyecto: La vivienda alternativa de producción social en la Cooperativa de Vivienda Mujeres del Chimborazo, Riobamba -
- Programa de vivienda y mejoramiento de las condiciones de vida de la comunidad de Baldalupaxi
- Fundación Educativa Pestalozzi.
SINTRAL: Sistema de intercambio y transacciones locales
Fundación Educativa Pestalozzi. Presentación Institucional
- Fundación Natura
Buscando en la basura
La ciudad respira
Las ciudades viven

" A la rencontre d'une ville pour la vie "

- Instituto de Capacitación Municipal. (ICAM)
ICAM-Quito. Presentación Institucional
Instituto de Capacitación Municipal. Actividades Institucionales
- ISID-Ecuador.
Sistema nacional de garantía crediticia
- Ministerio de Desarrollo Urbano y Vivienda. (MIDUVI)
MIDUVI. Presentación Institucional
Mejoramiento de barrios
Ordenamiento territorial
Vivienda
Proyecto de desarrollo urbano de Babahoyo
Proyecto de Desarrollo Chone
- Municipio de Bolívar.
Canal de riego el Artezón
Primer parlamento comunal "Construyamos el futuro con nuestras propias manos"
- Municipio de Bolívar. Proyecto Manejo del Uso Sostenible de Tierras Andinas. (PROMUSTA)
Contribuir a la autogestión comunitaria
- Municipio de Riobamba. Proyecto Autogestión Comunitaria. MBS / CONADE / CNUA-Hábitat / PNUD.
Participación de la comunidad en la captación, tratamiento, mantenimiento y distribución del agua
Planificación urbana participativa "Barrio Pisin"
Democracia y participación desde la base
- Municipio del Distrito Metropolitano de Quito. Administración Sur. Equipo de Planificación Comunitaria.
Planificación comunitaria
- Municipio del Distrito Metropolitano de Quito. Dirección General de Planificación. . . Principales riesgos naturales que enfrenta la ciudad de Quito
Política de vivienda en el centro histórico de Quito
Sistema urbano de información metropolitana
- Municipio del Distrito Metropolitano de Quito. Fondo de Salvamento.
FONSAL. Presentación Institucional
- Parroquia Juan Pablo Apóstol.
Parroquia Juan Pablo Apóstol: Una alternativa
- Pontificia Universidad Católica del Ecuador. Facultad de Arquitectura y Diseño. (PUCE)
Aprendiendo a hacer arquitectura
Por una nueva educación universitaria
Diseño para una mejor calidad de vida
Iniciando el camino del diseño
- Programa de Gestión Urbana. (PGU)
PGU. Presentación Institucional

Publicaciones

La era urbana

- Proyecto Autogestión Comunitaria. MBS / CONADE / CNUA-Hábitat / PNUD.
Centro de Recursos. Actividades Institucionales
La planificación alternativa. Una herramienta de la autogestión
Construyendo la identidad barrial y ciudadanía de hombres y mujeres
La autogestión comunitaria
Construcción de postes de alumbrado público
Generación de ingresos y mejoramiento de las condiciones sensibles de vida
Autodeterminación y desarrollo de la mujer
Minga
Fortalecimiento de la autogestión comunitaria
- Proyecto MUNICIPIO-UNICEF.
Todos por la ciudad: autogestión comunitaria
Un plan para la Vida
Agricultura urbana. Huertos hidropónicos populares

EL SALVADOR

- Ministerio de Obras Públicas. Viceministerio de Vivienda y Desarrollo Urbano.
Asistencia técnica a las municipalidades
Planes de desarrollo municipales
Programa de desarrollo urbano municipal
- Ministerio de Obras Públicas. Viceministerio de Vivienda y Desarrollo Urbano. Programa de Parcelaciones Municipales.
Nuevos asentamientos organizados

GUATEMALA

- Fundación Ecuménica Guatemalteca. (ESFRA)
Proyecto integral de vivienda popular Tierra Nueva II
- Instituto para el Desarrollo Económico Social de América Central. (IDESAC)
Sistema domiciliario de agua potable
Capacitación y formación a promotores locales, para la escrituración de los terrenos de la Finca La Palma
- Sociedad Civil para el Desarrollo de la Vivienda Popular de Guatemala. (SODEVIP)
Legitimación de la autoconstrucción
Escrituración

MEXIQUE

- La defensa agrícola de la ciudad de México
- Casa y Ciudad.

Programa de rehabilitación de vecindades. Políticas públicas, acción colectiva y grupos de apoyo técnico 1985
Políticas públicas, acción colectiva y grupos de apoyo técnico 1985-1988: renovación habitacional
Políticas públicas, acción colectiva y grupos de apoyo técnico 1988-1991
Políticas, acción colectiva y grupos de apoyo técnico 1991-1995

- Centro de la Vivienda y Estudios Urbanos. (CENVI)
Programa de vivienda Cananea, el Molino
- Centro Operacional de la Vivienda y Poblamiento A.C. Acción Ciudadana para la Educación, el Desarrollo y la Democracia A.C. (COPEVI. ACCEDDE)
Cuquío, tierra abierta para construir poder local
- Escuela de Arquitectura del Instituto Tecnológico de Estudios Superiores de Occidente.
Programa de vivienda ecológica autosuficiente para la Sierra de Manantlán, Jalisco - México
- Fomento Solidario de la Vivienda. (FOSovi)
- San Miguel Teotongo: Plan de desarrollo urbano ecológico participativo
- Instituto de la Vivienda Asamblea de Barrios.
Barrio Nuevo Tultitlán
- Instituto de la Vivienda de la Asamblea de Barrios. (IVAB)
IVAB. Presentación Institucional
Compra del suelo Santa María/Bilbao
Edificación del Proyecto Zapotitlán/Amado Nervo
Organización vecinal/ Sauce 9/ La Noria
- Municipio de San Bartolo Tutotepec.
Tutotepec: proyecto de restauración
- Unión de Colonias Trabajo y Libertad, A.C. (UCOTYL)
Proyecto: Desayunador infantil 1989-1991
La toma de predio de sur 75 No.4127
- Universidad Autónoma de México - Azcapotzalco. (UAM-A)
Proyecto Azcapotzalco

NICARAGUA

- Centro de Investigación y Promoción del Habitar. (HABITAR)
Apoyo al proceso de legalización de la propiedad de lotes urbanos
- Centro de Promoción del Desarrollo Local. (CEPRODEL)
Comunidad urbana productiva

PEROU

- Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo. (DESCO)
Programa de densificación de la vivienda en Villa El Salvador
- Centro de Investigación, Documentación y Asesoría Poblacional. (CIDAP)
Obras de agua y saneamiento con participación de la comunidad organizada

Comunicación vecinal: murales con participación

Proyecto de renovación urbana en Lima

- Centro de Investigación, Documentación, Educación, Asesoría y Servicios. (IDEAS)
Concertación para el mejoramiento ambiental: San Marcos, Cajamarca, Perú
- Centro de Investigación, Documentación, Educación, Asesoría y Servicios. Central de Comedores Autogestionarios de Ate. (IDEAS)
Módulo sanitario
- Centro de Investigaciones y Proyectos Urbanos y Regionales. (CIPUR)
Gestión de servicios integrales de agua en el área norte de Lima, Perú
Proyecto Renovación urbana del barrio Mollendo Maúrtua, Ica
- Instituto de Desarrollo Urbano. (CENCA)
Una experiencia de gestión local participativa: microplanificación en la margen izquierda de Chosica
- Instituto para la Democracia Local. (IPADEL)
Los centros de negocios populares Centro Sur

URUGUAY

- Centro Cooperativista Uruguayo. (CCU)
Ayuda Mutua
- Centro Cooperativista Uruguayo. Compañía Uruguayaya de Transporte Colectivo S.A. (CCU. CUTSA)
Fondos sociales
- Centro de Educación de Adultos para América Latina. Red Poder Local. Intendencia Municipal de Montevideo. (CEAAL. IMM)
Montevideo 1990-1995. La aventura de construir participativamente el hábitat
- Departamento de Rehabilitación de Vivienda. Banco Hipotecario del Uruguay.
Plan de rehabilitación urbana de la ciudad vieja de Montevideo
- Extensión Universitaria: Asistencia Social, Consultorio Jurídico.
Rehabilitación de Cantegril en área central
- Federación Unificadora de Cooperativas de Vivienda por Ayuda Mutua. (FUCVAM)
Una alternativa autogestionaria y solidaria de producción del hábitat popular urbano
- Instituto Cooperativo Asistencia Técnica, Vivienda y Medio Ambiente. (COVIMA)
20 por miles
- Intendencia Municipal de Montevideo.
Rehabilitación autogestionaria
- José Soares Netto Nicola. Tacuarembó.
SISTE-PLAK
- Mujeres Jefas de Familia. (MUJEFA)
Proyecto MUJEFA: Cooperativa de vivienda mujeres jefas de familia

13 al 17 de noviembre, 1985		"Al encuentro de una ciudad para la vida" América Latina y El Caribe hacia HABITAT II PROGRAMA GENERAL DE TALLERES					Quito - Ecuador
TALLERES COMPLEMENTARIOS		LUNES 13	MARTES 14	MIERCOLES 15	JUEVES 16	VIERNES 17	
TC-1	"La ciudad que queremos" Casa de Baños de "El Inca" hora 9H00-18H00 (10-12 Noviembre)	1 Tecnologías para la vivienda y el hábitat urbano PUCE ARG 301 hora 9H00-17H00	7 El arte público en las ciudades de América Latina Centro Cultural Benjamín Carrón hora 9H00-17H00	20 Opciones y roles de la comunicación electrónica PUCE ARG 101 hora 9H00-17H00	25 Definición democrática de la ciudad en América Latina Salón de Ciencias hora 9H00-17H00		
TC-2	Asamblea CYTED Red "Viviendo y Construyendo" Hotel Guilo (6-11 Noviembre)	2 La juventud y la ciudad PUCE ARG 301 hora 9H00-17H00	8 Ecuador hacia HABITAT II ESQUEL hora 12H30-15H00	14 Una ciudad sustentable en el Sur PUCE TORRE I aula E15 hora 9H00-17H00	21 Las ciudades y la cuestión étnica PUCE ARG 201 hora 9H00-17H00	26 La ciudad y los niños PUCE ARG 301 hora 9H00-17H00	
TC-3	Ordenamiento Territorial en América Latina Hotel Ambassador (28-30 Noviembre / 1 Diciembre)	3 Proyecto Gongo-HIC "Aspectos metodológicos y avances" TORRE II aula 01 PB hora 9H00-17H00	15 El derecho a la vivienda y HABITAT II PUCE TORRE I aula B11 hora 9H00-17H00	22 Reunión regional programa GURI PUCE ARG 301 hora 9H00-13H00	27 Los escritores y las ciudades PUCE ARG 101 hora 9H00-17H00		
TC-4	Experiencias exitosas de gestión urbana en América Latina Hotel Colón hora 9H00-18H00 (6-9 Noviembre)	4 Derechos Humanos y vida en la ciudad TORRE II auditorio 3 hora 9H00-17H00	16 Historia, identidad y cultura urbana PUCE ARG 101 hora 9H00-17H00	23 Reunión regional REDES PUCE ARG 301 hora 14H00-17H00	28 Reunión regional Red "Suelo y Vivienda" PUCE ARG 203 hora 9H00-17H00		
TC-6	Análisis de Procesos de Proyectos VNU-SIE CIUDAD hora 9H00-16H00 (6-8 Noviembre)	30 Rehabilitación de vivienda en el centro histórico PUCE TORRE II aula B10 hora 10H00-13H00	9 Participación ciudadana, poder local y concertación PUCE ARG 301 hora 9H00-17H00	17 Diseño y nuevas tecnologías PUCE TORRE II aula 01 PB hora 9H00-17H00	24 Mecanismos alternativos de financiamiento para la vivienda popular PUCE TORRE II aula 01 PB hora 9H00-17H00		
TC-4	Seminario sobre técnicas geográficas. Medios tropicales, ambiente y ordenamiento: teoría y práctica PUCE TORRE I auditorio 3 hora 7h30-9h30 (13-17 Noviembre)		10 Agentes locales en promoción de salud PUCE Fac. Medicina TORRE I hora 9H00-17H00		29 Reunión regional Red Mujer y Hábitat PUCE ARG 201 hora 9H00-17H00		
TC-7	III Taller Regional: Guía Metodológica para la Gestión Local de la Mitigación y Manejo de los Desastres América Latina Hotel Floresta hora 15H00-18H00 (13-16 noviembre)		11 Sistemas de información geográfica para la gestión urbana PUCE ARG 201 hora 9H00-17H00	12 Gestión local del hábitat: prevención y mitigación de desastres Auditorio AME hora 9H00-17H00	6 Planificación urbana y gestión del suelo PUCE TORRE I aula B10 hora 10H00-13H00		
			13 Estrategias de atención a los sectores urbanos más pobres. Encuentro Regional FLACSO hora 9H00-18H00	18 Gobiernos locales desde una perspectiva de género PUCE Salón de Ciencias hora 9H00-17H00			
				5 Reunión Regional Proyecto Homeless International PUCE ARG 203 hora 9H00-17H00			
Secretaría de Información Centro de Investigaciones CIUDAD Menezes 295 y La Gasca Casilla 17-06 8311 Quito - Ecuador Tel. 225-198 Fax. 500-322		Sede Principal del Encuentro Pontificia Universidad Católica del Ecuador (PUCE) Centro Cultural Av. 12 de Octubre y Carrón Quito - Ecuador Tel. 509-585 / 581-534 Fax. 509-587					

<p align="center">"Al encuentro de una ciudad para la vida" América Latina y El Caribe hacia HABITAT II Quito, Ecuador</p>				
<p align="center">13 al 17 de noviembre, 1995 PROGRAMA DE EXPOSICIONES, ACTOS SOCIALES Y CULTURALES, CONFERENCIAS, VIDEOS Y PUBLICACIONES</p>				
EXPOSICION CENTRAL	ACTOS SOCIALES Y CULTURALES	CONFERENCIAS	VIDEOS	LANZAMIENTO PUBLICACIONES
<p>Experiencias y acciones sobre problemas de hábitat urbano en América Latina y El Caribe (láminas)</p>	<p>Inauguración (Iglesia-Convento La Merced) Lunes 13, nov. hora 19h30</p>	<p>El Graffiti en Quito E. Alan García - Lenin Oña, Alex Ron, Lucía Ortega (masa redonda) PUCE TORRE I auditorio 4 Lunes 13, nov. hora 15h00-17h30</p>	<p>Comunidad urbana productiva Diseño y construcción participativos La vivienda productiva Cuestión de aprovechar Hábitat Choco Origen de Riqueza Tem ouro no lito de Sao Paulo Ta Limpo Sua proxima tarefa Piotata O Vidrio Historia do papel Oeste, pois nao Do Berraco ao Sobradinho Arte para todos Un parque entre nubes Por al derecho a vivir en la ciudad Agua-Desarrollo Un nuevo amanecer - San Rafael Montevideo Telenoticiero Villa Maria La Centro Oriental, Punto de Encuentro Cooperar reciclando, reciclar cooperando</p>	<p>Suplemento Tierramérica (Presentación-lanzamiento) Auditorio CIESPAI Martes 14, nov. hora 19h30</p>
<p>EXPOSICIONES 13 al 25 de nov.</p>	<p>Clausura (Salón de la Ciudad- Plaza Cñica) Viernes 17, nov. hora 19h30</p>	<p>Cooperación y políticas del DMG frente a HABITAT II Dr Ramiro Villar PUCE TORRE I auditorio 4 Miérc 15, nov. hora 18h00</p>	<p>Prevencción de Desastres: Planificación para la gestión local Dr Omar Darío Cardona - Colombia PUCE Auditorio de Ciencias Miérc 15, nov. hora 18h00</p>	<p>Viviendo y construyendo: CYTED PUCE Centro Cultural Miérc 15, nov. hora 19h00</p>
<p>Fotografía Urbana Caricatura Urbana Arte para todos Fachadas de Quito Centro Histórico de Quito Maquetas Feria - exposición de libros "Una ciudad para la vida" (concurso-ideas de estudiantes) Proyectos e instalaciones Diseño Inicial Archivos Arte plástico "El Cabezón" Arquitectura Pública en Andalucía 1984-1994 Casa ab arte Dirección de Higiene Municipal Arquitectura en Barcelona Habiterra. CYTED - Estaciones</p>	<p>Veredicto y premiación concurso de ideas de estudiantes "Una ciudad para la vida" CAE (Colegio de Arquitectos) Jueves 16, nov. hora 19h00</p>	<p>Experiencias de gestión del hábitat en Saint Denis (Francia) Jean Pierre Jeffrey - Saint Denis Francia PUCE TORRE I auditorio 3 Miérc 15, nov. hora 18h00</p>	<p>América Latina y El Caribe hacia HABITAT II Enrique Ortiz HIC - México Diego Carrón - CIUDAD - Ecuador Julio Calderón - HABITAT - Perú Ana Faló - CICSA - Argentina PUCE TORRE I auditorio 1 Jueves 16, nov. hora 18h30</p>	<p>Revista CIUDAD Alternativa Más allá de la Informalidad BARCELONA (PGUI) Textos Programa FORHUM PUCE Centro Cultural Miérc 15, nov. hora 19h00</p>
	<p>Feria de comidas típicas PUCE - Pafos 13 al 16 de nov</p>	<p>Diseño y nuevas tecnologías Arq. Xavier Covarrubias - UAM-A PUCE TORRE I auditorio 4 Jueves 16, nov. hora 18h00</p>	<p>Otros videos en presentación permanente</p>	<p>Revista de la Dirección General de Higiene - DMG Centro Cultural Benjamín Canón Jueves 16, nov. hora 19h00</p>
	<p>Arquitectura Pública en Andalucía 1984-1994 (Inauguración) Centro Cultural PUCE Martes 15, nov. hora 12h30</p>	<p>Vulnerabilidad y desastres en ciudades de América Latina Dr. Allan Lavell - FLACSO - Costa Rica EPN - Fac. Ing. Civil Jueves 16, nov. hora 17h00</p>		<p>Agenda "Un naufragio en la ciudad" PUCE Centro Cultural Viernes 17, nov. hora 19h00</p>
	<p>Ballet Jacchigua (Teatro Colegio San Gabriel) Miérc 15, nov. hora 19h00</p>	<p>Arquitectura Pública en Andalucía 1984-1994 Arq. Fátm Pazo PUCE TORRE I auditorio 3 Jueves 16, nov. hora 18h30</p>		<p>Secretaría e Información Centro de Investigaciones CIUDAT F. Maneses 265 y La Gasca Casilla postal 17-08-R311 Quito Tel: 225-198 Fax: 500-322</p>
	<p>Recorrido nocturno al Centro Histórico de Quito Miérc 15, nov. hora 20h30</p>			<p>Sede Principal del Encuentro Centro Cultural Pontificia Universidad Católica del Ecuador Av. 12 de Octubre y Carvajal Quito Tel: 509 585 / 981 534 Fax: 509-587</p>
	<p>Paseo Otavalo (Otavalo - Imbabura) Sábado 18, nov. hora 8h00 - 17h00</p>			

PROGRAMME GENERAL DES ATELIERS

TALLER No. 1

Tecnologías para la vivienda y el hábitat urbano
Organización: CAE - FUNHABIT - FAD/PUCE
Coordinación: Gonzalo Estuplñán / Edgar Flores

TALLER No. 2

La juventud y la ciudad
Organización: FBPNOQ / CIUDAD
Coordinación: Javier Alvarado / Mario Unda

TALLER No. 3

Proyecto Gongo-HIC "Aspectos metodológicos y avances"
Organización: HIC / GONGO
Coordinación: Silvia Waggenmann-Montoya / Mario Vásconez

TALLER No. 4

Derechos Humanos y vida en la ciudad
Organización: CDDH-CEAAL
Coordinación: Víctor Hugo Jijón

TALLER No. 5

Reunión Regional Proyecto Homeless International
Organización: HI
Coordinación: Carlos Guerrero

TALLER No. 6

Planificación urbana y gestión del suelo
Organización: DMQ
Coordinación: Gonzalo Bustamante

TALLER No. 7

El arte público en las ciudades de América Latina
Organización: DMQ-Dir. Parques y Jardines
Coordinación: Esteban Moscoso / Eva María Toledo

TALLER No. 8

Ecuador hacia HABITAT II
Organización: Foro ciudadanía-ESQUEL
Coordinación: Luis Verdesoto

TALLER No. 9

Participación ciudadana, poder local y concertación
Organización: CEAAL
Coordinación: Arles Caruso / Julio Calderón / Ana Lucía Alvear

TALLER No. 10

Agentes locales en la promoción de salud
Organización: CIUDAD-OPS-DMQ
Coordinación: Rodrigo Barreto / Miguel Malo / Fernando Astudillo

TALLER No. 11

Sistemas de información geográfica para la gestión urbana
Organización: ORSTOM-DMQ
Coordinación: Marc Souris / René Vallejo

TALLER No. 12

Gestión local del hábitat: prevención y mitigación de desastres
Organización: LA RED-DHA/NU
Coordinación: Ricardo Mena

TALLER No. 13

Estrategias de atención a los sectores urbanos más pobres
Organización: GTZ-CAVIP
Coordinación: Alberto Rosero / Alexandra Moncada

TALLER No. 14

Una ciudad sustentable en el Sur
Organización: Fundación Natura
Coordinación: Wania Cobo / Fernando Bossano / Ximena Santacruz

TALLER No. 15

El derecho a la vivienda y HABITAT II

Organización: HIC-FEDEVIVIENDA

Coordinación: Alejandro Florián / Federico Arnillas

TALLER No. 24

Mecanismos alternativos de financiamiento para la vivienda popular

Organización: CEARAH-PSH-HI-GRET-HIC

Coordinación: Yves Cabannes / Carlos Guerrero

TALLER No. 16

Historia, identidad y cultura urbana

Organización: DMQ-Dir. Educación y Cultura

Coordinación: Alfonso Ortiz / Eduardo Kingman

TALLER No. 25

Gestión democrática de la ciudad en América Latina

Organización: CIUDAD-FORHUM

Coordinación: Mario Unda / Federico Arnillas

TALLER No. 17

Diseño y nuevas tecnologías

Organización: FAD-PUCE / UAM-A

Coordinación: Luis Bossano / Ulbio Cevallos

TALLER No. 26

La ciudad y los niños

Organización: DMQ-UNICEF

Coordinación: Amira Herdolza

TALLER No. 18

Gobiernos locales desde una perspectiva de género

Organización: CEPLAES-Red Mujer y Hábitat

Coordinación: Silvia Vega

TALLER No. 27

Los escritores y las ciudades

Organización: FAD-PUCE

Coordinación: Edgar Alan García / Gilbert González

TALLER No. 20

Opciones y retos de la comunicación electrónica

Organización: INTERCOM-ECUANEX

Coordinación: Sally Burch

TALLER No. 28

Reunión Regional Red "Suelo y Vivienda"

Organización: Red Suelo y Vivienda

Coordinación: Paul Maquet / Silvana Rulz

TALLER No. 21

Las ciudades y la cuestión étnica

Organización: CONAIE-COMUNIDEC-Familia Negra-

PUCE CCHH. Esc. Antropología

Coordinación: Oscar Chalá

TALLER No. 29

Reunión Regional Red "Mujer y Hábitat"

Organización: Red Mujer y Hábitat

Coordinación: Josefina Huamán / Henriette Hurtado

TALLER No. 22

Reunión Regional Programa GURI

Organización: GURI

Coordinación: Alfredo Rodríguez / Lucy Winchester

TALLER No. 30

Rehabilitación de vivienda en el centro histórico

Organización: DMQ-Dir. Planificación-FONSAL

Coordinación: Dora Arizaga / Gonzalo Bustamante

TALLER No. 23

Reunión Regional REDES

Organización: REDES

Coordinación: Mario Vásconez

ATELIERS PARALLELES

TALLER No. TC-1

"La ciudad que queremos"

Organización: ACJ

Coordinación: Santiago Ortiz

TALLER No. TC-2

Asamblea CYTED Red "Viviendo y Construyendo"

Organización: CYTED

Coordinación: Edin Martínez / Mario Vásconez

TALLER No. TC-3

Ordenamiento Territorial en América Latina

Organización: MIDUVI-BEDE-PGU/LAC-AME

Coordinación: Juan Ordóñez / Diego Peña

TALLER No. TC-4

Experiencias exitosas de gestión urbana en América Latina

Organización: DMQ

Coordinación: Ramiro Viteri / Eliana Rojas

TALLER No. TC-5

Análisis de procesos de proyectos VNU-SIE

Organización: SIE-CIUDAD

Coordinación: Gabriel Regalals / Mario Vásconez

TALLER No. TC-6

Medios tropicales, ambiente y ordenamiento: teoría y práctica

Organización: Fac. CCHH. Dpto de Geografía - CEPEIGE

Coordinación: Juan Hidalgo

TALLER No. TC-7

III Reunión Regional: Guía Metodológica para la Gestión Local de la Mitigación y Manejo de Desastres en América Latina

Organización: La RED - DHA - EQUILIBRIOS

Coordinación: Ricardo Mena

**Imprimé par le Centre
de Recherches CIUDAD,
Avril 1997.**

**Rue Fernando Meneses 265 y Av. La Gasca
BP: 17-08-8311
Télf: 225198 / 227091
Fax: 593-2-500 322
E.Mail: Vía INTERNET confe@ciudad.ec**

Quito - Equateur